

ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

**L'austérité et l'évolution des pratiques  
des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal**

Par

Marlène Juvany

Mémoire présenté à l'Université de Sherbrooke  
comme exigence partielle de la maîtrise en service social (M.S.S)

Travail présenté à  
JACQUES CAILLOUETTE (directeur)  
NATHALIE DELLI-COLLI (examinatrice)  
PAUL MORIN (examineur)

DÉCEMBRE 2018

Composition du jury

**L'austérité et l'évolution des pratiques  
des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal**

Par

Marlène Juvany

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jacques Caillouette, Ph.D, directeur de recherche  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines)

Nathalie Delli-Colli, Ph.D, membre du jury  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines)

Paul Morin, Ph.D, membre du jury  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines)

## REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pu être possible sans le soutien de nombreuses personnes.

Je remercie tout d'abord Jacques Caillouette mon directeur de recherche. Je tiens à souligner généreusement notre collaboration. Nos nombreux échanges m'ont permis d'avancer dans mon processus de rédaction. Également, mon introduction au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) m'a amené à faire de belles rencontres et m'a introduite dans le milieu de la recherche.

Je remercie également Nathalie Delli-Colli et Paul Morin pour leur lecture et leur évaluation du projet de recherche, ainsi que pour leurs conseils et mises en garde émis lors de cette évaluation.

Je remercie aussi spécialement toute l'équipe du CRISES qui m'a accueilli dans ses locaux et partagé sa bonne humeur.

Je remercie les intervenantes et intervenants rencontrés lors de ce projet pour m'avoir donné de leur temps si précieux.

Je remercie aussi les intervenants et intervenantes rencontrées au fil des années sur le terrain travaillant chaque jour avec et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs proches. Les enfants, les jeunes et moins jeunes ainsi que leurs proches que j'ai eu la chance d'accompagner lorsque j'étais intervenante. Spécialement Célia et Gabriel, qui m'ont donné envie de poursuivre la réalisation de ce mémoire.

Je remercie aussi l'ensemble de mes amis rencontrés au Québec pour leur accueil chaleureux. Ainsi que ma famille et amis de partout ailleurs. Un merci tout spécial à Mina, qui m'a apporté une aide précieuse à la fin de cet écrit.

Également, cette recherche a été réalisée en partie grâce à la bourse Paul R. Bélanger - La Fondation de l'UQAM, remise par l'entremise du CRISES. Je les en remercie vivement.

Pour finir, je remercie l'équipe du Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD) pour leur soutien et leur encouragement de chaque jour pour terminer ce projet de recherche.

.

## RÉSUMÉ

Le milieu communautaire québécois revendiquant les droits des personnes marginalisées, comprenant également les personnes vivant avec une déficience intellectuelle, a souvent influencé les réponses sociales apportées face aux problématiques vécues par ces mêmes-personnes. C'est pourquoi ici nous nous intéressons aux pratiques des organismes communautaires en déficience intellectuelle.

À ce jour, dans une volonté d'inclusion, l'environnement physique et social est pris en compte dans l'évaluation du handicap. C'est pourquoi dans ce projet de recherche nous portons une attention particulière à l'environnement social, comprenant le milieu public, les organismes communautaires, et le contexte sociopolitique et économique : les failles engendrées par l'austérité fragilisant les acquis des décennies précédentes. À visée descriptive et exploratoire, cette recherche propose de répondre à la question suivante : en quoi ce contexte d'austérité influence les pratiques mises en œuvre par les intervenants au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal ?

Utilisant le processus de production du handicap pour proposer une analyse de l'environnement social et des impacts du contexte actuel sur les changements de pratiques, nous souhaitons dans ce mémoire donner la parole aux intervenantes du milieu communautaire qui œuvrent chaque jour pour l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Les résultats de ce mémoire reposent sur l'analyse de 10 entrevues semi-dirigées réalisées auprès d'intervenantes d'organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal.

Les résultats et analyses de cette recherche se découpe en quatre parties centrales mettant en avant le regard des intervenantes du milieu communautaire en déficience intellectuelle à Montréal sur la situation actuelle d'austérité.

Le regard des intervenantes est mis de l'avant notamment sur la lecture de la situation d'austérité (cf : partie 1 : Le discours d'austérité pour les intervenantes) , mais aussi sur la situation de l'intervention communautaire comprise dans ce contexte (cf : partie 2 : l'intervention communautaire et le contexte d'austérité). Par la suite, le focus est porté sur les dynamiques entre les organismes communautaires qui fluctuent entre des dynamiques partenariales où les acteurs se regroupent, et d'autres plus concurrentielles où les organismes se retrouvent à être pris en concurrence pour avoir accès à du financement (cf : partie 3 : le regroupement des organismes ou leur mise en concurrence). Pour finir, la question se pose de savoir si une rationalisation des pratiques est actuellement en train de se mettre en place au sein des organismes communautaires, ce qui vient remettre en question leur autonomie (cf : partie 4 : vers la rationalisation des pratiques?).

## Table des matières

REMERCIEMENTS.....	I
RÉSUMÉ.....	III
LISTE DES FIGURES.....	VIII
LISTE DES SIGLES.....	IX
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 – PROBLÉMATIQUE.....	4
1. LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE.....	6
1.1. Brève définition du handicap .....	6
1.2. Brève définition de la déficience intellectuelle.....	7
2. AUSTÉRITÉ, NEO-MANAGEMENT ET DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT : LES REFORMES QUI TOUCHENT LE MILIEU COMMUNAUTAIRE.....	9
2.1. Affaiblissement de l'État social et Néolibéralisme : vers l'austérité .....	10
2.2. La Nouvelle Gestion Publique et la Loi sur l'administration publique .....	11
2.3. Le projet de loi 10 modifiant la loi sur la santé et les services sociaux : vers la sous-traitance du réseau dans les organismes communautaires ? 13	
2.4. La reconnaissance de l'importance des organismes communautaires : Le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) .....	15
2.5. La philanthropie comme nouveau mode de financement : la question de l'autonomie des organismes communautaires .....	15
Conclusion du premier chapitre .....	17
CHAPITRE 2 – CADRE CONCEPTUEL.....	19
1. DE L'EXCLUSION AU PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP, UN CHEMIN VERS LA PARTICIPATION SOCIALE .....	21
1.1. L'exclusion comme facteur de non-reconnaissance des personnes ayant une déficience intellectuelle.....	21
1.1.1. La stigmatisation : vers l'exclusion des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. La nécessité d'une lutte contre la stigmatisation. ....	21
1.1.2. De l'exclusion sociale : analyse foucaldienne.....	23
1.2. Le processus de production du handicap .....	24
1.2.1. Explication générale du PPH.....	24
1.2.2. La nécessité de la participation sociale .....	27
2. L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE .....	29

2.1. Intervention, action et organisation communautaire.....	29
2.2. Les pratiques d'intervention communautaire : une approche collective du continuum du travail social .....	32
2.3. Les valeurs et principes de l'organisation communautaire .....	34
2.4. Les étapes de l'intervention communautaire.....	35
2.5. Typologies et visées des pratiques d'organisation et d'intervention communautaires.....	37
3. CONTRE LA SOCIÉTÉ DE MÉPRIS, ET VERS LA RECONNAISSANCE SOCIALE .....	39
Conclusion du deuxième chapitre .....	43
CHAPITRE 3 – MÉTHODOLOGIE .....	45
1. QUESTION, OBJECTIFS ET EVOLUTION DE L'OBJET DE RECHERCHE.....	47
2. PERTINENCE SOCIALE ET SCIENTIFIQUE .....	48
3. MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE BIOGRAPHIQUE – LES RÉCITS DE PRATIQUES .....	49
4. TERRAIN DE LA RECHERCHE : MONTRÉAL .....	51
4.1. Organismes communautaires en « Ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références » .....	51
4.2. Profil des intervenantes .....	52
4.2.1. Profil des intervenantes recherchées .....	52
4.2.2. Profil des intervenantes rencontrées .....	53
4.3. Sélection des informations clés et méthodes de recueil des données .....	53
4.3.1. Récits de pratiques lors d'entrevues semi-dirigées.....	54
4.3.2. La tenue d'un journal de bord.....	56
5. ANALYSE DES DONNEES.....	56
5.1. Influences analytiques : l'analyse thématique et l'analyse en mode d'écriture .....	57
5.2. Réalisation de l'analyse.....	58
6. FORCES ET LIMITES DE LA RECHERCHE .....	59
7. DEFIS ETHIQUES DE LA RECHERCHE.....	62
Conclusion du troisième chapitre .....	63
CHAPITRE 4 – RÉSULTATS ET ANALYSE .....	64
1. LE DISCOURS D'AUSTÉRITÉ POUR LES INTERVENANTES .....	66
2. L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE ET LE CONTEXTE D'AUSTÉRITÉ.....	72



2.1. Définition de l'intervention communautaire : une intervention par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle .....	72
2.2. Le défi de l'intervention sociopolitique notamment avec l'austérité .....	76
2.2.1. Des organismes de services et des organismes de défense de droits	77
2.2.2. Entre stratégie de neutralité politique et collaboration .....	83
3. LE REGROUPEMENT (PARTENARIAT) DES ORGANISMES OU LEUR MISE EN CONCURRENCE ? .....	90
3.1. S'allier : entre une logique de diminution des dépenses et de partage des connaissances ?.....	90
3.2. Appels d'offres, ententes de services ou <i>cheap labor</i> ? .....	92
3.3. Les levées de fonds pour se financer .....	93
4. VERS LA RATIONALISATION DES PRATIQUES ? .....	96
4.1. Un formalisme accru : le passage du « sac à dos » à « la mallette » .....	96
4.2. Une évolution des postes de coordination et de direction ? Un changement dans les pratiques.....	103
4.2.1. Vers plus de coordination : un retrait progressif du terrain.....	104
4.2.2. Un manque de moyens financiers et un retour sur le terrain .....	106
4.2.3. Le retour au terrain : vers une surcharge de travail et un frein au développement ? .....	106
4.3. Moins de temps pour le développement de projets et la créativité ? .....	111
4.3.1. Un manque de temps pour le développement de projets .....	111
4.3.2. La créativité affectée .....	113
Conclusion du quatrième chapitre .....	116
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	118
BIBLIOGRAPHIE .....	122
ANNEXE 1 .....	
ANNEXE 2 .....	ii
ANNEXE 3 .....	iv

## LISTE DES FIGURES

**Figure 1** - Pratiques d'intervention communautaire et processus de production du handicap

**Figure 2** - Processus d'organisation d'une communauté locale

## **LISTE DES SIGLES**

AMDI – Association de Montréal pour la déficience intellectuelle

ARS – Agence régionale de santé

CA – Conseil d'administration

CCROC – Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire

CIUSSS – Centre intégré de santé et de services sociaux

CLSC – Centre local de services sociaux et communautaires

CRADI – Comité régional des associations en déficience intellectuelle

CRDI-TED – Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement

CSSS – Centre de santé et de services sociaux

IRIS – Institut de recherche et d'informations socio-économiques

LSSS – Loi sur la santé et les services sociaux

MDH-PPH – Modèle de développement humain de processus de production du handicap

Mouvement PHAS – Mouvement des personnes handicapées pour l'accès aux services

MSSS – Ministère de la santé et des services sociaux

NGP – Nouvelle gestion publique

OMS – Organisation mondiale de la santé

OPHQ – Office des personnes handicapées du Québec

OTSTCFQ – Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

PAAS-Action - Programme d'aide et d'accompagnement social

PADI – Personnes ayant une déficience intellectuelle

PSOC – Programme de soutien aux organismes communautaires

RIOCM – Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal

RIPPH – Réseau international du processus de production du handicap

RSSS – Réseau de la santé et des services sociaux

SACA – Secrétariat pour l'action communautaire autonome

TROC - Tables régionales des organismes communautaires

TRPOCB - Tables de regroupement provincial des organismes communautaires et bénévoles

# INTRODUCTION

Ce mémoire est centré sur l'évolution des pratiques au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal, notamment les organismes de ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références, en lien avec le contexte de coupure de cette dernière décennie, et notamment avec le discours explicite d'austérité que met de l'avant le gouvernement libéral à partir de 2014.

Dans l'histoire de la déficience intellectuelle, très longtemps les personnes vivant avec une déficience intellectuelle ont été mises au banc de la société avec des prises en charge non-adaptées en instituts psychiatriques. Suite à un long combat de la part des personnes elles-mêmes ainsi que des personnes alliées à leur cause (famille, amis et intervenants), des évolutions et des améliorations sont apparues dans le champ de la défense de droits ayant permis de considérer ces dernières comme des citoyennes à part entière.

Le milieu communautaire québécois revendiquant les droits des personnes marginalisées, comprenant également les personnes vivant avec une déficience intellectuelle<sup>1</sup>, a souvent influencé les réponses sociales apportées face aux problématiques vécues par ces mêmes-personnes.

C'est dans cette optique de reconnaissance des personnes avec une déficience intellectuelle qu'il nous est apparu intéressant de produire une étude sur l'évolution des pratiques des organismes communautaires en déficience intellectuelle ; plaque tournante de la mobilisation et de services indispensables pour la lutte pour la pleine reconnaissance sociale des personnes ayant une déficience intellectuelle.

---

<sup>1</sup> Par « personne vivant avec une déficience intellectuelle » nous incluons l'environnement familial, les proches-aidants.

À ce jour, dans une volonté d'inclusion, l'environnement physique et social est pris en compte dans l'évaluation du handicap. C'est pourquoi dans ce projet de recherche nous portons une attention particulière à l'environnement social, comprenant le milieu public, les organismes communautaires, et le contexte sociopolitique et économique : les failles engendrées par l'austérité fragilisant les acquis des décennies précédentes.

Nous tenterons donc de voir en quoi ce contexte d'austérité influence les pratiques mises en œuvre par les intervenants au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal.

Pour répondre à cette interrogation, nous verrons ainsi dans un premier temps notre problématique. Dans ce chapitre, nous ferons un bref retour sur les notions de déficience intellectuelle et du handicap, pour en venir aux pratiques d'intervention communautaire, dont ces dernières sont impactées par l'austérité. Nous verrons que le contexte sociopolitique et économique actuel peut être une entrave à la réalisation de ces pratiques collectives.

Par la suite, au chapitre deux, nous présenterons notre cadre conceptuel. Nous aborderons dans un premier temps les processus de stigmatisation ; entrave à la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. En opposition, nous présenterons le modèle de processus de production du handicap comme un outil d'analyse indispensable à notre étude. Nous exposerons ensuite, une typologie des pratiques d'intervention communautaire pour mieux comprendre les pratiques analysées, ainsi que la reconnaissance sociale.

Nous viendrons, au chapitre trois, rendre compte de notre méthodologie de recherche. Notre démarche est qualitative. Nous présenterons alors nos questions et objectifs de recherche, nos influences méthodologiques, la délimitation de notre terrain et nos méthodes de collecte et d'analyse des données ; ainsi que son évolution au cours de notre projet de recherche.

Pour finir, dans un dernier chapitre, nous verrons les résultats et l'analyse de notre recherche. La représentation de l'austérité par les intervenantes dans le cadre de leurs

pratiques et de leur réflexivité. Sera abordé par la suite, la vision des intervenantes sur l'intervention communautaire.

Nous finirons notre analyse par les conséquences induites par l'austérité sur le fondement des pratiques. Opérant sur une rationalisation et professionnalisation des pratiques nous verrons comment les organismes communautaires se spécialisent, pour certains à rendre des services, et pour d'autres dans la défense de droits.

Spécifions pour terminer qu'à la lumière de l'analyse de notre terrain et pour alléger le texte, nous avons revu notre problématique et notre cadre théorique de départ afin d'en retrancher du matériel peu en lien avec l'analyse à venir tout en mettant plus en valeur le matériel pertinent à celle-ci. Nous avons profité également de ce remodelage pour mieux nommer notre objet de recherche. Tout ce travail de restructuration, pensons-nous, a permis somme toute d'assurer plus de cohésion à l'ensemble du mémoire et, nous l'espérons, à en rendre la lecture plus agréable.

## **CHAPITRE 1 – PROBLÉMATIQUE**



Dans le cadre de notre projet, nous nous intéressons aux impacts de l'austérité sur les pratiques au sein des organismes en déficience intellectuelle à Montréal, notamment dans les organismes de ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références.

Afin de mieux délimiter notre problématique, nous prendrons le soin ici de définir plusieurs notions. Tout d'abord, dans une première partie nous verrons ce que recouvrent la déficience intellectuelle et le handicap.

Nous définirons les pratiques d'interventions communautaires, un élément central de notre objet initial de recherche.

Et pour finir ce chapitre nous verrons en quoi le contexte d'austérité influence les pratiques au sein des organismes communautaires.

## **1. LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE**

Les organismes communautaires sur lesquels nous portons notre intérêt dans cette recherche offrent des services aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Ces mêmes peuvent ou non se retrouver en situation de handicap. C'est pourquoi il nous apparaît important de définir brièvement les notions de handicap et de déficience intellectuelle.

### **1.1. Brève définition du handicap**

Si nous nous référons à la définition proposée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) :

« Le handicap n'est pas simplement un problème de santé. Il s'agit d'un phénomène complexe qui découle de l'interaction entre les caractéristiques corporelles d'une personne et les caractéristiques de la société où elle vit. Pour surmonter les difficultés auxquelles les personnes handicapées sont confrontées, des interventions destinées à lever les obstacles environnementaux et sociaux sont nécessaires » (OMS, 2016).

Au-delà de la problématique médicale que connaît la personne, cette définition nous paraît complète dans le sens où elle prend en considération le contexte social et environnemental et les difficultés que cela engendre.

Actuellement, les organismes communautaires partagent la même vision du handicap.

On retrouve d'ailleurs cette même lecture dans les travaux de l'équipe recherche de Fougeyrollas du Réseau International de Processus de Production du Handicap (RIPPH) ; abordé dans le deuxième chapitre de notre recherche. Fougeyrollas est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université Laval et spécialisé dans l'étude du phénomène de construction sociale du handicap. Fougeyrollas (1986) définit le handicap comme une :

« interaction entre une personne ayant une différence fonctionnelle ou comportementale et un environnement, une organisation sociale qui produit

des situations systémiques de discrimination, de marginalisation, de stigmatisation ou encore de privilège et de pouvoir sur la base de ces différences ».

Ainsi, selon Fougeyrollas, la situation de handicap ou de participation sociale dépend de l'interaction entre la singularité de la personne et son environnement social, physique et socioculturel.

Cette définition permet d'extraire la conception uniquement médicale du handicap et fait reposer la responsabilité du handicap non plus sur la personne uniquement, mais aussi sur son environnement et donc sur la société (Fougeyrollas, 1986). C'est cette définition de Fougeyrollas que nous retiendrons dans notre recherche.

De cette manière, nous prenons conscience de l'intérêt de travailler sur l'environnement social afin de permettre aux personnes ayant une déficience intellectuelle (PADI) d'intégrer notre société. Et ainsi de se pencher sur la mise en œuvre des pratiques des organismes communautaires qui jouent un rôle central dans cette inclusion sociale.

Or, à ce jour, par la présence de nouvelles politiques sociales mises en place, telle la récente réforme du réseau de la santé et des services sociaux de 2014, on peut se demander si cette dernière n'entrave pas les pratiques des organismes communautaires.

## **1.2. Brève définition de la déficience intellectuelle**

Les personnes vivant avec une déficience intellectuelle peuvent se retrouver en situation de handicap dépendamment de l'environnement social et physique dans lequel elles se trouvent. L'accompagnement par leur entourage, étant des proches aidant, est un élément important dans leurs parcours de vie. Leur présence est très importante.

Il existe plusieurs définitions de la déficience intellectuelle, mais nous retenons ici la définition la plus explicite puisque nous nous intéressons aux organismes communautaires. La définition que propose l'Association de Montréal pour la Déficience Intellectuelle déficience intellectuelle (AMDI) ne porte pas à confusion. Elle définit la déficience intellectuelle comme une limite du fonctionnement intellectuel, qui affecte les dimensions suivantes :

« raisonnement, planification, résolution de problème, pensée abstraite, compréhension d'idées complexes, apprentissages à partir d'expériences, mémorisation, attention » (AMDI, 2011) ; et les limites du comportement adaptatif, ce qui a trait aux « habiletés conceptuelles (langage, lecture, écriture, le temps et les concepts mathématiques) ; habiletés sociales (relations interpersonnelles, respect des normes, loisirs) ; habiletés pratiques (soins personnels, compétences) » (AMDI, 2011).

La déficience intellectuelle n'est pas une maladie, mais un état permanent vécu par les personnes qui vivent avec une déficience intellectuelle qui apparaît avant l'âge de 18 ans (AMDI 2011 ; Le support 2013). Il existe plus de 350 causes de déficience intellectuelle, et dans la majorité des cas celles-ci restent méconnues.

Cela nous amène à conclure qu'une PADI peut être ou non en situation de handicap selon l'environnement dans lequel elle vit. De plus une PADI peut être aussi touchée par un trouble de santé mentale, mais encore, peut également vivre une limitation physique.

Nous retiendrons donc que la déficience intellectuelle représente une limitation du fonctionnement intellectuel et du fonctionnement adaptatif, pris en considération dans son environnement social, que nous définissons à l'ère de l'austérité, que nous définissons dans la partie suivante.

## **2. AUSTÉRITÉ, NEO-MANAGEMENT ET DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT : LES REFORMES QUI TOUCHENT LE MILIEU COMMUNAUTAIRE**

Le contexte politique et économique actuel au Québec connaît les impacts du néolibéralisme en place depuis les vingt dernières années. Avec l'arrivée au pouvoir des libéraux en 2003 et plus récemment en 2014 à la suite de l'éclipse du parti québécois, Philippe Couillard et son gouvernement ont mis en place une série de mesures affectant les organismes communautaires :

- Diminution des heures d'accompagnement (classes spécialisées et soutien à l'intégration) pour les élèves avec des déficiences dans diverses commissions scolaires et Cégep
- Coupure de 2 000 000 \$ dans le programme PAAS-Action (Programme d'aide et d'accompagnement social) pour aider les personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à long terme
- Limitation de l'accès à l'aide sociale
- Coupures dans les centres d'accueil pour personnes lourdement handicapées (IRIS, 2016)

Le Québec connaît ainsi depuis la dernière décennie un contexte politique et économique particulier, comme dans la plupart des pays dits du « Nord ». Bien que le Ministère des Finances du Québec considère que la situation économique de la province s'améliore (Ministère des Finances du Québec, 2015), l'ensemble du réseau de santé et de services sociaux et le milieu communautaire ne peuvent pas en dire autant.

En effet, depuis l'entrée au pouvoir des libéraux et la récente réforme de Santé et Services Sociaux, l'organisation des services sociaux et de santé a été bouleversée. La tendance est à la centralisation des services par le Gouvernement. C'est ainsi une période de négation des bienfaits des approches territorialisées de développement des communautés prônées par les CLSC (Centres locaux de services communautaires).

Le milieu communautaire pointe l'aspect déshumanisant de la centralisation du pouvoir dans les établissements publics et propose une prise en charge par les citoyens. Cette approche citoyenne est en train de disparaître progressivement (Duval et al., 2005, p.19). Elle remet ainsi en question la prise en compte du point de vue des organismes communautaires, et de leur expertise face aux réalités du terrain et problématiques sociales. Ces réductions progressives des investissements, mais également de la prise en compte du point de vue des organismes, laissent penser que nous sommes dans une transition du rôle de l'État.

## **2.1. Affaiblissement de l'État social et Néolibéralisme : vers l'austérité**

Nous allons voir dans cette partie que, selon nous, les différents éléments du contexte d'austérité viennent directement influencer les pratiques des organismes communautaires.

En effet, l'une des hypothèses que nous défendons est que les organismes communautaires connaissent des changements de pratiques en raison du contexte actuel d'austérité. On entend parler depuis la crise économique de 2008 de politique de rigueur, de réduction des dépenses, et aussi d'austérité.

« Les mesures d'austérité sont des mesures visant à équilibrer les finances publiques d'un État ou à réduire l'endettement public par une réduction des dépenses de l'État (compressions budgétaires, élimination de programmes, des gels ou des coupes d'embauches ou encore, des coupes de salaire dans les services publics). » (Centrale des Syndicats du Québec, 2016).

Avec les nombreuses compressions budgétaires dans les services sociaux, et les investissements choisis dans certains secteurs privés, le gouvernement libéral actuel ne peut pas nier sa politique de rigueur.

L'affaiblissement progressif de l'État providence et l'apogée du néolibéralisme depuis plusieurs années amènent ainsi les partis politiques au pouvoir, en l'occurrence le parti libéral, à contester les approches sociales et territoriales. Bien que ces approches

soient « rentables » sur le long terme, elles ne sont pas appréciées comme telles par le système capitaliste et néolibéral actuel qui souhaite une rentabilité sur le court terme. Ce contexte sociopolitique et économique, qui découle de décisions prises depuis plusieurs décennies, et ce à travers plusieurs pays dans le monde comprenant le Québec, vient directement atteindre les différentes parties prenantes du système, parmi lesquels les organismes communautaires, y compris ceux en déficience intellectuelle. Ceci amène les organismes à se « repenser » dans une perspective collective et revendicative, pour faire entendre leurs voix face à la « déshumanisation » du capitalisme.

En ce qui concerne le contexte québécois, nous intéressent particulièrement pour notre recherche, nous retiendrons ici comme principaux éléments contextuels l'apparition de la Nouvelle Gestion Publique (NGP) avec la Loi sur l'administration publique, le programme de soutien aux organismes communautaires, la réforme de santé et de services sociaux de 2015, mais aussi la philanthropie comme source de financement des organismes communautaires.

## **2.2. La Nouvelle Gestion Publique et la Loi sur l'administration publique**

Selon Jetté et Goyette qui adoptent une lecture critique de la Nouvelle gestion publique, la crise de l'État providence à l'apogée du néolibéralisme est apparue avec notamment de nouvelles réformes politiques influencées par un nouveau paradigme managérial appelé « Nouvelle gestion publique » (Jetté et Goyette, 2010, p.25). Ces auteurs, citant Varone et Bovin, définissent la Nouvelle gestion publique comme

« une école de pensée en administration publique qui fait la promotion de pratiques managériales provenant du secteur marchand et qui met l'accent sur l'atteinte de résultats en misant sur l'imputabilité des acteurs engagés dans la production de services et la mise en place d'incitatifs à la performance » (Jetté et Goyette, 2010, p.25).

Ces pratiques, présentes dans de nombreux pays occidentaux depuis une trentaine d'années, font la promotion de la performance en visant l'atteinte de l'efficience et de

l'efficacité de l'administration publique (Jetté et Goyette, 2010, p.26 ; Delpeteau et al., 2013, p.16).

La NGP a pour objectif la « décentralisation et déconcentration des organisations et des services, [la] délégation de responsabilités au plan local, [la] gestion par contrats de service, [la] mesure des résultats, [la] gestion par projets, [la] participation citoyenne à la gestion des services, [des] établissement[s] de partenariat avec le secteur privé (PPP) et [du] tiers secteur, et [le] contrôle des coûts financiers. » (p.27). Cependant, une étude de l'IRIS avance que de tels partenariats avec les organismes communautaires les « défini[t] comme « partenaires [des établissements publics] dans la prestation de services » » (Delpeteau et al., 2013, p.17). On se demande alors quels sont les impacts sur les organismes communautaires, puisque ceux-ci sont censés pouvoir définir librement leurs orientations. Ces ententes peuvent alors amener à orienter les pratiques réalisées au sein du milieu communautaire, ceci venant remettre en question l'autonomie des organismes dans leur manière d'intervenir.

Ainsi, nous pensons que les pratiques des organismes communautaires en déficience intellectuelle sont influencés par cette tendance actuelle provenant du contexte d'austérité, qui incite les organismes à aller dans une logique de reddition de compte et de résultats.

De plus, ce mode de gestion, appliqué au domaine social met en avant des *best practices* (Jetté et Goyette, 2010, p.27) qui rationalisent les interventions sociales en faveur de certains modèles déterminés, au détriment des approches communautaires. « Dès lors, les pratiques issues des données probantes viennent se superposer aux nouvelles pratiques managériales dans cette quête de performance organisationnelle et d'atteinte de résultats. » (Jetté et Goyette, 2010, p.27).

Dans le même sens, l'ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec observe également que les modèles de gestion du milieu privé, engendré par la Nouvelle Gestion Publique, influencent le mode de fonctionnement du réseau de la santé et des services sociaux (OTSTCFQ, 2014, p.). En effet,



également, Delpeteau souligne qu'en parallèle de tout cela, le financement influence les pratiques des organismes communautaires (Delpeteau et al., 2013, p.5).

De plus, l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux a été mis sur pied. Les organismes communautaires ont d'ailleurs des craintes quant à la création de cet institut et la standardisation de leurs pratiques (Delpeteau et al., 2013, p.18).

Notre recherche tente de voir si l'influence de la NGP a des incidences sur les pratiques de gestion des organismes et leurs pratiques. Voyons maintenant le projet de loi 10.

### **2.3. Le projet de loi 10 modifiant la loi sur la santé et les services sociaux : vers la sous-traitance du réseau dans les organismes communautaires ?**

Dans la même logique que la NGP, la récente réforme de 2015 du réseau de santé, nommé projet de loi 10, et de services sociaux propose une amélioration de ces derniers par une diminution des coûts et une fusion des services. Derrière un discours d'efficacité, auquel il est difficile de s'opposer, se cachent pourtant de difficiles réalités amenant un flou quant à l'organisation des services.

Un mémoire déposé par l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ), au sujet du projet de loi 10, devenu loi 10 et étant l'actuelle *Loi sur la santé et les services sociaux* (LSSS), indique que « l'un des principaux effets de ce désengagement de l'État se traduit par une pression accrue sur le curatif. En effet, plus l'accès aux services sociaux généraux, par exemple, devient problématique, plus les gens risquent de se retrouver en situation de détresse et de requérir, à moyen terme, à des soins et des services de santé plus élaborés, plus coûteux. » (OTSTCFQ, 2014, p.7).

De plus, le projet de loi 10, devenu loi 10, ayant amené une restructuration de grande envergure du réseau de santé et services sociaux est en rupture avec les orientations de la Commission Castonguay-Nepveu qui était fondée sur la vision d'un réseau public organisé sur trois lignes d'interventions : services de proximité, implication

citoyenne, choix des administrateurs par collèges électoraux (OTSTCFQ, 2014, p.9). De plus ces services de proximité ne sont pas considérés dans la loi 10.

Selon l'OTSTCFQ, la réforme a été également à l'encontre des valeurs de participation citoyenne défendues dans la *Loi sur la santé et les services sociaux*. En effet, cette réforme a été réalisée sans prendre en compte le point de vue des principaux acteurs du système de santé. Également, le processus de nomination par le ministre de la Santé et des Services sociaux va à l'encontre de ces principes démocratiques (OTSTCFQ, 2014, p.15). Donc, la loi 10 et ce qu'elle introduit « ne favorisent plus l'expression de ce rapport de proximité entre les citoyens et le système de santé et de services sociaux. » (OTSTCFQ, 2014, p.18).

Plusieurs inquiétudes naissent de cette loi. Notamment, la potentielle sous-traitance des services par organismes communautaires dans le réseau (OTSTCFQ, 2014, p.20). Cette question sera d'ailleurs abordée plus tard dans la partie analyse du présent écrit.

Pourtant une recherche de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CCROC) menée entre 2006 et 2008 apporte les répercussions négatives de la précédente réforme de 2003 de centralisation des CLSC en Centre de santé et de services sociaux (CSSS). En effet, celle-ci n'a pas fait évoluer les partenariats et a amené un alourdissement des cadres administratifs, ainsi qu'un choc des cultures entre le milieu hospitalier et le milieu communautaire (Bourque et al., 2010, p.7).

Cette nouvelle réforme a été amorcée alors que les acteurs du terrain n'ont pas encore eu le temps de s'approprier les nouvelles logiques, ce qui ne permet pas une appropriation du changement (Bourque et al., 2010, p.8).

Ces divers constats laissent penser que cette réforme puisse avoir des répercussions sur les pratiques des organismes communautaires.

#### **2.4. La reconnaissance de l'importance des organismes communautaires : Le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)**

La reconnaissance des organismes communautaires au niveau politique et juridique s'est progressivement cristallisée depuis les années 1990. Le milieu des organismes communautaires s'est réorganisé (Duval et al. 2005, p.24) en créant divers regroupements : les Tables de regroupement provincial des organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) et les Tables régionales des organismes communautaires (TROC). Les TROC sont présentes comme contre-pouvoir face aux Régies de Santé et Services Sociaux, devenues plus tard les Agences Régionales de Santé (ARS), récemment abolies ; et les TRPOCB comme contrepoids au Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS) (Duval et al. 2005, p.24).

Le Ministère de la Santé et des Services Sociaux reconnaît les organismes communautaires en 1990 dans ses articles 335 et 347 de la *LSSS*. Cette loi prône leur autonomie de pratiques (Duval et al., 2005, p.22), alors que les organismes craignent déjà sa perte dans les années 1990.

En 1995, sous le Gouvernement péquiste, naît le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) et en 2001 la *Politique de reconnaissance et de financement des organismes communautaires*, se déclinant en *Programme de Soutien aux Organismes communautaires* (PSOC). Étant une source de financement non négligeable de la plupart des organismes, sa non-indexation depuis plusieurs années trouble le milieu communautaire quant à l'investissement de l'État dans les pistes de solutions aux problématiques sociales dont font partie les organismes. Ceci amène ainsi les organismes à se tourner vers une recherche de financement différente, la philanthropie.

#### **2.5. La philanthropie comme nouveau mode de financement : la question de l'autonomie des organismes communautaires**

Comme nous le voyions dans la partie précédente, l'influence de l'organisation communautaire sur l'État s'est progressivement inversée au cours des dernières décennies (Delpeteau et al., 2013, p.27). L'importante influence de la nouvelle

gouvernance amène les organismes communautaires à devoir trouver de nouvelles méthodes pour se financer, et à se tourner vers des fondations.

Cependant, les auteurs Lavoie et Panet-Raymond défendent que « l'action communautaire se distingue de certaines pratiques communautaires plus strictement caritatives ou philanthropiques, voire de pratiques qui n'ont plus rien « d'autonomes » parce que s'éloignant des « bonnes » causes à financer ou jugées par l'État comme trop « dérangeantes ou subversives » » (Lavoie, Panet-Raymond, p. X-XI, 2014). Ainsi, nous pouvons nous demander dans le cadre de cette étude si les organismes communautaires en déficience intellectuelle peuvent encore de nos jours réaliser une action communautaire, soit une action autonome et indépendante de directives extérieures à leurs organismes ? La présence de philanthropes ainsi que de financements par projets, celui à la mission étant de plus en plus rare, et les ententes de services viennent selon nous possiblement restreindre la marge de manœuvre dont disposent les organismes communautaires.

D'ailleurs, une étude sur le financement des organismes communautaires de l'IRIS fait des liens entre la présence des bailleurs de fonds, ainsi que l'augmentation de la reddition de comptes et l'influence jouée sur les tables de concertations et les décisions qui y sont prises (Delpeteau et al., 2013, p.27).

C'est pourquoi nous cherchons à voir si ce nouveau mode de fonctionnement vient affecter ou influencer particulièrement les pratiques d'intervention communautaire.

## Conclusion du premier chapitre

Nous avons vu dans ce premier chapitre que les personnes vivant avec une déficience intellectuelle ne sont pas nécessairement en situation de handicap. En effet, les situations de handicap ou de participation sociale dépendent de plusieurs facteurs dont l'environnement dans lequel les personnes évoluent. Les « proches aidants » ont d'ailleurs une grande importance dans la vie des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Assurément, si aucune aide n'est apportée par le réseau de la santé et de services sociaux, l'entourage peut également se retrouver en situation de handicap : c'est à dire de ne pas pouvoir participer socialement.

L'évolution des politiques sociales, ainsi que des lois, dues à la revendication croissante des droits des personnes vivant avec des limitations fonctionnelles, ont permis une reconnaissance progressive des droits des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Ceci les a amenées progressivement d'ailleurs à accéder à une pleine citoyenneté par l'acquisition de leur droit de vote. Ce n'est cependant pas encore gagné, de nombreux enjeux restent à soulever.

Cette évolution normative a influencé également les pratiques d'interventions qui ont changé en parallèle. La désinstitutionalisation a particulièrement marqué le passage à des approches moins centrées sur les limitations fonctionnelles des personnes. En effet, par le retour des personnes au sein des communautés citoyennes, c'est la place de l'environnement social et physique qui est remis en question et identifié comme un frein à la participation sociale. Lorsque des moyens ne sont pas mis en œuvre pour pallier les difficultés rencontrées par les personnes, l'environnement devient alors responsable de la situation de handicap. Partant de ce constat, et continuant les revendications, des personnes en situation de handicap se regroupent dans un mouvement d'accès aux droits, celui des personnes vivant avec une déficience intellectuelle qu'est le mouvement « Personne d'abord ». Certains de ces mouvements ont abouti à la constitution d'organismes communautaires. D'autres sont issus de l'initiative de parents.

Cependant, certaines conditions imposées au sein du réseau de la santé et des services sociaux (dont font partie les organismes communautaires) par le contexte d'austérité, le néomanagement et le désengagement progressif de l'État rendent difficile la mise en œuvre des pratiques des organismes communautaires, que nous approfondirons dans le chapitre 2. En effet, les pratiques d'intervention communautaire, ainsi que les autres pratiques mises en œuvre au sein des organismes communautaires, sont mises en péril par ces conditions contraignantes et ce sont les interventions en situation de crises qui sont favorisées dans ce contexte. Le contexte d'austérité incarné par la Nouvelle Gestion Publique et le projet de loi 10 amènent selon nous non seulement à une diminution du financement notamment par la diminution ou la non indexation du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), mais aussi par la présence de la philanthropie au sein des organismes communautaires.

## **CHAPITRE 2 – CADRE CONCEPTUEL**

Dans ce cadre théorique, nous abordons les conceptualisations rattachées au processus de production du handicap, à l'intervention communautaire et à la reconnaissance sociale qui ont directement éclairé notre analyse.

Nous verrons dans un premier temps l'évolution sociale de l'exclusion, à la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Nous expliquerons ainsi la stigmatisation et l'exclusion sociale pouvant être vécues par ces personnes. Nous prendrons le soin également de présenter en quoi une vision systémique du handicap, telle qu'aménée par le processus de production du handicap, permet d'atteindre la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Nous verrons ensuite l'intervention communautaire, qui nous apparaît comme une solution pour dépasser les situations d'exclusion sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. L'intervention communautaire intervient sur l'environnement social des personnes vivant avec une déficience intellectuelle afin que celui-ci soit habilitant, ceci leur permettant d'atteindre une certaine reconnaissance sociale, et d'être inclus dans la société.

Ce qui nous renvoie à la dernière partie du deuxième chapitre, abordant la reconnaissance sociale.



## **1. DE L'EXCLUSION AU PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP, UN CHEMIN VERS LA PARTICIPATION SOCIALE**

Les images négatives appelées « stigmates » persistent encore de nos jours et amènent les personnes atteintes par des limitations fonctionnelles à vivre des situations d'exclusion sociale. Contraire à la stigmatisation, le modèle de développement humain de processus de production du handicap (MDH-PPH) tente lui de faire tomber ces préjugés de manière à ce que ces personnes puissent atteindre la participation sociale.

### **1.1. L'exclusion comme facteur de non-reconnaissance des personnes ayant une déficience intellectuelle**

L'exclusion sociale touche de nombreuses personnes dites « vulnérables » vivant diverses problématiques sociales (la pauvreté, les barrières linguistiques ou culturelles, ou encore une limitation fonctionnelle). Pour arriver à dépasser ces situations travailler sur la sensibilisation du public par la déconstruction des préjugés s'impose. C'est pourquoi nous voyons ici la nécessité de lutter contre la stigmatisation et l'exclusion sociale, lutte dans laquelle s'inscrivent les organismes communautaires.

#### **1.1.1. *La stigmatisation : vers l'exclusion des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. La nécessité d'une lutte contre la stigmatisation.***

Le processus de stigmatisation sociale, apporté par Goffman, sociologue américain principal représentant de l'École de Chicago, enferme les personnes dans des catégories déterminées et fait vivre de l'exclusion, notamment les personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Goffman, dans ses travaux sur les asiles et sur le rapport à la différence s'intéresse aux interactions sociales entre les individus, et avance que les représentations sociales influencent les relations aux autres notamment dans les appréhensions négatives que nous pouvons avoir face à certains groupes sociaux.

Ces appréhensions peuvent être influencées par l'apparition de stéréotypes, ou de stigmates qui naissent au cœur des interactions sociales. Nous distinguons ici brièvement ces deux processus.

Les stéréotypes font naître une opinion généralisée sur un groupe de personnes donné en se basant sur des a priori. Les plus utilisés sont ceux de genre, comme l'homme et surtout la femme que l'on peut voir transparaître dans diverses publicités. Les stéréotypes amènent à raccourcir le mode de pensée et à attribuer une place sociale et politique déterminée à un groupe de personnes (Goffman, 1963).

La frontière entre le stéréotype et le stigmate est mince ; ils relèvent tous deux du même processus. Le stigmate a été le principal objet d'étude de Goffman, plus particulièrement dans son ouvrage célèbre, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*.

Il définit le stigmate comme « la situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche pleinement d'être accepté par la société » (1963).

Goffman distingue trois types de stigmates :

- les premiers sont en lien avec l'intégrité physique
- les seconds sont en lien avec l'intégrité intellectuelle
- et les derniers sont en lien avec les origines familiales et sociales.

Le processus de stigmatisation touche à l'identité sociale caractérisant de façon plus ou moins durable, une opposition aux humeurs, aux sentiments, aux intentions qu'il peut avoir un moment donné (1963). Ce processus s'oppose au symbole de prestige ou symbole de statut correspondant à une position sociale haute en termes de classe.

L'effet des symboles de stigmates est « d'attirer l'attention sur une faille honteuse dans l'identité de ceux qui les portent, et qui détruisent ce qui aurait pu être un tableau d'ensemble cohérent, avec pour conséquence un abaissement de l'appréciation » (1963). La difficulté de cette identité sociale est directement liée aux représentations sociales et stéréotypes que fait naître la société sur une catégorie de personnes

stigmatisées. L'information sociale cristallise l'individu stigmatisé à une place déterminée dans la société.

L'intervention communautaire et les pratiques des organismes communautaires travaillent à briser ces processus de stigmatisation. C'est-à-dire qu'en mettant en place des processus inverses, de reconnaissance, elle vise à réhabiliter en termes positifs le statut de citoyens de plein droit et l'identité des personnes ayant une déficience intellectuelle.

Ces interventions communautaires, comme nous le verrons dans la partie 2 de ce chapitre, sont essentielles effacer les processus de stigmatisation conduisant à des situations d'exclusion et donc de handicap plutôt que de participation sociale.

#### **1.1.2. De l'exclusion sociale : analyse foucaldienne**

Dans son œuvre *Histoire de la folie à l'âge classique*, Foucault, philosophe français dont la réflexion s'attache aux rapports entre pouvoir et savoir, nomme « grand renfermement » la période d'institutionnalisation de la folie qui a duré au Québec jusqu'aux années 1960.

Durant le « grand renfermement », toutes les personnes considérées comme « folles », les « pauvres, [les] chômeurs, [les] correctionnaires et [les] insensés » (Foucault, 1961, p.55), sont enfermées dans des Hôpitaux Généraux aux marges de la société.

Pour Foucault, la société construit le « normal » et « l'anormal ». Selon l'auteur, « la folie a été liée à cette terre de l'internement, et au geste qui la lui désignait comme son lieu de naturel » (Foucault, 1961, p.55). Les individus sont ainsi assignés à une place sociale renvoyant à une identité, celle des « fous ».

Cet enfermement expliquerait l'actuelle exclusion sociale. À ce jour, les personnes vivant avec une déficience intellectuelle subissent les conséquences de cette histoire institutionnelle présente dans l'inconscient collectif.

L'intervention communautaire cherche à travailler les rapports sociaux de manière à briser ces représentations.

L'analyse de Foucault vient enrichir le processus de stigmatisation sociale de Goffman, donnant ainsi une lecture intéressante de ce que vivent les PADI et ce qu'il se produit dans les interactions sociales.

D'autres auteurs québécois tels que Gagnier, docteur en psychologie, et Lachapelle, docteur en service social, par leur travail renforcent l'intérêt et les bienfaits de la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Ils proposent ainsi :

« [d'] introduire les changements qui s'imposent dans les rapports entre les organisations de services, les personnes qui les reçoivent et leur famille, entre les organisations de services et la communauté, de même qu'au sein des organisations elles-mêmes. En effet, tout changement de structure requiert des changements de relation. » (Gagnier et Lachapelle, 2002).

Cette participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle implique l'introduction du processus de production du handicap comme outil d'analyse de notre recherche.

## **1.2. Le processus de production du handicap**

Nous aborderons maintenant le processus de production du handicap (PPH) en présentant une explication générale ; mettant l'accent sur la nécessité de la participation sociale, qui est à rattacher à la visée des pratiques d'interventions communautaires dans les organismes en déficience intellectuelle.

### **1.2.1. *Explication générale du PPH***

L'équipe de chercheurs du RIPPH s'est questionnée et a développé un modèle prenant en considération la personne dans son contexte environnemental et social. Depuis les années 1980, cette équipe travaille sur le modèle de développement

humain du processus de production du handicap (MDH-PPH), reconnu et utilisé à travers le monde.

Cette appellation de « processus de production du handicap », laisse entendre que le handicap est un produit social, résultant des interactions entre plusieurs éléments, que nous prendrons le soin de définir.

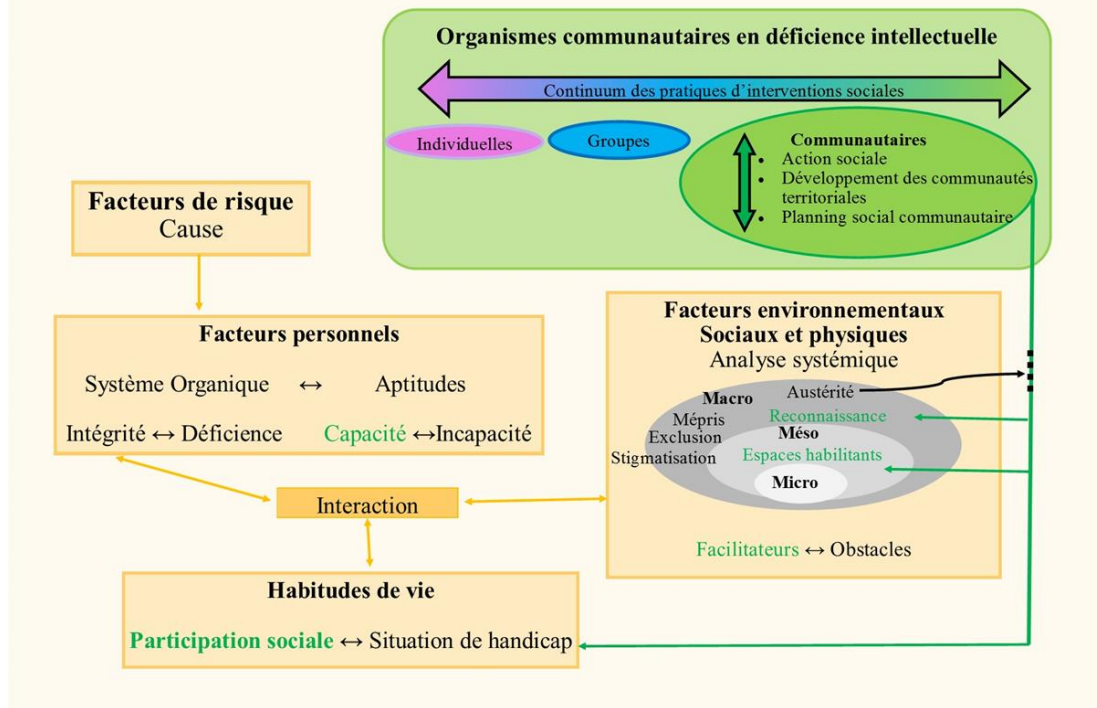
Cette conception nous semble intéressante dans notre étude, car elle permet de légitimer et de renforcer l'intervention communautaire. En effet, la place de l'environnement social étant centrale dans ce processus, il apparaît comme un ensemble d'espaces qui peuvent être « habilitants » ou « inhabilitants » pour les personnes (Caillouette et Patsias, 2016).

Le processus de production du handicap et son utilisation dans les sphères des organisations non gouvernementales, mais aussi gouvernementales, telles l'OMS ou encore l'OPHQ (Office des Personnes Handicapées du Québec), note le passage à un nouveau paradigme qui se préoccupe de l'environnement des personnes en situation de handicap.

Ceci note le passage d'une société d'intégration, qui fait reposer l'intégration sociale sur la personne qui doit s'adapter à son environnement, à celui d'une société inclusive, qui est un processus à double sens où ici la personne fait un effort pour s'intégrer dans une société qui y met les moyens.

Dans notre schéma (figure 1 ci-dessous) est illustrée la manière dont nous percevons le processus de production du handicap dans notre étude. En jaune apparaissent les éléments du processus de production du handicap de Fougeryrollas et al. ; la partie en vert est un ajout qui représente une partie de l'environnement social (ceci sera vu par la suite).

## Pratiques d'interventions communautaires et processus de production du handicap



Dans notre recherche, le modèle de développement humain - processus de production du handicap (MDH-PPH) permet d'analyser l'environnement social des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, dans lequel s'inscrivent les organismes communautaires et donc les intervenantes interrogées. Ce schéma apporte une vision environnementale du handicap.

Définissons ici les différents éléments du processus de production du handicap (RIPPH, 2016) présentés dans notre schéma.

- Facteur de risque : est une atteinte à l'intégrité ou au développement de la personne qui peut venir de l'individu ou de l'environnement. La cause est ce qui peut causer et entraîner cette atteinte.
- Facteurs personnels : sont intrinsèques à la personne. Il s'agit d'une interaction entre le système organique et les aptitudes.

Le système organique regroupe les composantes corporelles variant entre intégrité et déficience sévère. Les aptitudes sont la possibilité d'accomplir des activités physiques ou mentales et varient entre capacité et incapacité complète.

- Facteurs environnementaux sociaux et physiques : dimensions sociales ou physiques déterminant l'organisation et le contexte social variant entre éléments facilitateurs et obstacles.

Dans notre schéma, nous avons ajouté en gris les différents environnements : micro, méso et macro.

Le micro représente l'environnement immédiat de la personne, c'est-à-dire la famille, le travail par exemple ; le méso est l'environnement contextuel ; le macro représente les variables sociétales : politiques sociales, services... qui influencent les activités sociales des organismes communautaires.

Comme nous l'avons vu dans la partie concernant l'austérité, s'il existe de grands obstacles dans ces différents environnements sociaux et physiques (micro, méso, macro), la personne peut alors se retrouver en situation de handicap.

- Habitudes de vie : activité courante ou rôle social qui assurent l'épanouissement d'une personne. Elle est placée sur un continuum qui s'étend de la participation sociale à la situation de handicap.

La mise en œuvre de la participation sociale découle de ces différentes interactions au sein du processus de production du handicap. Ce continuum vers la participation sociale nous intéresse particulièrement, d'où l'intérêt d'approfondir ici cette notion.

### **1.2.2. La nécessité de la participation sociale**

Le RIPPH définit la participation sociale du processus de production du handicap comme « la réalisation de ses habitudes de vie dans son milieu (école, milieu de travail, quartier, etc.). » (RIPPH, 2016).

De plus,

« [...] la participation sociale implique un échange réciproque entre l'individu et la collectivité ; elle met en cause, d'une part, la responsabilité collective de permettre à tous de participer activement à la vie en société et, d'autre part, la responsabilité individuelle d'agir en citoyen responsable [...] » (Fougeyrollas, p. 14, 2010).

La participation sociale peut prendre diverses formes :

- Formelle : travail rémunéré, investissement humain et financier dans une entreprise ou dans un projet communautaire, entraide et bénévolat, engagement dans les institutions démocratiques, etc.
- Informelle : L'implication dans sa propre famille constitue également une forme de participation sociale. En conséquence, elle se manifeste d'abord à l'intérieur du lien existant entre l'individu, sa famille et ses proches.

La participation sociale est aussi l'essence de relations entre l'individu et ses différents milieux de vie que sont l'école, le milieu de travail, la vie communautaire, etc.

Ainsi selon ces différents aspects de la participation sociale, celle-ci commence dans la sphère de vie privée de toutes personnes et se prolonge dans leurs milieux de vies (école, travail, loisirs...), dont font partie les organismes communautaires.

Dans notre étude, nous nous intéressons à la participation sociale sous toutes ces formes, comme visée des interventions communautaires.

Dans une société inclusive, les organismes communautaires prennent tout leur sens dans la mesure où ils permettent, quand ce n'est pas déjà le cas, de créer des espaces pour tous visant incluant en particulier les personnes vivant avec une déficience intellectuelle, et de sensibiliser la population à la différence et la tolérance.

Ces différents espaces habilitants que nous avons vus précédemment permettent non seulement de reconnaître l'importance de l'environnement social, mais aussi par



ricochet la place des organismes communautaires. Ceux-ci sont des espaces qui peuvent influencer la société civile pour aller vers une société plus inclusive. Ils permettent également d'offrir des services différents et alternatifs à ceux proposés dans le réseau de la santé et des services sociaux, et sont parfois des espaces de mobilisations sociales.

## **2. L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE**

Nous devons nous attarder sur l'intervention communautaire qui était notre objet d'étude de départ. L'objet actuel de notre recherche s'élargit au-delà des pratiques d'intervention communautaire et s'étend sur les pratiques d'intervention et de gestion. Comme nous le voyons dans le chapitre 3 de méthodologie, le terrain a fait évoluer notre sujet et nos objectifs de départ.

Dans un premier temps, nous différencions ici d'abord les notions d'intervention, d'action et d'organisation communautaire. Ce qui nous amène à dresser un rapide historique des organismes communautaires afin de nommer leurs valeurs et leurs principes, qui sont à ce jour remises en cause. Dans ce contexte nous développerons les influences engendrées par l'austérité. Nous verrons ensuite les différentes étapes de l'intervention communautaire ayant un impact positif sur la participation sociale. Et nous porterons dans un deuxième temps un regard sur les typologies et les visées des pratiques d'intervention communautaire.

### **2.1. Intervention, action et organisation communautaire**

L'intervention communautaire est un terme large qui recouvre différentes réalités. Nous prendrons le temps ici de distinguer les différents termes que sont l'organisation communautaire et l'intervention communautaire.

Il existe deux visions de l'organisation communautaire : premièrement, l'organisation communautaire en tant que mouvement regroupant des individus autour d'une même cause, c'est-à-dire ayant une visée sociale.

Deuxièmement l'organisation communautaire en tant que structure physique qui accueille ces mouvements.

Concernant la première vision, Bourque, Directeur du Département de Travail social de l'Université du Québec en Outaouais et Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire de 2008 à 2017, avance que selon les époques, l'organisation communautaire s'est vue attribuer différentes appellations telles qu'« animation sociale », « action communautaire », « organisation communautaire », « intervention communautaire », « développement économique communautaire » et encore « économie sociale » (Bourque, 2007, p.7-8). Selon lui, l'organisation communautaire englobe alors différentes réalités. Bien que ces différentes nominations laissent dépendre des réalités diverses influencées par les besoins populationnels d'une époque donnée, leur point commun est de redonner du pouvoir aux communautés citoyennes.

L'organisation communautaire québécoise trouve ses fondements et ses sources dans les mouvements sociaux (action communautaire, que nous définirons ensuite) et les *settlement houses*. Elle est également basée sur le fondement « selon [le]quel les problèmes sociaux sont de nature collective et requièrent des solutions collectives » (Bourque, 2007, p.8).

Concernant la deuxième vision, l'organisation communautaire, en tant que structure, regroupe des membres partageant une visée commune définie dans leur mission organisationnelle. Les membres sont des citoyens de la société civile, défendant une cause sociale à visée collective. Bourque défend l'idée que « l'organisation communautaire ne s'intéresse pas aux milieux populaires parce qu'ils sont démunis [...], mais bien pour la force réelle et potentielle dont ils peuvent disposer » (Bourque, 2007, p.10). Ces organismes se veulent autonomes dans la mesure où ils doivent mener à bien leur mission sociale selon les valeurs et besoins de leurs membres.

Dans ce jeu de constitution, la place de la démocratie qui est à la base du mouvement peut être diminuée et réduite. Pour être « communautaire », un organisme se doit de défendre et représenter les intérêts des membres qui le constituent. Aussi, la question

de l'autonomie des organismes nous interroge particulièrement en raison de la diversité des financements. En effet, depuis la reconnaissance des organismes communautaires par l'État, les organismes reçoivent des financements provenant ou de philanthropes. Cela suscite un questionnement concernant l'indépendance des orientations des organismes à partir du moment où une tierce partie aide au financement. Ce que nous verrons d'ailleurs plus tard dans une prochaine partie.

Concernant l'intervention communautaire, Bourque avance qu'il s'agit d'une approche en travail social, apportant une réponse collective à des problèmes sociaux, mise en œuvre par des intervenants. Soulignons que ces intervenants peuvent être présents tant dans les organismes communautaires que dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Ici, Bourque définit l'intervention communautaire comme

« [faisant] référence au travail militant ou professionnel d'intervenants qui visent à influencer l'action collective et le changement social pour contribuer au développement de la société et des groupes qui la composent. » (Bourque, 2012, p.41).

Cette autre définition de l'intervention communautaire, par Gingras, historien et sociologue des sciences québécoises, nous propose une définition qui nous intéresse également :

« [une] intervention qui consiste à supporter le pouvoir des personnes, des groupes et des collectivités dans la recherche de solutions aux difficultés qu'ils rencontrent ou dans leur volonté de répondre eux-mêmes à leurs besoins. C'est une philosophie qui cherche à redonner aux personnes et aux collectivités le pouvoir qui leur revient et qui peut inspirer en ce sens différents modes d'interventions » (Gingras, 1992).

Ce qui nous amène dans notre étude, à définir les pratiques d'intervention communautaires comme :

Des pratiques d'interventions, mises en œuvre par des intervenants au sein d'organisme communautaire, redonnant le pouvoir aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Elles visent un changement social, ici, la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Après avoir vécu plusieurs expériences au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle comme intervenante, nous constatons que les intervenants communautaires ne mettent pas seulement en œuvre des pratiques d'interventions communautaires. En effet, ils utilisent les différentes approches (individuelle, groupe et collective) du continuum de l'intervention en sciences sociales, que nous aborderons d'ailleurs dans le chapitre 2.

Nous pouvons souligner également que les pratiques d'intervention communautaire ne sont pas réalisées uniquement par les intervenants, mais aussi par les gestionnaires, c'est-à-dire les directeurs et coordonnateurs des organismes. En effet ces personnes apportent une visibilité sociale à la déficience intellectuelle par leur rôle de représentation.

Nous nous penchons alors dans notre recherche sur les pratiques des intervenants des organismes communautaires, indépendamment de l'intitulé de leur poste dans leur organisme, qu'ils soient des intervenants, des coordonnateurs ou bien des gestionnaires.

## **2.2. Les pratiques d'intervention communautaire : une approche collective du continuum du travail social**

Concernant les différentes approches en travail social, il existe un continuum d'intervention sur lequel se basent les approches mises en œuvre par les intervenants sociaux : les approches dites individuelles, de groupes et communautaires. En effet, diverses solutions à visée sociales peuvent être proposées afin de répondre au mieux aux problématiques rencontrées au quotidien par les PADI.

Dans un premier lieu, il peut y avoir une intervention dite individuelle permettant de faire travailler les habiletés de la personne, afin que cette dernière les développe.

Dans un second lieu, lors d'une intervention de groupe, la personne peut rencontrer des pairs afin de sortir de sa situation « d'exclusion » et de briser son isolement, et dans certains cas de développer de nouvelles aptitudes.

Dans un troisième temps, lors d'une intervention communautaire la problématique est abordée au sein de la communauté afin de sensibiliser celle-ci à l'inclusion des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. En travail social, il s'agit d'appréhender une problématique sous sa dimension communautaire, c'est-à-dire en trouvant une réponse collective à celle-ci.

Comme l'avance Bourque :

« L'intervention communautaire [...] est reconnue comme l'une des méthodes majeures du travail social parce qu'elle mise sur l'action collective et parce qu'elle possède un corpus de connaissances, des approches ainsi que des méthodes spécifiques. » (Bourque, 2012, p.42).

Ces trois types d'intervention sont, selon nous, interdépendants et indispensables. Ils doivent cohabiter dans l'intervention afin de répondre le mieux possible aux besoins des personnes.

Or, dans cette étude, nous avons cherché à voir si les intervenants des organismes ont l'espace et le temps nécessaires pour mettre en œuvre leurs pratiques.

En effet, la lecture analytique des pratiques nous permet d'identifier les forces et les limites du milieu. Cela permettra aux personnes interviewées d'identifier celles-ci, et de reconnaître les contraintes extérieures ou intérieures qu'elles rencontrent pendant l'exercice de leurs pratiques.

### 2.3. Les valeurs et principes de l'organisation communautaire

Trouvant leur essence au sein de la communauté civile, les organismes communautaires portent des valeurs et principes que nous voyons ci-dessous. Mieux comprendre ces valeurs, c'est mieux comprendre l'environnement dans lequel évoluent les pratiques d'intervention communautaire.

Dans l'ouvrage *Les organismes communautaires au Québec, pratiques et enjeux* les auteurs proposent un idéal type de l'organisation communautaire, ainsi que des principes, en se livrant à une lecture historique des différentes époques de l'organisation communautaire (Duval, Fontaine, Fournier, Garon, René, 2005, p.14-16).

Il ressort comme principes que les organismes communautaires :

- Se définissent par une appartenance collective fondée sur l'identité
- Se façonnent par et dans le milieu, et non pas dans une logique ascendante
- Ont une lecture globale des problématiques et prennent en considération la complexité de l'humain
- Adoptent une approche d'intervention globale et d'émancipation
- Proposent des types d'interventions novatrices
- Réalisent une démarche d'appropriation du pouvoir
- Adoptent des modes d'organisation horizontaux et démocratiques
- Mettent en œuvre des analyses multidimensionnelles

Notre terrain se déroulant à Montréal, il est pertinent de nommer les valeurs du Regroupement Intersectoriel des Organismes Communautaires de Montréal (RIOCM). Ces différentes valeurs et principes sont :

- Respect de l'action communautaire autonome
- Lieux d'exercice de la citoyenneté de leurs membres

- Partage de connaissance des milieux
- Perspective d'éducation populaire
- Respect des processus démocratiques
- Transparence envers leurs membres et des membres envers le RIOCM
- Solidarité envers les différents enjeux, même minoritaires, des milieux
- Respect des différentes situations vécues par les membres
- Concertation intersectorielle
- Défense du maintien d'un système de santé et de services sociaux respectant les principes de gestion publique, d'universalité, d'accessibilité, d'intégralité, de transférabilité et de gratuité (RIOCM, 2016).

Définir de telles valeurs est selon nous essentiel. Cela permet de créer un point d'ancrage entre les différents organismes, afin qu'ils suivent une vision commune dans leur intervention communautaire face aux pouvoirs en place. Les valeurs et les principes des organismes communautaires, s'appliquent d'ailleurs bien aux organismes communautaires en déficience intellectuelle auxquels nous nous intéressons.

Vu le contexte économique et social québécois défini par l'austérité du gouvernement libéral nous proposons dans le prochain point de faire une lecture critique de ces différentes réformes.

#### **2.4. Les étapes de l'intervention communautaire**

Dans leur ouvrage, les auteurs québécois Doucet (docteur en travail social) et Favreau (organisateur communautaire et sociologue) se basent sur la typologie de Rothman (sociologue et travailleur social américain connu pour ses travaux sur l'organisation communautaire) et proposent différents schémas sur les approches d'intervention

communautaires. Bien que ces approches aient été retravaillées à plusieurs reprises par différents auteurs tels que Bourque, nous retiendrons ici les différents éléments qui sont importants dans le processus d'intervention communautaire.

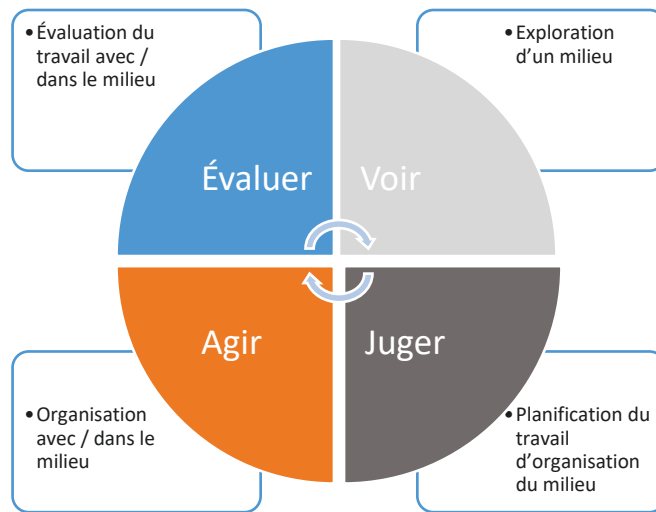


Figure 2 : *Processus d'organisation d'une communauté locale* (Doucet et Favreau, 1991)

Ce schéma permet de mettre en évidence les aptitudes nécessaires qu'un intervenant doit développer afin de réaliser une intervention communautaire efficace au sein d'une communauté. Ce sont quatre étapes incontournables permettant : l'évaluation des besoins avec les personnes dans le milieu, l'organisation d'un plan d'action réalisé en collaboration avec la communauté et enfin la mise en action de la communauté pour répondre à leurs besoins.

Ce schéma souligne les différentes aptitudes qui sont clés pour un organisateur communautaire : évaluer, voir, juger et agir.

D'autres approches d'intervention permettent d'appréhender l'intervention communautaire sous différents angles selon les besoins des communautés. C'est pourquoi nous explorerons les typologies de l'intervention communautaire.



## 2.5. Typologies et visées des pratiques d'organisation et d'intervention communautaires

Comme nous l'avons précédemment dans le premier chapitre, les pratiques d'intervention communautaire sont des pratiques qui se placent dans le continuum de l'intervention sociale (individuel, de groupe, communautaire). Elles permettent d'avoir une approche globale en proposant une solution collective aux problématiques rencontrées.

Au sein de l'intervention communautaire, il existe un continuum dans lequel se retrouvent différentes approches.

Bourque distingue plusieurs types d'approches, en retravaillant les concepts de Rothman : « approche de l'action sociale ou sociopolitique; approche du développement local; approche socio-institutionnelle; et approche sociocommunautaire » (Bourque, 2012, p.43). Il les aborde comme ceci :

« **L'action sociale** ou approche sociopolitique est une approche de défense et de revendication de droits sociaux. Elle prend appui sur le conflit et la pression pour promouvoir les intérêts de groupes opprimés en opposition aux pouvoirs dominants. L'intervention communautaire s'investit alors dans la mobilisation, la structuration de contre-pouvoirs, l'éducation populaire et le développement d'une conscience citoyenne.

Le **développement local** est une approche qui vise la résolution de problèmes locaux sur la base d'un processus participatif impliquant les acteurs sociaux et les citoyens (Comeau, 2007). [...] L'intervention communautaire y joue des rôles d'analyse du milieu, de liaison, de formation et de soutien à la négociation et à la gestion des conflits.

**L'approche socio-institutionnelle** [participative] cherche à ce que les programmes et services publics adaptent leurs interventions aux personnes, aux groupes et aux communautés concernés afin d'en améliorer l'efficacité.

[...] L'intervention communautaire organise et soutient la participation et l'organisation des personnes et des groupes en favorisant l'expression des savoirs, des compétences, des expertises et des intérêts citoyens.

**L'approche sociocommunautaire** cherche à renforcer les liens sociaux et les solidarités de proximité en redonnant aux personnes du contrôle sur leur environnement immédiat. [...] L'intervention communautaire y soutient le développement de services et d'activités d'entraide, l'appropriation du pouvoir d'agir — empowerment — individuel et collectif, ainsi que la prise de parole citoyenne. » (Bourque, 2012, p.43-44).

Nous nous intéressons ici à toutes ces approches, mais plus particulièrement à l'action sociale, ciblant la défense de droits des personnes vivant avec une déficience intellectuelle ; mais aussi à l'approche socio-institutionnelle et l'approche sociocommunautaire.

Nous pensons que ces approches évoluent actuellement, et qu'elles connaissent des changements.

La typologie de l'intervention communautaire de l'École de travail social de l'université de Sherbrooke (Caillouette et al., 2014) est également intéressante. En effet, elle présente les différentes modalités de l'intervention communautaire entrecroisées dans le temps sur un continuum. Ce tableau apporte une vision sur les objectifs de l'intervention, allant d'un rapport conflictuel avec les instances politiques à un rapport consensuel, ainsi que sur le rôle de l'intervenant, qui souvent a une place de mobilisateur ou de médiateur (Caillouette et al., p.3, 2014).

La définition que nous proposons des pratiques d'intervention communautaire, s'influence de celles précitées :

« Les pratiques d'intervention communautaire permettent aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs alliés d'avoir accès à des espaces habilitants d'échanges, de soutien, d'éducation populaire et citoyenne permettant de diminuer la situation de handicap et de lutter contre celles de

stigmatisation et d'exclusion en ayant pour visée la reconnaissance et la participation sociale. ».

Voyons maintenant comment la reconnaissance sociale est fondamentale dans la réalisation de ce processus d'intervention communautaire.

### **3. CONTRE LA SOCIÉTÉ DE MÉPRIS, ET VERS LA RECONNAISSANCE SOCIALE**

Ce que nous souhaitons apporter dans cette partie, est que la reconnaissance des pratiques portées par les intervenants des organismes en déficience intellectuelle permet, par ricochet, la reconnaissance sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle comme membre à part entière de notre société.

Dans son ouvrage *La société du mépris vers une nouvelle théorie critique*, Honneth, sociologue et philosophe allemand de l'École de Francfort, apporte une lecture intéressante des problématiques sociales et remet en cause le modèle libéral des deux derniers siècles. Notamment dues aux situations d'exclusion auxquels sont soumises les personnes marginalisées, dans lesquelles nous pouvons inclure les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Pour expliquer ces situations, Honneth démontre que ces personnes marginalisées connaissent des situations de mépris social, c'est-à-dire de non-reconnaissance. Face à de telles situations, Honneth met en place la théorie de la reconnaissance sociale selon laquelle l'épanouissement et les sentiments d'existence et d'appartenance au sein de la société actuelle s'acquièrent en traversant différentes sphères de reconnaissance, que nous aborderons ci-dessous.

Dans la lignée des travaux de Hegel, Honneth fonde le social sur les processus de reconnaissance. Une personne se construit au plan identitaire sous le regard de ses pairs ; avec les reflets sociaux que lui renvoient son entourage. L'estime et la reconnaissance se développent ainsi.

Honneth reprend l'idée que la reconnaissance des personnes passe par diverses sphères d'interactions sociales (Courtel, 2008, p.7). Considérant la théorie de Hegel incomplète, Honneth explique la reconnaissance comme un processus opérant à travers trois types sphères d'interactions sociales, soit la sphère de l'amour, du droit et de l'estime sociale.

- L'*amour* représente pour Honneth l'espace des relations affectives premières, relations de la petite enfance ou en résonance avec celle-ci. Ce sentiment d'appartenance, à partir des caractéristiques particulières de la personne, tient des relations primaires, il se construit au sein des relations intimes et familiales.
- Le *droit*, à valeur universelle, est la deuxième sphère qu'identifie Honneth. Dans cette sphère du droit, du moins théoriquement, la personne trouve son appartenance sociale dans les droits qui lui sont formellement conférés par la société. Ces droits apportent ainsi à la personne le *respect de soi*.
- La troisième forme d'interaction qu'Honneth nomme est la sphère de la *solidarité*, la personne est reconnue dans sa particularité individuelle en tant que personne ainsi que pour la contribution de ses actions à la société, ceci lui apportant l'*estime de soi* comme faisant partie de la société.

Courtel, philosophe et anthropologue français, reprend ici les écrits de Honneth, apportant des détails sur ce que représentent ces différentes formes d'interaction ou d'intégration (Courtel, 2008, p.9). La négation dans une de ses formes d'interaction entraîne une situation de mépris se traduisant par des pathologies sociales, amenant à des situations de non-reconnaissance et ainsi d'injustice sociale.

Pour comprendre ces différentes formes d'interactions sociales dans lesquelles naissent ces différentes reconnaissances, Honneth fait référence au philosophe et sociologue américain George H. Mead. L'identité personnelle (Ferrarese, 2009, p. 101) prend racine dans l'intersubjectivité de deux façons : par la reconnaissance intersubjective, et la reconnaissance de soi-même (Ferrarese, 2009, p.101). Pour Mead, la construction de soi-même se lie dans un processus réciproque à la reconnaissance par autrui : « on me reconnaît donc je suis ». Cependant, certaines

personnes font l'expérience sociale du mépris, c'est-à-dire d'une situation de non-reconnaissance sociale (Ferrarese, 2009, p.102) dans l'une des formes d'interaction ou d'intégration précitées (Courtet, 2008, p.15). Selon Ferrarese, sociologue française, tant au plan individuel que collectif, une lutte pour la reconnaissance et l'affirmation de soi devient alors nécessaire afin de sortir du mépris et se reconnaître soi-même comme pleinement existant (Ferrarese, 2009, p.102-103).

La sphère des droits — les droits civils, les droits politiques et les droits sociaux — est particulièrement importante dans la lutte pour la reconnaissance que mènent les groupes marginalisés et leurs alliés. Pour Honneth, nos sociétés connaissent un élargissement de ces droits. Au XIX<sup>e</sup> siècle par exemple, les citoyens étaient des hommes blancs et les femmes étaient exclues de la sphère politique. Au fil des années, avec les différentes avancées normatives et les valeurs sociales, cette sphère s'est élargie. Cependant, la capacité des personnes étant centrale dans l'œuvre d'Honneth, il faut voir qu'il ne s'agit pas seulement de l'acquisition formelle de droits dont il est question ici. Il s'agit concrètement dans la vie privée comme publique de voir si effectivement ces droits sont exercés et respectés. Ceci rejoint la question du handicap et de la participation sociale. La personne s'expérimente-t-elle concrètement dans sa vie courante comme sujet de droit, ou au contraire vit-elle comme discriminée ? Il est important de prendre en compte l'environnement social et économique des citoyens, car une personne se mobilise si de réels espaces de participation, d'appartenance et de délibération lui sont ouverts. L'idée de l'intervention communautaire est donc de créer des espaces pour que les personnes puissent prendre leur place et participer activement socialement.

Grâce à cette théorie de lutte pour la reconnaissance, Honneth pose l'action des mouvements sociaux comme étant des réponses à un manque de reconnaissance sociale. Honneth nommera par exemple le mouvement des Black Panthers aux États-Unis, ou bien encore les mouvements féministes des années 1960. Le mouvement des personnes handicapées constitue aussi à notre vue un mouvement de lutte pour la reconnaissance.

Des espaces tels que les organismes communautaires en déficience intellectuelle s'inscrivent comme lieux d'action de mouvements sociaux luttant pour la reconnaissance des droits et des pouvoirs d'actions des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Riches de cette reconnaissance mutuelle entre pairs, les personnes et les familles peuvent ainsi revendiquer leurs droits sur la place publique et conquérir de nouveaux espaces de participation sociale au sein de la société. C'est ce que l'on retrouve à l'heure actuelle dans divers organismes en déficience intellectuelle où les familles et les personnes se mobilisent pour un accès aux services sociaux, d'éducation ou de travail, par exemple.

## Conclusion du deuxième chapitre

Nous avons vu ici que le chemin vers la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle est entamé. Cependant, la finalité de la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle n'est pas encore atteinte. L'analyse proposée par Foucault, dans son œuvre *Histoire de la Folie à l'âge classique* (1961), explique les phases institutionnelles et la nécessité de décroquer les interventions des établissements publics, afin que les personnes vivant avec une déficience intellectuelle ne soient plus « cachées », et soient ainsi déstigmatisées. On comprend dès lors que l'environnement social des personnes peut être producteur d'exclusion. C'est pourquoi le processus de production du handicap est un modèle intéressant à prendre en compte pour la déstigmatisation et la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. D'ailleurs, la participation sociale est vue ici comme la finalité des interventions communautaires. Celles-ci se présentent sous diverses formes : l'action sociale ; le développement local ; l'approche socio-institutionnelle et l'approche sociocommunautaire. Dans ces différentes modalités, l'intervention communautaire joue un rôle de soutien aux actions entreprises par la communauté. Nous verrons dans notre travail de terrain si ces différentes approches sont encore développées, et si oui, comment les intervenants font pour les mettre en œuvre. Nous verrons aussi si de nouvelles approches se dessinent.

Étant des lieux démocratiques, les organismes communautaires sont des lieux d'une importance capitale où les personnes ont accès à des services alternatifs, mais aussi à des activités d'inclusion sociale ou de sensibilisation et où elles partagent du temps avec leurs pairs. C'est pourquoi de tels espaces sont selon nous importants, car ils permettent l'épanouissement des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, mais aussi de leurs familles.

Nous avons vu les différentes définitions de l'organisation communautaire, et nous retenons que nous nous intéressons ici aux pratiques au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal, en portant un focus sur les

pratiques d'intervention communautaire. Les pratiques d'intervention communautaire sont des pratiques portées par les intervenants communautaires, dans une perspective de changement social, et de redistribution de pouvoir aux communautés. Dans notre cas il s'agira des pratiques qui visent la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, et ainsi leur reconnaissance sociale. Ces pratiques sont encadrées par des valeurs et des principes, qui sont pour la plupart repris dans les organismes.

La reconnaissance sociale vient également justifier la nécessité des interventions communautaires. En effet, ce processus de reconnaissance porté par Honneth, valide l'importance des espaces de reconnaissance dans lesquels une reconnaissance mutuelle est établie.

Le prochain chapitre élaboré portera sur notre méthodologie.



## **CHAPITRE 3 – MÉTHODOLOGIE**

Dans ce chapitre, nous abordons notre méthodologie. Nous traversons ici six sections.

Chaque section expose dans un premier temps les intentions de départ, pour ensuite présenter ce qui a été réalisé suite au terrain.

Tout d'abord, nous voyons l'évolution de nos questions et de nos objectifs de recherche et expliquons la pertinence sociale et scientifique de notre recherche. Puis dans la section suivante, nous abordons les influences méthodologiques et leur application dans le présent projet.

Dans ce chapitre de méthodologie, nous présentons également notre terrain et sa réalisation, avec la méthodologie utilisée pour la réalisation des récits de pratiques auprès d'intervenantes qui mettent en œuvre des pratiques d'intervention communautaire.

Nous indiquons également comment nous avons analysé les données recueillies, c'est-à-dire selon une analyse thématique des verbatims ainsi que l'utilisation de l'analyse en mode d'écriture promue par Paillé et Muchielli (2008).

Nous voyons ensuite les limites de notre recherche.

## 1. QUESTION, OBJECTIFS ET EVOLUTION DE L'OBJET DE RECHERCHE

Comme nous l'avons vu dans les deux premiers chapitres, notre hypothèse de départ était que le contexte actuel atteint les organismes communautaires et par ricochet atteint aussi les pratiques d'intervention communautaire, c'est-à-dire les pratiques ayant une visée collective.

Au début de notre recherche, nous nous posions la question suivante :

*Comment, à l'heure de l'austérité, les organismes communautaires montréalais en déficience intellectuelle réussissent-ils ou non, à mettre en œuvre des pratiques d'intervention communautaire qui favorisent la participation sociale de leurs membres ?*

C'est-à-dire, comment les praticiennes et intervenantes au sein des organismes perçoivent, s'approprient et se représentent la transformation ou l'évolution de leurs pratiques, notamment eu égard à l'exercice de la citoyenneté des personnes ayant une déficience intellectuelle ?

Ayant une visée descriptive et exploratoire, l'objectif initial de cette recherche visait à comprendre, selon le contexte d'austérité de ces dix dernières années, l'évolution des pratiques d'intervention communautaire au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal.

Nos sous-objectifs étaient de :

1. Décrire les pratiques d'intervention communautaire des intervenants et gestionnaires au sein de 4 ou 5 organismes communautaires de Montréal.  
Les pratiques d'intervention communautaire permettent aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs alliés d'avoir accès à des espaces habilitants d'échanges, de soutien, d'éducation populaire et citoyenne permettant de diminuer la situation de handicap et de lutter contre celles de stigmatisation et d'exclusion en ayant pour visée la reconnaissance et la participation sociale.

2. Décrire comment les intervenants et gestionnaires vivent leurs pratiques au quotidien dans le contexte actuel.
3. Identifier les obstacles et les facilitateurs qui permettent de mettre en œuvre des pratiques d'intervention communautaire, au regard du processus de production du handicap.
4. Amorcer une réflexion sur l'influence de l'austérité et du néolibéralisme sur les pratiques d'intervention communautaire, et la réappropriation de celles-ci par le milieu.
5. À partir d'exemples de pratiques d'intervention communautaire, établir une typologie afin de mieux voir ce qui les différencie et les rassemble.

Finalement, ce 5<sup>ème</sup> objectif n'a pas été atteint car, en fin de compte, les pratiques étudiées, et amenées par les participantes furent plutôt des pratiques ayant cours dans les organismes plutôt que les pratiques comme telles d'intervention et de mobilisation communautaires. Dès lors, nous en restons avec la typologie de Bourque, présentée dans le cadre conceptuel, sans modifier celle-ci.

## **2. PERTINENCE SOCIALE ET SCIENTIFIQUE**

Lors de notre recension des écrits, traversée lors des chapitres 1 présentant notre problématique et le chapitre 2 amenant notre cadre conceptuel, nous avons vu qu'il n'existait pas d'étude au sujet des interventions communautaires en déficience intellectuelle. Il existe des études sur les pratiques d'intervention communautaire dans les organismes communautaires de types familiaux, notamment celle de Duval et al. Les auteurs ont fait un travail sur les organismes communautaires dans le secteur famille, dont font partie les organismes communautaires en déficience intellectuelle, mais il n'existe rien quant à leur spécificité. De plus, cette étude date de l'avant-dernière réforme du réseau de santé et de services sociaux de 2003. C'est pourquoi il est intéressant d'aller voir les impacts de la dernière réforme datant d'avril 2015.

Également, comme abordé dans le premier chapitre, à la lumière des différents mémoires écrits par le milieu communautaire concernant les impacts de l'austérité du Gouvernement libéral, mais aussi les différents changements que vivent les organismes communautaires (NGP, influence de la philanthropie, reddition de comptes...), notre recherche permet de voir de près comment se passe l'appropriation de ces changements par les personnes directement concernées que sont les intervenantes.

### **3. MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE BIOGRAPHIQUE – LES RÉCITS DE PRATIQUES**

Afin de prendre en considération le mieux possible le vécu des intervenantes, nous nous sommes intéressés à l'approche biographique.

Visant à réaliser des récits de pratiques des intervenants terrain et gestionnaires mettant en œuvre l'intervention communautaire, notre recherche connaît donc des influences de l'approche biographique, et des récits de vie. En effet, comme nous le voyons plus tard dans la section 4.3 sur la sélection des informations clés, notre méthode de cueillette de données a été réalisée sous formes d'entrevues semi-dirigées.

Cette citation de Burrick nous intéresse particulièrement et reflète l'essence de notre démarche : « Le but est d'approcher les facteurs économiques, historiques, sociologiques, idéologiques et psychologiques en jeu dans les trajectoires individuelles. » (Burrick, 2010, p.12). En effet, comme nous l'avons vu précédemment dans la problématique, nous souhaitons faire un lien entre le contexte actuel d'austérité et les impacts sur les pratiques d'interventions communautaires.

Nous voulons voir les impacts de ces années d'austérité, et comment les personnes se racontent à travers cette réalité dans une démarche émancipatrice (Pruvost, 2011 ;

Desmarais, 2009). En effet dans notre entreprise nous cherchons à donner la parole aux intervenants et gestionnaires qui vivent directement les effets du contexte actuel.

L'approche biographique vise à adopter une approche globale face à la problématique étudiée et se base sur le point de vue des acteurs sociaux (Desmarais, 2009, p.367). Dans cette approche, la personne interrogée est perçue comme la narratrice de l'histoire et donc la protagoniste principale, c'est-à-dire l'auteure de l'histoire qu'elle apporte.

Les 3 volets de l'approche biographique sont :

- La narration : « un récit de vie est l'expression individuelle d'une certaine portion de la réalité socioculturelle, à partir de la conscience qu'en a un sujet-acteur. Pour qu'il y ait récit de vie, il faut qu'il y ait expérience » (Desmarais, 2009, p.367-368).
- La temporalité biographique : il s'agit du temps de la « temporalité humaine » (Desmarais, 2009, p.368).
- La « recherche de sens par le narrateur et les acteurs » (Desmarais, 2009, p.368).

Dans notre recherche, et particulièrement dans le cadre de la réalisation du terrain, nous avons cherché à créer ces 3 volets, notamment en reformulant les propos des intervenants et gestionnaires interrogées. Cependant, afin de ne pas s'éloigner des objectifs de la recherche, nous suivions un canevas d'entrevue en lien avec l'austérité et les pratiques d'intervention communautaire.

Nous avons pu noter en quoi l'austérité s'est retrouvée nommée dans les récits de pratiques des personnes interrogées (Desmarais, 2009, p.376), et cela représente un événement qui marque particulièrement les récits.

En allant vers des récits de pratiques, nous cherchions à comprendre comment les personnes vivent personnellement les situations. En fait, l'idée est de demander à la

personne interviewée de nommer des changements d'orientation, mais aussi d'explorer des histoires particulières, des pratiques particulières, afin de les analyser avec l'interlocuteur pour voir comment il a vécu ces changements et comment il les vit maintenant dans sa pratique.

Sur le plan analytique nous tenons tout de même à spécifier que ce qui est apporté dans le mémoire reste notre analyse des échanges que nous avons eue avec les professionnels, et ne lie en rien les différentes personnes rencontrées dans cette recherche. Il s'agit d'une interprétation de leurs propos.

Pour aller recueillir ces données, nous sommes allés dans les organismes communautaires en déficience intellectuelle de Montréal.

#### **4. TERRAIN DE LA RECHERCHE : MONTRÉAL**

Nous voyons dans cette partie que nous nous sommes intéressés aux organismes communautaires en déficience intellectuelle offrant des services de « ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références », et ensuite nous nous attardons sur le profil des personnes interrogées dans le cadre de cette recherche.

##### **4.1. Organismes communautaires en « Ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références »**

Le terrain de la recherche s'est déroulé sur l'île de Montréal. Il existe à Montréal de nombreux organismes communautaires en déficience intellectuelle. Selon le « Bottin des ressources en Déficience intellectuelle de Montréal et ses environs » (2016) diffusé par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS) dans le cadre du programme DI-TSA-DP, il existe à Montréal :

- 40 organismes dans la catégorie « Ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références »
- 12 organismes dans la catégorie « Ressources d'emploi »

- 8 organismes dans la catégorie « Ressources d'hébergement »
- 11 organismes dans la catégorie « Répit »
- 12 organismes dans la catégorie « Regroupements d'organismes »

Ce qui faisait un total de 83 organismes communautaires potentiels qui pouvaient nous intéresser dans cette étude.

Nous n'avons pas inclus ici les « Ressources d'aide financière », les « ressources scolaires », et les « Ressources de suivi communautaires et de réadaptation », car ces ressources concernent souvent des organismes gouvernementaux ou plus institutionnels du réseau de la santé et des services sociaux.

Il existe également le site internet *l'accompagnateur.org* qui répertorie les services en handicap.

#### **4.2. Profil des intervenantes**

Voyons maintenant le profil des personnes que nous souhaitons rencontrer, et celui des personnes effectivement rencontrées.

##### **4.2.1. Profil des intervenantes recherchées**

Pour notre cueillette de données, nous prévoyions une dizaine d'entrevues sous forme de récits de pratiques (Desmarais, 2009) auprès d'acteurs (intervenants et gestionnaires) du milieu communautaire développant des pratiques d'intervention communautaire. Les intervenants et gestionnaires recherchés sont des femmes et des hommes travaillant au sein de leur organisme depuis au moins 5 ans. Nous étions déjà en contact avec des organismes communautaires en déficience intellectuelle intéressés par nos travaux.



#### **4.2.2. Profil des intervenantes rencontrées**

Les intervenantes rencontrées sont des coordinatrices de projet, ou des intervenantes terrain qui sont en contact direct avec les personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs familles. Nous nommerons toutes les personnes interrogées dans le cadre de cette étude « les intervenantes ».

Au total 11 personnes ont été rencontrées lors de 10 entrevues semi-dirigées dans 9 organismes communautaires de la catégorie « Ressources de loisirs, d'entraide, de défense de droits et de références ». 10 des personnes rencontrées étaient des femmes, pour seulement 1 homme.

Lors d'une des entrevues, une deuxième intervenante s'est jointe à la conversation, ce qui a amené un dialogue intéressant entre les deux intervenantes.

Les intervenantes rencontrées sont majoritairement des femmes travaillant au sein de leur organisme depuis au moins 5 ans. Elles ont entre 25 et 60 ans. La majorité d'entre elles dispose de formation universitaire, tel des formations en sociologie, ou en intervention sociale. Également, certaines intervenantes n'ont pas de formation en lien directement avec leurs postes.

#### **4.3. Sélection des informations clés et méthodes de recueil des données**

Les deux principales méthodes de recueil de données que nous avons utilisé pour recueillir nos données sont des récits de pratiques réalisés lors d'entrevues semi-dirigées, c'est ce que nous verrons dans une première partie. Ensuite, nous verrons dans un deuxième temps que nous avons tenu un journal de bord afin de voir l'évolution de notre projet de recherche.

#### **4.3.1. *Récits de pratiques lors d'entrevues semi-dirigées***

Nous voyons dans cette partie quelles étaient nos intentions de départ et la réalisation effective du terrain.

##### **4.3.1.1. *Intentions de départ***

Selon l'esprit de la théorie ancrée, nous avons voulu que notre démarche d'analyse soit itérative. Cela n'a pas été le cas, en raison de l'éloignement avec le terrain. Nous avons réalisé notre cueillette des données terrain en deux temps, espacés d'un mois, de manière à ce que nous puissions dans un premier temps analyser nos premières données en vue d'orienter d'une manière plus ancrée nos hypothèses théoriques en fonction de questionnements plus précis pour notre deuxième temps d'investigation sur le terrain.

Notre collecte de données est influencée par la méthode d'enquête de l'entrevue semi-dirigée (Fortin, 2006 ; Patton, 2002).

En résumé, nous avons réalisé nos entrevues comme une narration, comme une unité de sens « où les différentes sections doivent être considérées en relation les unes avec les autres pour finalement constituer une histoire cohérente, logique, unique » (Savoie-Zajc, 2006, p. 297). Nous avons suivi des thèmes que nous traversons lors des récits de pratiques. Nous sommes intervenus le moins possible, mis à part pour avoir des éclaircissements sur certains points.

Concernant la cueillette des données, nous avons utilisé une méthodologie mixée de diverses influences comme nous le spécifions plus tôt dans la partie 3 sur nos influences méthodologiques.

Nous avons réalisé des récits de pratiques des intervenants et gestionnaires quant aux changements actuels que subissent les organismes communautaires en déficience intellectuelle, notamment à cause du contexte politique et socioéconomique actuel. Nous avons réalisé les rencontres sous forme d'entrevues

semi-dirigées, influencés de l'approche biographique, tout en étant dans une perspective de recherche participative afin qu'elle ait un intérêt pour les acteurs du milieu communautaire en déficience intellectuelle. Ces entrevues sont confidentielles, et sont conservées sur une clé USB protégée par code, et dans un classeur fermé à clé.

#### **4.3.1.2.        *Réalisation du terrain***

Au moment de la cueillette des données, résidant en Gaspésie et réalisant notre terrain à Montréal, nous avons réalisé l'essentiel de nos rencontres sur l'échelle d'une semaine en avril 2017, où nous avons séjourné à Montréal.

Cette distance avec le terrain a rendu plus complexe la réalisation du terrain, en raison des déplacements. C'est pourquoi nous avons pris la décision d'en réaliser certaines par Skype, alors que d'autres ont eu lieu en personne. Nous avons favorisé les rencontres en personne, car nous pensons que cette méthode permet de mieux obtenir des informations.

Les personnes sélectionnées sont des intervenantes que nous avons croisées lors de rencontre durant les deux années d'intervention à Montréal. Nous avons dans un premier pris contact avec les intervenantes par courriel (voir annexe), dans lequel nous présentions brièvement le sujet de notre recherche. Par la suite, nous avons relancé les intervenants n'ayant pas répondu par téléphone. Les personnes ont été réactives et ont toutes répondu à nos courriels et appels. Au total, nous avons contacté 13 personnes, parmi lesquelles nous en avons rencontrés 10. Lors d'une entrevue, une personne s'est ajoutée. Ce qui fait que nous avons réalisé 10 entrevues, avec au total 11 intervenantes.

Après chaque entrevue, nous avons pris le soin de prendre des notes dans le journal de bord pour noter nos intuitions de recherche, et d'identifier des thèmes n'ayant pas été identifiés auparavant. Ceci a permis de bonifier la grille d'entrevue, avant les prochaines entrevues.

#### **4.3.2. *La tenue d'un journal de bord***

Tout le long de la recherche, nous avons tenu un journal de bord.

Dans ce journal de bord nous écrivions de manière régulière nos questionnements en lien avec la recherche. C'est aussi ici que nous réalisions les résumés de texte, et identifions des sources clés qui nous ont intéressées.

L'utilisation d'un journal de bord a permis de voir l'évolution de notre vision sur l'analyse. En effet, nous voyons que le terrain a fait évoluer notre façon d'appréhender le projet de recherche. Cela nous a permis de voir l'évolution de notre objet de recherche. Comme expliqué dans le point 1 de ce chapitre, nous nous sommes rendus compte pendant la réalisation du terrain que notre objet d'étude portait finalement sur les pratiques d'intervention et gestionnaire des organismes communautaires en déficience intellectuelle, et non plus seulement sur les pratiques d'interventions communautaires seulement.

Cela nous a permis de nous rendre compte que nos objectifs étaient trop audacieux pour un projet de maîtrise, notamment concernant la réalisation d'un comité de suivi à distance.

Le journal de bord a également permis un espace d'expression important, pour exprimer les états d'âme face à la rédaction, qui évoluent au fil de l'écriture.

### **5. ANALYSE DES DONNEES**

Nous voyons ici dans cette partie nos influences analytiques pour ensuite voir comment elles se sont réalisées de manière concrète sur le terrain.

### **5.1. Influences analytiques : l'analyse thématique et l'analyse en mode d'écriture**

Pour réaliser l'analyse de nos données, nous verrons ici qu'une analyse thématique des verbatims a été réalisée, et que notre rédaction a été faite en mode d'écriture. C'est ce que nous verrons dans les deux prochaines parties. Nous avons réalisé une analyse thématique, ce qui comme nous l'avons vu, a légèrement modifié notre cadre théorique de base, car nous cherchions à théoriser les savoirs pratiques du terrain (Glaser, Strauss, 2010). Les verbatims des entretiens ont été analysés selon la méthode de l'analyse thématique telle que définie par Paillé et Mucchielli (2012).

Nous avons retranscrit les différentes entrevues sous forme de verbatims. Il s'agissait lors de l'analyse de ces verbatims de faire ressortir les thèmes en lien avec notre problématique (Paillé, Mucchielli, 2012, p.232, p.239). Nous utilisons « le mode d'inscription sur fiche » (Paillé, Mucchielli, 2012, p.236) où les thèmes sont notés à l'extérieur du texte, ceci permettant d'utiliser le même extrait pour différents thèmes.

Nous réalisons une thématisation continue (Paillé, Mucchielli, 2012, p.237). Cette démarche nous convient particulièrement, car comme l'avancent les auteurs Paillé et Mucchielli : « L'analyse thématique n'a pour fonction essentielle ni d'interpréter, ni de théoriser, ni de dégager l'essence d'une expérience. Elle est d'abord et avant tout une méthode servant au relevé et à la synthèse de thèmes présents dans un corpus. » (Paillé, Mucchielli, 2012, p.249). Puisque nous cherchons à rapporter les points de vue des intervenants et des gestionnaires, l'analyse thématique nous rejoint particulièrement. Cette analyse thématique est également influencée par la théorisation ancrée, c'est-à-dire que nous sommes ouverts à la conceptualisation des propos.

Pour réaliser notre projet, nous utilisons également l'analyse en mode d'écriture. Nous avons écrit simultanément en même temps que l'analyse. C'est-à-dire que lorsque nous trouvions des passages inspirants, nous rédigeons en lien avec le thème identifié.

« L'écriture n'est donc pas uniquement un moyen de communication, ou même une activité de consignation, mais un acte créateur. [...] L'écriture permet plus que tout autre moyen de faire émerger directement le sens » (Paillé, p.127)

Dans notre cas, notre écriture est à la fois de type descriptif et analytique, la première convenant particulièrement pour des récits de pratiques (Paillé, p.128).

## **5.2. Réalisation de l'analyse**

Pour réaliser notre analyse nous avons relu six fois chaque entrevue, afin de bien se saisir de son contenu, sans compter les fois où nous retournions dans les entrevues pour y emprunter des extraits durant notre rédaction.

Lorsque des propos d'intervenantes faisaient du sens en lien avec le sujet, nous prenions le temps de les relire plusieurs fois, en inscrivant les thèmes avec lesquels nous pensions qu'ils étaient en lien.

De plus, lorsque des idées ou des pistes d'analyses émergeaient, nous les inscrivions dans le journal de bord.

Également, quand certains passages nous inspiraient, nous écrivions dans un document à part sur le thème choisi, en se centrant sur les extraits utilisés. Avec le temps, une structure s'est progressivement dressée. Nous avons aussi souvent pris le temps de réaliser des schémas qui permettaient d'éclairer et de structurer notre pensée.

Ayant nous-mêmes été impliqués dans le milieu communautaire nous nous inscrivons dans une volonté de société inclusive. Notre recherche s'inscrit dans cette mouvance-là.

Puisqu'il s'agit d'une analyse thématique, nous avons pris soin de ne pas mélanger les rubriques et les thèmes (Paillé, Mucchielli, 2012, p.242-243, 247). Aussi, de rester en lien avec le matériel étudié que représente le corpus de verbatims. Nous sommes régulièrement revenu sur les écrits des verbatims lors d'hésitation durant l'analyse thématique (Paillé, Mucchielli, 2012, p.255), pour ne pas s'éloigner des objectifs de la

recherche (Paillé, Mucchielli, 2012, p.261), et à prendre soin de regrouper les répétitions entre-elles (Paillé, Mucchielli, 2012, p.260).

Comme l'avance Burrick en citant Legrand, à propos du récit de vie les « enjeux éthiques et scientifiques s'entremêlent » (Burrick, 2010, p.112). En effet, le sujet, fortement impliqué, est invité à restituer des moments de sa vie professionnelle (moments parfois douloureux), dans le cadre d'une relation interpersonnelle intime. Il est donc primordial qu'il ne s'oriente pas vers une demande d'aide et qu'il puisse être en mesure de se remémorer des épisodes douloureux sans se diriger vers une fragilisation de soi (Villers (de), 2006)» (Burrick, 2010, p.13). Bien que des sujets intimes et personnels ne soient pas abordés dans cette étude, puisqu'il s'agit de récits de pratiques, le contexte politique et économique actuel avec les nombreuses coupures a pu amener à des changements organisationnels au sein des organismes communautaires qui ont pu affecter les intervenants communautaires. C'est pourquoi nous avons porté particulièrement attention à la manière d'aborder certains sujets, et avons respecté les choix des intervenants d'aborder ou non certains sujets.

Eu égard aux nombreuses coupures et aux changements que peuvent parfois connaître les organismes communautaires, nous pensions qu'il serait difficile de rencontrer des intervenants et gestionnaires étant en poste depuis au moins 5 années. C'est pourquoi nous pensions nous adresser à des personnes en poste depuis au moins 3 ans. Cependant, la plupart des personnes rencontrées étaient dans des postes dans le milieu de la déficience intellectuelle depuis plus 5 ans, mis à part une personne qui débutait sa carrière.

Voyons maintenant les forces et limites de la recherche.

## **6. FORCES ET LIMITES DE LA RECHERCHE**

Une limite de notre recherche tient au lien entre les résultats et la question de recherche de départ. Comme il est spécifié dans la première partie de ce chapitre, notre but était de répondre à la question suivante : *Comment, à l'heure de l'austérité,*

*les organismes communautaires montréalais en déficience intellectuelle réussissent-ils ou non, à mettre en œuvre des pratiques d'intervention communautaire qui favorisent la participation sociale de leurs membres ?*

En fin de compte l'analyse touche peu l'enjeu de la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Peu de propos ou d'analyses des intervenantes rencontrées parlent directement de l'impact de l'austérité sur la participation sociale des membres des organismes. Comme nous le verrons, nos données recueillies traitent beaucoup plus des pratiques des organismes comme tels.

Un autre point à souligner dans les limites de la recherche est que l'analyse porte exclusivement sur l'austérité et non sur la nouvelle gestion publique comme nous l'apportons dans notre problématique. Certes, les résultats analysent les nouvelles formes de gestions développées par les organismes. Mais, ces nouvelles pratiques gestionnaires découlent de l'austérité, du manque de financement, et non pas de mise en place de procédures de gestion publique. Finalement, nous ne parlons pas de *best practices* comme notre problématique le faisait entrevoir.

Si ces points témoignent de limites de notre plan de recherche, ils marquent également la force heuristique de notre démarche qui a permis de faire émerger des dimensions non prévues de l'impact de l'austérité sur les pratiques des organismes. Les propos des intervenantes interrogées sur l'austérité et son influence sur les pratiques d'intervention communautaire ont permis de créer des catégories d'analyses qui ont, selon le principe de la théorisation ancrée, émergé des entretiens réalisés. Nous avons pu ainsi mieux comprendre comment les intervenantes et démystifiaient le discours de l'austérité et définissaient l'intervention communautaire. Ces thèmes ont aidé par la suite à mieux analyser les phénomènes de rationalisation des pratiques que l'on rencontre en ce moment dans les organismes, de même que des tendances au regroupement et l'apparition de mise en concurrence entre les organismes.

Ancrée dans le discours des intervenantes, notre analyse a permis de mettre en relief une définition de l'intervention communautaire qui insiste sur le déploiement d'intervention par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle.



Une autre force de notre analyse est d'avoir réussi à concilier un chevauchement de départ à l'intérieur d'une intervention communautaire doublement définie ; d'un côté comme les pratiques en général (notamment de gestion) des organismes communautaires et, de l'autre, les pratiques plus d'intervention collective, comme modalité d'intervention communautaire du travail social. Notre approche de l'austérité a permis de montrer comment celle-ci se répercutait sur les pratiques générales des organismes, mais aussi sur celles portant plus particulièrement une dimension collective et sociopolitique de représentation des membres des organismes.

Somme toute, toujours du côté des forces, nos résultats contribuent à mieux comprendre l'évolution des pratiques d'organismes communautaires en déficience intellectuelle à la fin des années 2010. Loin de se limiter au secteur précis des organismes communautaires en déficience intellectuelle, ces résultats de recherche montrent l'impact de pratiques d'austérité qui viennent marquer l'ensemble du milieu communautaire québécois. Ces résultats de recherche qualitative ne peuvent se généraliser à l'ensemble du milieu communautaire. Leur transférabilité tient de la lecture pouvant en être faite. À la lecture des phénomènes décrits et analysés, les organismes ou chercheurs intéressés par l'évolution des pratiques du milieu communautaire pourront juger dans quelle mesure ceux-ci s'appliquent, ou non, à ce qui est vécu dans les organismes auxquels ils s'intéressent; ils pourront également se questionner sur la pertinence, dans les contextes qu'ils étudient, pour leur analyse propre de l'utilité de se servir des transformation de pratiques que notre travail a permis d'identifier, de mettre en relief et d'analyser.

Pour finir, nous pensons que l'originalité de notre démarche ayant consisté à placer le discours de l'austérité du gouvernement comme élément central pour comprendre l'évolution des pratiques et des discours du milieu communautaire de déficience intellectuelle à Montréal, permettra de mieux comprendre la réalité du travail réalisé par ces organismes, les conditions dans lesquelles se déploient ce travail et enfin, bien que ce soit indirectement, l'impact sur les membres, parents comme enfants, de ces organismes.

## **7. DEFIS ETHIQUES DE LA RECHERCHE**

Des formulaires de consentements ont été signés par les personnes interrogées. Les personnes n'encouraient pas de risques, mis à part qu'il pouvait être difficile pour elles d'aborder certaines dimensions de leurs pratiques dans le cadre du contexte d'austérité et de coupures.

Nous nous sommes tenus aux recommandations du comité éthique de la recherche, comme vous pouvez le voir dans les formulaires de consentement (voir annexe 3). En effet, les intervenantes pouvaient mettre fin à l'entrevue dès qu'elles le souhaitaient, et pouvaient également retirer leurs entrevues de la recherche sans préjudice.

Également, nous avons pris soin d'anonymiser les propos des intervenantes et des organismes d'interventions de celles-ci afin qu'ils ne soient pas identifiables.

Lors des entrevues, toutes les intervenantes ont répondu aux questions. Cependant, nous avons pu remarquer que les intervenantes abordaient principalement les difficultés liées à leur poste et au contexte d'austérité en fin d'entrevue. Nous pouvons penser que c'est parce que les personnes se sentaient plus à l'aise après avoir pris le temps de discuter. Certaines personnes évoquaient qu'elles se sentaient surchargées et avaient l'air épuisées, mais pas au point que nous ayons à donner des références à ces personnes pour obtenir de l'aide ou du soutien.

## **Conclusion du troisième chapitre**

Notre méthodologie de recherche est alors qualitative. Notre terrain s'est déroulé à Montréal auprès d'intervenantes et gestionnaires du milieu communautaire. Nous avons procédé à une analyse thématique des entrevues influencée par la théorisation ancrée.

Comme abordé dans les forces et limites de la recherche, l'analyse ne touche finalement pas la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, mais plus les pratiques d'intervention et de gestion au sein des organismes communautaires.

Finalement, la recherche a visé à mieux décrire et comprendre comment à l'heure de l'austérité les organismes communautaires montréalais en déficience intellectuelle démystifient le discours de l'austérité et mettent en œuvres des pratiques d'intervention collective de représentation et de gestion au sein de leurs organismes.

## **CHAPITRE 4 – RÉSULTATS ET ANALYSE**

Dans ce chapitre, nous présentons l'analyse de neuf des dix entrevues que nous avons réalisées à Montréal. Une entrevue a en effet été exclue de notre corpus en raison d'un bruit de fond ne permettant pas sa retranscription.

La structure de ces parties a évolué au cours de notre analyse et de notre rédaction. Dans un premier temps, nous avons entremêlé les résultats et l'analyse. Finalement, nous avons décidé de délimiter d'une part les résultats, et d'une autre part d'apporter notre point de vue analytique sur ces résultats. Ainsi, la structure des prochaines parties sera telle dans chaque section : les propos des intervenantes seront présentés dans un premier temps, pour ensuite être analysés.

Nous verrons dans un premier temps dans ce chapitre comment les intervenantes définissent l'austérité. Nous verrons notamment que l'austérité a des influences sur l'intervention communautaire.

Par la suite, dans un second temps, nous verrons les conséquences de l'austérité sur les pratiques d'intervention communautaire cette partie se décline en deux sections : 1) la rationalisation et professionnalisation des pratiques et 2) la spécialisation des organismes communautaires.

Voyons et analysons d'abord comment les intervenantes se représentent le contexte actuel.

## 1. LE DISCOURS D'AUSTÉRITÉ POUR LES INTERVENANTES

Avoir le point de vue des intervenantes sur le contexte politique et économique des organismes communautaires en déficience intellectuelle était pour nous primordial. En effet, ces personnes vivent directement le contexte au sein de leurs pratiques.

Nous verrons ici que l'austérité est vu comme un prétexte pour le désengagement de l'État, et que l'intervention communautaire est perçue de différentes façons selon les intervenantes. Lors des entrevues, nous avons demandé aux intervenantes ce qu'elles pensaient de l'austérité, et comment elles la définissaient.

En effet, comme nous l'avons vu précédemment, nous pensons que le contexte économique et politique influence les pratiques des organismes communautaires. Demander aux intervenantes comment elles se représentent l'austérité nous permet alors de voir comment elles s'approprient le contexte actuel, dans lequel s'ancrent leurs pratiques.

Dans la plupart des entrevues, les intervenantes abordent le contexte d'austérité avant même que nous leur demandions de le définir, ou de nous l'expliquer. Ainsi, nous pouvons souligner que ce contexte est bien présent, et marque l'esprit des intervenantes. Nous avons retenu ici les définitions que nous trouvions les plus significatives.

L'intervenante E2 apporte une vision technocratique de l'austérité et la définit de cette façon :

« Serrer la ceinture... Euh... C'est un gros mot qui ne veut pas dire grand-chose. [...] C'est l'absence de soutien, de reconnaissance... C'est donner beaucoup... Moi ça me fait peur un peu la grosse structure. C'est fait exprès pour qu'on ne soit pas capable d'aller chercher les ressources dont on a besoin. Parce que par où tu passes devant une grosse structure comme ça ? Puis même à l'intérieur des grosses structures comme ça, les gens ils savent même plus nécessairement où s'adresser. Ça aussi c'est difficile, je pense. Ce

n'est pas juste le communautaire, c'est toute la structure, toutes les instances. » (E2)

On remarque ici que l'intervenante E2 fait un lien entre l'austérité et « la grosse structure ». Nous pensons qu'il s'agit de la réforme de la santé et des services sociaux, ayant créé les CISSS dont elle parle. En effet, l'intervenante explique ici le flou créé par la complexité de cette structure de réseau de santé et de services sociaux.

Les intervenantes E3, E4 et E10, quant à elles, amènent une lecture autrement intéressante. Ce que nous comprenons de leurs propos est que l'austérité est une excuse, et qu'elle cache une politique de démantèlement de l'État social.

L'intervenante E3 fait un lien plus explicite entre l'austérité et le contexte économique et politique. Elle définit l'austérité comme ce qui suit :

« Le contexte sociopolitique et économique, je veux dire, si on le place d'un point de vue historique, les gens parlent d'austérité depuis Charest et puis tout ça, mais avant on a eu le déficit zéro, avant on a eu le néo-libéralisme plus officiel des années 90 donc on peut donner toutes sortes de termes. La réingénierie de l'État, à l'époque de Charest. C'est un peu toute la même logique : c'est de réduire le rôle de l'État, de privatiser et de tarifier le plus possible. Tu vois la Coalition Main rouge, opposée à la tarification, existe depuis une dizaine d'années, mais avant il y avait eu le Réseau Vigilance, avant dans les années 90 il y avait la Coalition pour la survie des programmes sociaux donc c'est toute dans la même logique. Les déficits zéro ça date des années 90. Au fédéral on l'a vu avec Paul Martin. Au provincial avec Lucien Bouchard. Donc c'est un peu la même logique et c'est toujours la même recette : c'est-à-dire de couper dans les services publics et les programmes sociaux, de réduire les impôts donc de réduire la capacité de l'État de fournir des services ou d'avoir des missions sociales, sous prétexte qu'on a plus les moyens, blabla. Tout ce discours-là. Ce qui fait que dans les faits, c'est toujours les mêmes personnes qui vont payer, c'est-à-dire les gens qui ont moins de services, les gens qui peuvent moins se défendre, qui ont moins

d'accès aux décideurs, par le lobbyisme ou autre chose, par le financement des partis politiques ou quoi que ce soit. Ce qui fait qu'on rentre dans la tête des gens que c'est normal de payer pour des trucs et qu'on a plus les moyens de se donner ça. Donc le contexte est là depuis... Fait que ce que Couillard a fait depuis 3 ans, ça a été plus rapide que d'autres périodes avec Charest ou avec Bouchard, mais le problème c'est que c'est la même logique. Puis c'est international aussi de toute façon, c'est dans l'Occident en général. Ça n'a pas été inventé ici. » (E3).

Ici, l'intervenante E3 contextualise le contexte d'austérité dans une vague présente depuis les années 1990 qui instaure la logique du déficit zéro, ce qui est plus tôt que la période identifiée au début de notre recherche. Selon elle, ce contexte est présent depuis le gouvernement Charest. Pour l'intervenante, l'austérité apporte une vision de diminution du rôle de l'État, au détriment des populations les plus vulnérables, dont font partie les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Elle explique que cette tendance est même généralisée dans le monde occidental en général, qui vit sous une logique néolibérale et capitaliste.

Dans le même sens que l'intervenante E3, l'intervenante E4 explique que l'austérité est une excuse que se donne les politiques. Et que les impacts des choix fait par les politiciens atteignent les personnes les plus vulnérables :

« L'austérité c'est comme une façon de nous faire croire qu'on est pauvre alors que tu fais des choix différents. Je pense que la clientèle qui vient ici, les gens qui viennent ici, ils sont tellement au bout de la chaîne. Ce n'est pas des gens qui vont s'en sortir, c'est pas des gens qui vont se mettre à être productifs. C'est des gens qui ont des situations globales, souvent ils ont des problèmes de santé. C'est vraiment la dernière affaire que le gouvernement a à se soucier. Il a beaucoup mieux à faire ailleurs fait que c'est normal, c'est plate, mais c'est normal que ce soit eux qui écopent. Il n'y a pas juste eux qui écopent, mais eux autres, on les laisse tomber. Je trouve que c'est un vrai symptôme de l'austérité et que l'austérité c'est un gros concept. Ça, c'est personnel [...], mais je pense que c'est une image, une fausse image. C'est un



gros mensonge. On est super riche comme société et on a plein, plein, plein, plein, plein de ressources. Le gouvernement rend les services tellement épouvantables qu'après ça, il va pouvoir juste les améliorer un petit peu et on va se dire : Ha! C'est une stratégie et il nous force à nous priver. » (E4)

Selon l'intervenante E4 l'austérité est un mensonge : le gouvernement en place ne priorise pas les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Les différentes coupures montrent le manque d'intérêt pour cette partie de la population. L'intervenante 10 explique que pour elle, l'austérité est une excuse, un choix que le Gouvernement fait :

« On veut reprendre des budgets pour les mettre ailleurs. Grosso modo c'est un petit peu ça. C'est un exercice de rentabilité. C'est un exercice de compression, mais ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas de richesse. Ce n'est pas vrai. C'est juste qu'elle est mal distribuée. C'est des compressions pour replacer les sous ailleurs. Pour moi, c'est une espèce de prétexte. Et l'austérité pour moi c'est une bombe à retardement. L'austérité, un jour, le monde, je rêve de ce jour, les gens marcheront dans la rue. Oui on a vu des gens marcher dans la rue, on a vu des étudiants marcher dans la rue, mais on n'y est pas encore. Je pense qu'à un moment donné, à force de... Je pense qu'il y aurait plus de gens qui vont se retrouver dans la rue. » (E10)

Pour elle également, l'austérité est un prétexte pour que l'État se dégage de sa responsabilité sociale.

#### Analyse :

Le contexte politique et économique, présenté dans notre cadre théorique, est une dimension grandement abordée par les intervenantes. En effet, nous voyons ici dans les différents témoignages, selon une lecture systémique tel que proposé par le processus de production du handicap, que le niveau macro, comprenant les lois et réformes, vient influencer les pratiques au niveau méso (organisme) et micro (vie de l'intervenant).

Dans un temps de crise, où l'argent a un poids de plus en plus important, car permettant de « survivre » pour la majorité des concitoyens, la question de la redistribution et de l'accompagnement des personnes les plus isolées pose question. Les personnes exclues de la norme, qui ne sont pas productives, se retrouvent donc exclues du système social, et souvent de la vie en société.

Les intervenantes voient dans le discours d'austérité un désengagement de l'État social de la responsabilité qu'il a envers les populations les plus vulnérables. En effet, l'État actuel se fait prendre au jeu du capitalisme, et devient lui-même un acteur du libéralisme économique. Ainsi, bien qu'il ait la capacité de légiférer et de faire évoluer les normes sociales et juridiques, l'État est acteur du jeu du capitalisme. En coupant dans des services primordiaux et supposés être gratuits, ce sont les populations les plus vulnérables qui sont touchées les premières, telles les personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs familles. Ceci les amène ainsi à vivre de l'exclusion sociale, c'est-à-dire une participation sociale tel que définie par Foucault dans notre cadre théorique, mais aussi par le processus de production du handicap. En s'appuyant sur notre schéma analytique (voir annexe 1), l'austérité agit comme obstacle à l'intervention communautaire (représenté par les pointillés dans le schéma). C'est-à-dire que l'austérité, par le biais du manque de financement notamment, affecte la gestion des organismes communautaires, et les amène à réorganiser leurs pratiques, comme nous le verrons d'ailleurs plus tard dans la section trois. Le contexte d'austérité fait que la reconnaissance des organismes communautaires est moindre, ceci amenant parfois à diminuer les espaces habilitants permettant aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle de prendre place au sein de la société. Ainsi, ceci peut augmenter la situation de handicap des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, rendant ainsi la participation sociale est plus difficile à atteindre.

Pour conclure notre partie sur l'austérité, nous pouvons dire que l'austérité est vue comme un faux discours pour certaines intervenantes. Il s'agit d'une excuse pour légitimer un retrait progressif de l'État des services rendus aux populations les plus vulnérables, dont les personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

L'intervention communautaire, en tant que pratique propre au milieu communautaire, est importante dans le sens où elle permet selon nous de faire évoluer les représentations sociales envers les personnes ayant une déficience intellectuelle mais aussi de faire avancer leurs droits. C'est pourquoi nous en parlerons dans la prochaine section.

## **2. L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE ET LE CONTEXTE D'AUSTÉRITÉ**

Lors de la réalisation du terrain, nous avons demandé aux intervenantes ce qu'elles entendaient par « pratiques d'intervention communautaire ». Nous avons ici décortiqué notre analyse en trois sous-sections : dans un premier temps nous voyons que les intervenantes rencontrées ont une vision de l'intervention communautaire où les personnes vivant avec une déficience intellectuelle ont un rôle central. Dans un second temps, nous notons que l'intervention communautaire au sein des organismes communautaires est délaissée au profit de la seule prestation de services. Et pour finir, nous soulignons que la place de la mobilisation sociale est de plus en plus restreinte, en raison notamment des services.

### **2.1. Définition de l'intervention communautaire : une intervention par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle**

L'un des objectifs de notre recherche était de proposer une définition de l'intervention communautaire par les intervenantes du milieu.

Les intervenantes E4, E1 et E10 expliquent que l'intervention communautaire se réalise par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. L'intervention communautaire place les personnes vivant avec une déficience intellectuelle au centre de leurs interventions.

Une des intervenantes, l'intervenante E4, nous rapporte que l'intervention communautaire permet de faire avancer positivement les représentations sociales des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Ce que nous comprenons de son propos est qu'il s'agit d'agir sur l'environnement social, et de déstigmatiser (Goffman, 1967) les personnes ayant une déficience intellectuelle. Ceci se réalise notamment en créant des liens, entre personnes « ordinaires » ou marginalisées appartenant à d'autres groupes, et personnes vivant avec une déficience intellectuelle au sein de la communauté :

« Fait que l'intervention communautaire, je pense que ce serait ça. Ce serait vraiment de pousser le plus possible pour que différents groupes se rencontrent et que la magie opère dans des choses que tu ne peux pas prévoir. [...] Au début, ça part de loin, c'est difficile, mais le lien se crée, sans que ça passe par des explications. Ça se passe juste dans le vécu. Et c'est la façon dont on pense que les personnes qui ont une déficience intellectuelle peuvent influencer le monde. Pas en expliquant ce que c'est, c'est quoi leur diagnostic, c'est quoi leurs différences. C'est juste en apprenant à les côtoyer que ça se passe ». (E4)

Ici, l'intervenante explique que ce n'est pas la finalité que de déstigmatiser les personnes, en apportant de l'information (de manière formelle ou académique). C'est en permettant aux personnes d'occuper les espaces sociaux, en participant socialement et en ayant une place au sein de la communauté que le changement s'opère : « Pas en expliquant ce que c'est, c'est quoi leur diagnostic, c'est quoi leurs différences. C'est juste en apprenant à les côtoyer que ça se passe ».

Dans la même lignée d'une vision d'intervention par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle, l'intervenante E1 explique que, dans les interventions communautaires :

« Le par et le pour est au centre. C'est là. [...] Les pratiques d'interventions communautaires se veulent... C'est créatif. C'est complémentaire. C'est malléable. Puis c'est vraiment du par et pour. Ça vise le par et pour. » (E1)

Ce que nous comprenons du propos de l'intervenante E1 est que l'intervention communautaire place les personnes vivant avec une déficience intellectuelle au centre de l'intervention. Elles peuvent être les actrices de changement, et sont également la visée du changement : on souhaite faire évoluer les représentations sociales de ces personnes en les faisant participer dans la sphère sociale.

L'intervenante E10 explique également que la place des personnes ayant une déficience intellectuelle est importante au sein des organismes, notamment dans la prise en compte de leurs besoins :

« Les pratiques d'intervention communautaire moi je dirais, en tout cas, de la façon dont je le vois et pourquoi je suis restée dans le communautaire, j'ai été appelée vers et je suis restée, c'est des pratiques qui sont beaucoup plus, je trouve, axées sur la personne et non pas nécessairement sur des objectifs de performance, de rentabilité et de tout ça. C'est beaucoup plus, ça tient beaucoup compte de la personne. » (E10).

L'intervenante E10 distingue ici des interventions centrées sur la personne à des interventions centrées sur la performance. Nous comprenons que pour elle il est important que les personnes se réalisent, se sentent bien dans le processus plutôt qu'elles ne soient jugées que par leur performance, que par des objectifs à atteindre.

Pourtant, nous verrons plus tard que la question de la performance est en train d'entrer progressivement au sein des organismes communautaires, voire même qu'elle y est déjà bien installée.

Ainsi, ce que nous comprenons du propos de ces trois intervenantes est que l'intervention communautaire dans le milieu communautaire est une intervention centrée sur les besoins des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, qui peut être réalisée par et pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Les personnes vivant avec une déficience intellectuelle sont alors des actrices de changement social, qui sont perçues pour leurs forces grâce à leur participation sociale

Seule l'une des intervenantes, l'intervenante E3, a une lecture plus académique de l'intervention communautaire. :

« Les fameuses 4 étapes de l'organisation communautaire que j'ai apprise, bon, au bacc., mais que tu peux reproduire à peu près dans n'importe quel contexte de défense de droits ou d'organisation communautaire. Donc, analyser la situation, après ça, faire un plan d'action, appliquer le plan d'action et évaluer après l'action. » (E3).

Ainsi, l'intervenante explique qu'elle l'applique dans le cadre de son travail :

« depuis que je suis plus dans l'organisation communautaire, c'est plus comme je te disais, de l'éducation populaire, l'*empowerment*, la mobilisation. Donc beaucoup informer les gens sur leurs droits, analyser le contexte sociopolitique aussi pour partir du contexte, aller vers les enjeux collectifs puis que les gens se retrouvent là-dedans et voient qu'il y a d'autres personnes avec qui...qui ont les mêmes problèmes qu'eux ou vivent la même situation. Ils peuvent s'organiser ensemble. » (E3).

L'intervenante explique également que le changement social est la visée de l'intervention communautaire. Mais aussi, tout le processus vers cet objectif de changement social est important : il permet aux personnes de mieux connaître leur environnement social (droits et autres) enfin d'en devenir acteur.

#### Analyse :

Nous pensions au départ que les intervenantes allaient avoir une vision similaire à celle que nous avons au départ, soit l'intervention communautaire telle que défini par Bourque (2012), comme étant une intervention visant un changement social. Cependant, lors de l'analyse des entrevues, nous nous sommes rendu compte que les intervenantes avaient des lectures distinctes de ce qu'est l'intervention communautaire.

Rappelons ici la définition que nous proposons au départ de notre projet pour les pratiques d'intervention communautaire.

« Les pratiques d'intervention communautaire permettent aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leurs alliés d'avoir accès à des espaces habilitants d'échanges, de soutien, d'éducation populaire et citoyenne permettant de diminuer la situation de handicap et de lutter contre celles de stigmatisation et d'exclusion en ayant pour visée la reconnaissance et la participation sociale. ».

Nous remarquons ici que pour les intervenantes, l'intervention communautaire est une intervention qui prend en considération la personne dans le processus de

l'intervention. Nous pouvons ici rapprocher ceci de l'approche sociocommunautaire de Bourque (2012) abordée dans le cadre théorique. En effet dans cette approche les interventions permettent aux personnes de prendre part au processus et de s'approprier leur pouvoir d'agir.

Dans les propos de l'intervenante E3 : « analyser la situation, après ça, faire un plan d'action, appliquer le plan d'action et évaluer après l'action » (E3), il est ici fait référence fait non seulement référence aux quatre étapes de l'intervention communautaire de Doucet et Favreau (1991) : « évaluer, voir, juger et agir ». Également, l'intervenante fait référence à l'approche sociocommunautaire (Bourque 2012) abordée précédemment mais aussi à l'action sociale (Bourque, 2012). En effet, l'intervenante parle de pratiques comme « l'éducation populaire, l'*empowerment*, la mobilisation » (E3), qui sont caractéristiques de l'action sociale. Bien qu'elles n'aient pas été observées dans ces entrevues, les autres approches de Bourque sont sans doutes également mise en œuvre au sein des organismes.

Également, en ayant une lecture systémique et interactionniste, ancrée dans le processus de production du handicap et en se référant à notre schéma analytique (annexe 1), on voit que l'intervention communautaire agit comme facilitatrice en créant des espaces habilitants pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Ceci leur permettant d'atteindre une certaine reconnaissance sociale, et d'atteindre une participation sociale. De telles interventions sont fondamentales : selon nous, c'est ici un changement de posture qui s'opère. La personne vivant avec une déficience intellectuelle passe de figurante à actrice de changement. En effet l'intervention communautaire, en libérant des espaces d'intégration, d'interaction et de normalisation, fait que les personnes avec une déficience intellectuelle sont reconnues dans un processus habilitant d'intersubjectivité (Ferrarese, 2009).

## **2.2. Le défi de l'intervention sociopolitique notamment avec l'austérité**

Bien que les organismes communautaires interrogés appartiennent tous à la catégorie « Loisirs, entraide et défense de droits », leurs missions et leurs activités diffèrent.



Dans une première partie, sur la définition de l'austérité, de ce chapitre, les intervenantes rapportent que les coupures viennent directement mettre sous pression l'action des organismes communautaires au détriment de leur capacité d'innovation et de mobilisation. Ici dans cette partie, nous verrons que l'intervention sociopolitique des organismes communautaires est difficile à mettre en œuvre dans ce contexte d'austérité qui favorise l'exclusion des personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Dans un premier temps nous verrons que se dessinent des organismes qui se spécialisent en intervention sociopolitique ; et dans un second temps nous observerons que d'autres adoptent des pratiques se rapprochant d'une neutralité politique et donc plus collaboratives.

### **2.2.1. *Des organismes de services et des organismes de défense de droits***

Nous avons pris le temps d'analyser cet extrait en particulier car il est pour nous très significatif et plante le décor. Comme nous l'avons vu dans la partie 1 de ce chapitre, les intervenantes rapportent que l'austérité vient directement influencer l'articulation des organismes communautaires. Ici, ce que nous allons voir dans le discours des intervenantes c'est que deux styles d'organismes communautaires apparaissent avec d'une part des organismes qui seraient plus dans la défense de droits, et d'autre part des organismes de services.

En effet, l'intervenante E3 explique qu'en raison du manque de services, les organismes communautaires sont plus sollicités :

« Puis le contexte est difficile parce que les gens se retournent de plus en plus vers les groupes communautaires parce qu'ils ont moins de services publics et les groupes communautaires, leur financement n'est pas augmenté. Leur mission n'est pas valorisée, la reconnaissance est plus ou moins la même s'il y a une politique depuis 2001, de reconnaissance des organismes communautaires plus officielle. Fait que on est pris parce que les groupes devraient faire plus de défense de droits ou de représentation politique ou de mobilisation parce qu'il y a des coupures. Et c'est les groupes communautaires qui, historiquement, ont fait les mobilisations et qui ont même inspiré beaucoup

de politiques sociales. Et en même temps on est obligé de faire plus de services parce qu'il y a plus de gens qui ont des besoins de base de pas remplis par les missions de l'État. C'est un contexte assez difficile. » (E3).

L'intervenante met l'accent sur l'importance du financement et de la reconnaissance des organismes communautaires, de l'influence des coupures sur les services proposés au sein des organismes communautaires. Selon elle, il serait primordial que les organismes fassent plus de défense de droits afin de revendiquer cette absence ou ce manque de financement, qui augmentent l'exclusion des personnes vivant avec une déficience intellectuelle et de leurs familles.

Cependant, elle souligne une situation complexe d'entre deux dans laquelle se retrouvent pris les organismes communautaires. En effet, les organismes communautaires devraient faire plus de défense de droits, mais puisqu'ils se centrent sur les besoins des membres de leurs organismes, et que les membres ont besoin de services de bases, les organismes se retrouvent tout de même à rendre des services. C'est ce que nous explique l'intervenante dans la citation suivante :

« Mais en même temps, le réflexe, pour moi, ce n'est pas de dire : Ben tant pis, on va faire plus de services et on n'a plus le temps de faire de la mobilisation. Pour moi le réflexe devrait être contraire : c'est qu'on devrait mettre plus de temps. Mais en même temps ça dépend. Les groupes marchent avec des membres donc c'est démocratique, donc c'est les membres qui décident. C'est sûr que l'idée c'est inciter... comme travailleuse communautaire, dans une logique de transformation sociale et de changement social, c'est inciter les gens à se mobiliser et à se mettre ensemble pour faire bouger les choses. Mais s'ils ne veulent pas, ils ne veulent pas c'est sûr. Fait que là il y a des groupes. Actuellement il y a deux tendances, qui ont toujours été là dans le communautaire : une tendance assez mobilisée qui est plus pour l'action et une tendance, de plus en plus, qui a lancé la serviette et qui va de plus en plus vers les services, vers les ententes de services avec l'État ou avec... Et là tu as les Fondations qui sont de plus en plus présentes : Centraide, etc. » (E3).

Ce que nous comprenons ici, c'est que ce contexte incite les organismes à rendre plus de services, ce qui leur laisse peu de temps pour réaliser leur mission de défense de droits. Nous pouvons émettre l'hypothèse que cette surcharge, ce *dumping* vers les organismes communautaires les amène à choisir entre une mission plus de service, ou une mission de défense de droits.

L'intervenante E3 explique également que son organisme est spécialisé en mobilisation et en défense de droits. Le rôle de son organisme va dépendre des besoins des autres organismes au niveau de la mobilisation :

« Un levier, rassembleur aussi pour aller chercher les groupes parce que les gens sont déjà en contact ou le sont au travers des regroupements. Mais les regroupements [...] n'ont pas nécessairement les capacités ou les ressources tout le temps pour... nous on est un peu spécialisés en mobilisation, entre guillemets. Donc les gens... souvent, nous on initie une campagne qui s'en vient, la campagne de plaintes collectives, mais les groupes souvent nous appellent pour nous dire : On a une campagne, voulez-vous nous appuyer, nous donner un coup de main, donner du temps, faire les communications, faire de la mob. Et tout ça. » (E3)

L'intervenante explique que les regroupements d'organismes n'ont pas la capacité financière et humaine de porter toute une mobilisation sociale à bout de bras et que la stratégie du regroupement devient donc, de partenariat, d'association avec les organismes membres. Son organisme va alors être présent pour faire de l'appui à la mobilisation sociale auprès des autres organismes.

« Donc c'est ce qu'on fait beaucoup, on sert beaucoup de... c'est qu'on applique le partenariat, si tu veux, au niveau des luttes. Puis on va fournir aussi du contenu, on va participer aux événements, etc. Fait que c'est un peu ça. Notre rôle est un peu différent selon les groupes et selon les enjeux, les campagnes. Des fois on va être dès le début dans la campagne, des fois on embarque en cours de route. Ça va dépendre. » (E3).

Cette intervenante explique ici qu'elle travaille en partenariat avec les autres organismes communautaires pour faire de la défense de droits.

Ce que nous comprenons ici est que l'intervenante E3 considère que son organisme est spécialisé en mobilisation et est présent comme levier auprès des autres organismes, qui eux ont moins de temps alloué à cette tâche.

Ce point de vue, dessinant deux tendances de positionnement stratégique de la part des organismes communautaires, est également souligné par l'intervenante E5. Tout comme pour le propos cité plus haut de l'intervenante E3, elle explique qu'il existe actuellement deux styles d'organismes communautaires : de services et de défense de droits :

« Il y a eu un choix qui a été fait de passer d'un organisme de parents, de regroupement de parents à un organisme qui dispose de... On ne se le cachera pas, nous on est un organisme qui offre des services dans le milieu de la déficience intellectuelle. Il y a des organismes qui défendent des droits et il y a des organismes qui offrent des services. Les deux ont un petit clash parce que ceux qui défendent les droits disent : Ben là vous, vous êtes le *cheap labor* du gouvernement. » (E5)

Ici l'intervenante explique l'évolution de la structure de son organisme qui est passé d'un organisme de parents, sous entendant de proximité avec les membres, à un organisme de services qui est plus grand, et donc moins proche de ses membres ce qui est d'ailleurs en contradiction avec ce qu'avance plus tard l'intervenante, qui se dit en contact constant avec ses membres. Selon elle, il existe deux styles d'organismes qui sont distincts : ceux qui rendent des services, et ceux qui sont dans la défense de droits. Pour elle, il s'agit d'un positionnement stratégique :

« Nous on a fait des choix, les organisations qui offrent des services ont fait le choix d'offrir des services parce qu'ils n'étaient pas présents dans le réseau. Puis on a aussi développé, grâce à ça, parce qu'on est sur le terrain, on a une expertise directe qui en ressort. Justement on est en contact constant avec nos membres. Je pense qu'on est mieux de faire de la défense de droits après,

parce qu'on est en contact direct avec nos familles et on les voit au quotidien dans des contextes différents. Pas qu'on est mieux que les organismes de défense de droits, mais on est aussi... » (E5)

Ici, l'intervenante E5 explique que pour elle il est important qu'ils en rendent le plus possible pour aider les familles. Selon elle, puisqu'ils sont en contact direct avec leurs membres, ils ont une certaine expertise pour bien accompagner les familles. Elle dit qu'ils ont choisi d'offrir des services car ceux-ci sont absents dans le réseau. Par contre elle n'abandonne pas l'objectif de la défense des droits, mais après l'alliance avec les gens à travers les services. Les services comme outil pour aller vers les gens, "on est en contact constant...", créer les alliances et ainsi "mieux faire de la défense de droit après" ... Cela ne constitue pas de nouvelles pratiques mais c'est intéressant.

On peut par contre se demander si les pratiques développées à travers le discours de l'austérité ne vont pas à la longue diminuer l'aspect de défense des droits, surtout la défense de droit devient un objectif secondaire.

#### Analyse :

On remarque ici dans les propos des intervenantes une tendance à ancrer deux styles d'organismes communautaires : des organismes de services et des organismes de défense de droits. Par les différents propos présentés dans cette sous-section, nous voyons que l'intervention communautaire, mettant en œuvre des pratiques de mobilisation et de défense de droits telles que présentées dans la section 2 sur l'intervention communautaire de notre chapitre 2 est actuellement affectée, ce que nous voyons d'ailleurs dans le point suivant. Ainsi nous comprenons que l'action sociale telle que définie par Bourque (2012), est délaissée au profit d'une seule prestation de services. Ce délaissement progressif de l'action sociale de la part de certains organismes communautaires amène à questionner l'autonomie des organismes, pris dans des contraintes financières et politiques importantes.

Cette dualité, ce « petit clash », avec deux styles d'organismes, nous amène plusieurs questionnements. Cependant, nous tenons à nuancer ce propos, en ajoutant une troisième catégorie : les organismes de services et de défense de droits. Car, en effet, certains organismes rencontrés réussissent à remplir ces deux missions conjointement.

Est-ce que cette stratégie de spécialisation qui se met en place par le bon vouloir des intervenantes (sur le terrain et gestionnaires), n'amène pas finalement les organismes à s'éloigner de leurs missions de bases, et à devenir le *cheap labor* du réseau de la santé et des services sociaux ? Est-ce que l'on peut encore parler d'autonomie des organismes communautaires ?

Concernant les organismes de défense de droits, est-ce qu'ils se retrouvent finalement seuls à porter les revendications qui pourtant sont collectives et concernent tous les organismes communautaires ?

Cette question de spécialisation des organismes, ou de regroupements entre eux semble prendre de l'acuité dans le milieu communautaire. Est-ce lié au discours d'austérité et des transformations mises de l'avant avec ce discours ?

Comme vu précédemment, certaines intervenantes semblent à l'aise avec cette manière de fonctionner s'enlignant vers une spécialisation, alors que d'autres avancent que la défense de droits doit être la priorité. On remarque alors un clivage des représentations des rôles des organismes communautaires de la part des intervenantes du milieu communautaires.

En effet, avec la diminution de services de la part du réseau, et le fait que les familles soient de plus en plus dirigées vers le milieu communautaire, les organismes reçoivent de plus en plus de demandes des familles, et particulièrement des demandes de services qu'ils ne reçoivent pas de la part du réseau. Ainsi, il est certain que les organismes, basés sur les besoins des membres, ont tendance à rendre plus de services, afin de répondre aux besoins. L'aspect de mobilisation est souvent mis de côté, au profit des services qui ont des impacts plus directs, dans une logique de court terme, pour les familles.

### **2.2.2. *Entre stratégie de neutralité politique et collaboration***

Revenons ici aux propos des intervenantes. Au moment où nous menions nos entrevues, certaines intervenantes rencontrées font part de la difficulté de positionnement politique de leur organisme communautaire, concernant les décisions prises par le gouvernement libéral en place. En effet, vu que les organismes ont un financement qui dépend des partis politiques au pouvoir, prendre une position politique contre un parti peut jouer en défaveur pour l'organisme communautaire et pour ses financements ultérieurs.

C'est pourquoi les conseils d'administration de certains organismes communautaires décident de jouer le jeu de la « neutralité politique ».

L'intervenante E1 explique que son organisme mise sur une stratégie apolitique, dans le sens d'une politique non-partisane, c'est-à-dire que son organisme évite de critiquer nommément le parti au pouvoir. Peut-être que ce choix vient d'une volonté de travailler en collaboration (vs approche conflictuelle) avec le milieu public. Au début c'était confrontant pour l'intervenante :

« L'organisme fait très attention pour ne pas avoir d'implication politique. Parce qu'on se veut apolitique. Autant que pendant longtemps ça m'a gossé. Mais je le comprends. Puis c'est une stratégie qui n'est pas mauvaise. Parce que les partis vont changer. » (E1)

Selon l'intervenante, son organisme se veut apolitique. Nous comprenons ceci dans le sens d'une politique non-partisane qui soutiendrait des partis politiques. Elle rapporte que l'organisme dans lequel elle travaille veut avoir de bons liens avec les différentes instances institutionnelles.

L'intervenante explique l'importance d'entretenir des bons rapports avec les instances de pouvoir :

« Puis il faut faire attention pour avoir un bon positionnement au niveau du Ministère, la reconnaissance, etc. Pis, ce n'est pas nécessairement... Je pense que l'organisme a comme stratégie que ce n'est pas en étant en, justement en rapport de force ou en confrontation que tu vas y arriver. » (E1)

Ce que nous comprenons ici, est qu'elle propose de travailler plus dans une perspective de collaboration avec les pouvoirs, que dans une perspective de confrontation et, pour ce, d'éviter de se joindre à des revendications collectives pouvant être perçues comme visant le parti politique au pouvoir.

« Personnellement, c'est sûr qu'à un moment donné, tsé, il y a des choses qu'il faut qui se fasse entendre. Fait que c'est important pour moi d'être dans la rue et d'être mobilisée avec d'autres organismes. Parce que plus on est de voix, mieux c'est. Parce que ça va être plus... Ça ne va pas être la vision de l'organisme. Puis quand il y a des manifestations, ce n'est pas vrai qu'ils sont apolitiques. La réalité là, c'est qu'il y a toujours une perception qui va être associée contre un parti politique. Puis être contre, tsé, même si tu ne dis pas que t'es pour ou quoi, c'est une position politique. Puis ça ben... L'organisme ne veut pas aller là. Par contre, quand il y a eu des modifications au règlement de l'aide sociale, par rapport aux nombres de jours que tu peux voyager à l'extérieur de la province, là on a accompagné les familles que ça touchait, on est allé voir qui ça touchait... On a fait un appel par rapport à ça, on a fait des lettres d'appui et on a écrit au Ministère. Tsé, ça, pour expliquer que la situation n'avait pas de sens, et qu'est-ce que ça avait comme impact. Mais pas... Ce n'est pas une position qu'on est contre ce que vous faites. Ça n'a pas de sens. Fait que c'est plus dans le travailler avec, dans le fond. De tenter de travailler avec, que de tenter de travailler en confrontation. Ça puis, je pense que c'est apprécié du Gou... des différents partis politiques. Et ça garde une neutralité » (E1).

Au contraire de E1, E2 voit la pratique comme importante, bien que son organisme ne soit pas politisé. L'intervenante distingue sa position personnelle de celle de



l'organisme. Elle croit en la mobilisation politique et trouve que cela est nécessaire. Elle croit en la force du groupe.

Elle distingue l'action politique pour les membres afin de défendre leurs droits, et l'action politique partisane en tant qu'organisme ou intervenante, c'est-à-dire de prendre position publiquement pour ou contre un parti politique.

L'absence de politisation au sein de l'organisme limite ainsi le pouvoir qu'a l'organisme dans la défense de droits de ses membres, qui pourtant vivent des situations difficiles et complexes, comme elle l'explique au début de l'entrevue.

L'intervenante E2 explique également que l'organisme ne prend pas de position, et donc qu'elle ne peut pas revendiquer au nom de son organisme. Également, elle explique qu'elle ne fait pas d'éducation populaire auprès des membres, qui vivent pourtant des situations de discriminations (coupures de services, rémunération du travail quasiment absente...) en raison de leur déficience intellectuelle :

« Moi je pense qu'il faut faire de plus en plus de pression auprès des ministres. On n'est trop pas entendus là. Puis c'est très dangereux présentement que toutes les subventions qui sont remis aux personnes autistes, parce que nous on n'a pas de voix. On n'est pas entendus supposément. Fait qu'il faut aussi revendiquer. Il ne faut plus se taire. Il ne faut pas perdre ce qu'on a acquis les dernières années. C'est dangereux. On est dans une période critique présentement, où souvent les familles sont tellement fatiguées et épuisées qu'ils ne veulent même plus avoir de voie. Parce que c'est exigeant. Alors nous, en tant qu'association, je pense qu'on... Mais nous [à l'organisme], on n'est pas politisé. C'est ça qui arrive, on est comme un peu limité dans nos pouvoirs de pouvoir revendiquer, du par notre passé, je crois. On est un organisme qui était plus anglophone au début... Alors on ne veut pas non plus. On est très très froids. Dans la défense des droits, c'est très difficile. On n'est pas politiquement engagés. Fait qu'en tant qu'employé, si on va dans des manifestations, faut que ce soit à titre personnel et non à titre de [l'organisme]. Et on ne peut pas encourager nos membres aussi. Faut que ce soit eux-

mêmes qui y aillent, sans les encourager à quoi que ce soit. Parce qu'on veut qu'ils aient leurs propres pensées, et des fois c'est la vulnérabilité aussi qui compte. C'est délicat. Autant, moi je pense que [l'organisme] c'est important qu'elle puisse avoir une voie bientôt, qu'elle s'embarque dans le mouvement. Oui. » (E2)

Ce que nous comprenons des propos de l'intervenante E2 est que son organisme ne prend plus de position politique. L'intervenante trouve cette situation dangereuse. Pour elle la mobilisation politique semble importante.

Cependant, les problèmes sociaux possèdent une dimension politique, et c'est dans la mission d'un organisme de rechercher à faire avancer le pouvoir politique de ses membres, obtenir de meilleures politiques, de meilleurs droits, de lutter contre la discrimination, etc.

L'intervenante 3 souligne pour sa part de la divergence des points de vue des intervenants du milieu communautaire, concernant le positionnement politique. Ceci est complexe pour arriver à un positionnement commun :

« Dans le milieu, moi j'entends, des fois on fait des réunions ici, on est une vingtaine de groupes et puis il y a des groupes qui vont dire des fois : « Ah, ben. Tsé la dernière lettre ouverte que [le mouvement PHAS] (mouvement des personnes handicapées pour l'accès aux services) a sortie, elle était un peu trop dénonciatrice. On s'est fait reprocher ça dans une réunion avec le CIUSSS et... » Tu as des dynamiques comme ça aussi. Les autres répondent : « Ben là, on a le droit de dire ce qu'on veut, on est en démocratie à ce qu'on sache. Il y a des problèmes qu'on identifie et ce n'est pas juste dans le vide. » Il y a des groupes qui ne veulent pas... C'est des choix qu'ils font, soit conscients, soit inconscients, soit que ça vient du CA, de l'Assemblée générale, des membres ou des travailleurs. C'est difficile à dire des fois. C'est très mouvant! Il y a des groupes qui étaient plus militants avant et qui le sont moins, d'autres qui ne l'étaient pas et qui le sont plus. Ça change selon qui est là. Nous ici, c'est drôle parce qu'il y a des groupes qui des fois, on les voit pendant 2 ans,

ils disparaissent, ils reviennent 1 an plus tard. Et vice versa. Ça dépend vraiment des orientations qu'ils prennent. » (E3).

L'intervenante E3 parle de prise de risque en se positionnant politiquement. L'intervenant explique ci-dessous que son organisme a décidé, par son influence et celui de son collègue, de mettre plus l'emphasis sur la mobilisation politique, qui était dans le mandat de base de son organisme. Selon lui, il est important de se positionner politiquement et de prendre des risques :

« On a mis plus l'argent sur les mobilisations. Ça a évolué aussi, mais c'était dans notre mandat depuis le début donc ce n'était pas un problème ni avec les partenaires du milieu ni avec Centraide. C'est sûr que ça, ça va. Mais en même temps l'élastique, il faut que tu l'étires. Si tu as toujours peur qu'il te pète dès que tu fais quelque chose ben tu ne feras jamais rien. Après ça, tout est dynamique. Si mettons tu te fais dire indirectement ou directement que ça tu es allé trop loin, ça peut te servir justement à aller plus loin ou ça peut te servir à voir : Bon comment on peut s'arranger. Si tu as toujours peur... Il y a des groupes qui ne prennent tellement pas beaucoup position. Tu organises une conférence de presse, tu ne veux pas qu'ils soient en avant, tu veux qu'ils soient dans la classe et ils ne viennent même pas dans la salle, au cas où ils seraient associés à une conférence de presse qui dénonce, par exemple, qu'il n'y pas assez de ressources résidentielles. » (E3).

#### Analyse :

Ce que nous comprenons ici est que les organismes ont peur des répercussions sur leur financement. Nous pouvons nous demander si les organismes communautaires, avec les réformes et les discours d'austérité, ne vont pas diminuer leur implication politique. Ainsi, certains ne remplissent pas leur mission de base de défense de droits, qui est pourtant un des volets fondamentaux pour faire avancer les droits des personnes vivant avec une déficience intellectuelle afin notamment qu'elles aient

accès aux services offerts par le réseau de la santé et services sociaux dont elles ont droit.

En raison du financement qui se fait de plus en plus rare, et des nouvelles formes de financement comme les appels de projets, les levées de fonds et les dons, prendre une position politique pour défendre les intérêts des membres devient complexe pour les organismes communautaires. En effet, certaines intervenantes rapportent qu'elles ont de la difficulté à se positionner politiquement et parlent même d'apolitisation de leurs organismes. Pourtant, la défense des droits pour la résolution des problèmes sociaux nécessite une prise de position politique. Cependant, certains choisissent de faire profil bas, et de donner la responsabilité de la défense de droits aux autres organismes. Dans le discours de E1, on remarque qu'elle s'ancre plus dans une logique collaborative que de confrontation. Ainsi, on peut faire référence ici à l'approche de Bourque (2012) présentée dans notre cadre théorique.

D'où l'importance qu'il y ait des lieux de mobilisations qui restent constants, comme le mouvement PHAS ou le Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (CRADI). Cependant, il est très difficile, et impossible pour ces groupes de faire de la mobilisation seuls, il est donc important que les organismes individuels gardent également une partie de mobilisation.

#### Une intervention communautaire de participation sociale, mais où l'austérité rend encore plus difficile l'avancement des droits :

Pour conclure cette section 2, nous pouvons dire que l'intervention communautaire met les personnes vivant avec une déficience intellectuelle au cœur des interventions afin de les déstigmatiser et de mettre en avant leurs capacités. Également, cela leur permet de devenir des acteurs de changement au sein de la société.

Cependant, actuellement les pratiques d'interventions communautaires rencontrent de nombreuses contraintes. En effet, nous retenons qu'en raison du contexte

d'austérité l'intervention communautaire, sous sa forme d'action sociale et de mobilisation politique est délaissée au profit de services similaires à ceux étant initialement rendus au sein des organismes communautaires. Le manque de financement est souligné par les intervenantes et vient influencer les orientations des organismes. Se dresse alors un clivage amenant le dessin de deux styles d'organisations communautaires : certains se centrent plus sur les services et d'autres sur la défense de droits et la mobilisation.

Ce que nous voulons montrer dans la prochaine partie est que les pratiques d'intervention communautaire sont actuellement affectées par l'austérité.

### **3. LE REGROUPEMENT (PARTENARIAT) DES ORGANISMES OU LEUR MISE EN CONCURRENCE ?**

Nous avons vu dans notre cadre théorique que le financement des organismes communautaires en un enjeu de taille. L'hypothèse que nous amenons ici est que les bailleurs de fonds (tant du secteur public que du secteur privé) peuvent exercer une pression venant influencer les pratiques des organismes communautaires.

Nous verrons notamment ici plusieurs points, notamment que les organismes communautaires ont tendance à se regrouper selon les activités qu'ils délivrent, mais aussi que les appels d'offres et les ententes de services peuvent influencer ce regroupement. Pour finir, nous verrons qu'en raison de la diminution du financement, les organismes créent de nouvelles formes de financement, telles des levées de fonds. Les parties de cette section étant succinctes, nous proposons ici une analyse finale, comme nous l'avons fait dans la première section d'analyse.

#### **3.1. S'allier : entre une logique de diminution des dépenses et de partage des connaissances ?**

L'intervenante E1 explique que les partenariats entre organismes sont importants, car ils permettent de ne pas se dupliquer, mais aussi d'être efficaces :

« Moi c'est mon dada aussi les partenariats. [...] Mettons, je tombe enceinte. Mettons. Puis que là il faut que je parte vite tsé. Il faut réfléchir à comment ne pas être tout seul puis en fait, ben aussi, il y a une grosse offre de conférences, une grosse offre d'activités, et finalement il y a des choses qui se ressemblent beaucoup. Puis un moment donné, ben faut essayer de se démarquer. Il y a deux façons de se démarquer : de faire différemment ou de se regrouper. Pour que finalement on soit l'unique. Puis pour les bailleurs de fonds aussi c'est important, on ne se le cachera pas. Puis moi, je ne suis pas contre ça du tout, de cette idée de... de faire justement des partenariats pour ne pas se dédoubler là. Ce n'est pas une perte de temps puis l'efficacité ce n'est pas

négatif en soi là. Fait que c'est un peu pour ça, que ça fait partie de ma façon de travailler. » (E1)

Ce que nous comprenons des propos de l'intervenante E1, est que les partenariats permettent non seulement de se démarquer des autres organismes, pour mieux paraître devant les bailleurs de fonds. Mais aussi, elle explique que ce genre de pratique permet d'être plus efficace. On remarque ici la volonté d'efficacité au sein de l'organisme.

L'intervenante E5 explique également, tout comme l'intervenante E1, que les bailleurs de fonds exercent une pression pour que les organismes aient des pratiques partenariales.:

« C'est parce qu'il faut être là dans le milieu parce que si on fait juste notre, c'est beaucoup donner des services, mais si on fait juste ça, on ne sera pas reconnu dans le milieu et les subventions... Centraide comment c'est important. Ce n'est pas la vision, c'est notre crédibilité... En tout cas lors de notre dernière planification stratégique, ça faisait partie de nos objectifs. Il fallait aller dans le milieu, il fallait travailler avec les partenaires. On a l'expertise, il faut en faire partager et en faire bénéficier les autres. » (E5)

L'intervenante E5 explique ici que travailler avec les partenaires est central pour son organisme, dans une logique de partage de leur expertise et des connaissances qu'ils ont sur certains sujets. Ainsi, ce que nous comprenons est que ce genre de pratique permet aux organismes d'être plus reconnus pour le financement, mais aussi d'agir dans une logique de partage des savoirs.

L'intervenante E2 évoque le fait que les organismes s'associent les uns avec les autres parce qu'ils ont activement à se mettre en lien pour mener des activités en commun, et en ce sens de ne pas s'isoler par peur de perdre du financement.

« C'est partout. C'est partout effectivement. Et ce qui va être important, ça va être s'associer [...] Les organismes ensemble c'est important, c'est essentiel. On fait des projets de collaboration comme formation. On fait des projets

comme [des sorties familiales], on est allés ensemble avec [un autre organisme]. De s'allier. De s'allier au lieu de créer des... parce qu'on a tellement peur de perdre les mêmes subventions, que des fois on s'isole chacun de notre côté. Mais la philosophie faut qu'elle change. Dans le communautaire on est rendu là. On ne peut plus faire nos petites affaires chacun de notre côté. » (E2)

Ce que nous comprenons ici est qu'une dynamique de collaboration s'instaure entre les organismes. Les organismes sont alors solidaires les uns envers les autres, et s'allient pour obtenir du financement. Nous pouvons identifier ceci comme une nouvelle stratégie de financement.

### **3.2. Appels d'offres, ententes de services ou *cheap labor* ?**

L'intervenante E4 aborde ici la mise en concurrence et la sous-traitance, par la présence d'appels d'offres. Elle explique comment progressivement une activité qui était financée par le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDI-TED) s'est transformée en financement par le biais du PSOC :

« Pour moi au départ, ce n'était vraiment pas de la sous-traitance. Avec le recul, je pense que oui. Dernièrement notre entente de services a passé au PSOC. C'est drôle parce que j'avais l'impression que c'était une grande victoire, d'une bataille qui dure depuis plusieurs années, mais en fait ce n'est pas une victoire pantoute. C'est parce que sinon, il fallait qu'ils passent en appel d'offres. J'ai appelé [une collègue] et je lui ai dit : « Heille, c'est malade! On a réussi, ça a passé au PSOC. » Pis là elle était là : « Ben oui, la belle nouvelle! » Et je sentais dans sa voix qu'il y avait quelque chose et en grattant un peu et en comprenant, ils n'avaient pas le choix. Ils étaient obligés parce que s'ils continuaient à faire des versements, le CRDI-TED verse à un organisme communautaire, par mois, tu es obligé d'aller en appel d'offres. [...] Et le plus compétent, concurrent, tout ce que tu voudras [...]. C'est la nouvelle



affaire. Quand ils vont avoir besoin de services, ils vont faire des appels d'offres. » (E4).

L'intervenante explique ici l'évolution du financement qu'elle reçoit : l'intervenante explique que, selon elle, il s'agit d'une mise en concurrence des organismes. Est-ce que dorénavant les organismes communautaires ne pourront pas compter sur la reconduite automatique de leurs ententes de services car les établissements devront aller en appel d'offre ?

On comprend ici que les appels d'offres sont de plus en plus présents dans le milieu. Cela semble être une nouvelle pratique à laquelle sont soumis les organismes communautaires, qui met en compétitivité les organismes. En effet, on comprend ici que les financements de la part du milieu public sont tout d'abord complexes à obtenir, mais dépendent aussi de logiques de compétitivité qui dépassent les intervenantes.

### **3.3. Les levées de fonds pour se financer**

L'intervenante E2 parle de la difficulté de la situation financière de son organisme en raison du contexte organisationnel, mais aussi de l'austérité. Également elle explique que les sources de financement ne sont pas pérennes : elles sont basées principalement sur des événements de financement, qui ont lieu chaque année, mais qui demandent un grand investissement de temps :

« Parce que financièrement on n'a pas des surplus. Et il faut aller chercher de nouvelles sources de financement. Ce qui nous fait vivre beaucoup c'est [nos événements de financement]. Ça nous donne beaucoup d'argent et ça fait qu'on est solide. Mais ça, ce n'est pas acquis non plus, alors il faut aller chercher d'autres personnes [...], et d'aller chercher des partenaires financiers. » (E2)

On comprend ici que la recherche de financement est centrale dans les activités des intervenantes.

De plus, l'intervenante E5 explique que la réorganisation des services a eu des incidences sur les ententes de services, et qu'ils ont dû se battre pour les conserver :

« C'est stable je dirais. C'est sûr qu'on a travaillé fort parce qu'il y a eu la réorganisation des centres de réadaptation vers les CIUSSS et tout ça. Ils ont essayé de délaissé les ententes de services, on a travaillé fort pour les faire reconnaître. Puis c'est sûr qu'il n'y a pas d'indexation nécessairement non plus. Ce que je vois depuis des années, ce qu'on a augmenté chez nous c'est vraiment le don. On a mis en place une collecte de fonds qui est d'envergure. [...] Mais sinon du côté des bailleurs de fonds, ça reste qu'il y a eu des coupures chez Centraide parce que les donateurs sont un peu moins présents aussi. Ils veulent vraiment savoir à qui va l'argent. On a eu des subventions pour certains projets qui avaient un début et qui avaient une fin, ce qu'on ne faisait pas nécessairement au préalable. Mais sinon ça reste stable. » (E5)

Ce que nous comprenons ici est que le financement a beaucoup d'importance, et que diverses stratégies sont adoptées au sein de l'organisme, comme des collectes de fonds, ou inciter les membres à faire des dons. On voit aussi ici que le financement par projet crée ce manque de stabilité. Aussi, l'intervenante souligne que les donateurs veulent savoir comment l'argent est dépenser, ce qui amène les organismes à devoir de plus en plus justifier leurs dépenses par projets et la manière dont ils réalisent leurs activités dans ces projets.

Cependant, l'intervenante amène que le financement au sein de son organisme est stable, si ce n'est des redditions de comptes par projets inscrits dans le temps.

### Analyse :

Nous voyons ici que les bailleurs de fonds incitent fortement les organismes à se regrouper pour proposer des activités ou des services. Bien que l'idée d'avoir de telles pratiques soit intéressante, dans la mesure où elles permettent de partager des connaissances, mais aussi des ressources humaines et financières, certaines

intervenantes ont la sensation de se faire imposer un style de pratique. Est-ce que cela va en continuité avec l'influence de la nouvelle gestion publique qui vient apporter une logique de rationalisation des dépenses ? En effet, on remarque que les intervenantes sont soucieuses de mesurer leurs pratiques et de pouvoir rendre des comptes.

Du côté des appels d'offres, on remarque qu'une mise en compétitivité des organismes s'installe entre les organismes communautaires. C'est pourquoi se regrouper entre organismes devient intéressant, pour permettre de partager les ressources disponibles et transcender cette mise en concurrence. Mais les transferts de responsabilités progressives vers les organismes communautaires, pour des activités qui étaient auparavant rendues au sein des CRDI-TED, amène à se questionner : les organismes communautaires deviennent-ils du *cheap labor* ? C'est-à-dire des organismes qui rendent les mêmes services mais à moindre coûts ? Ceci vient remettre en question l'autonomie des organismes communautaires, car en ayant un manque de financement, leur marge d'autonomie pour trouver du financement est de plus en plus restreinte. Et le fait que les membres de leurs organismes ne reçoivent pas de services de la part du réseau public les amène également à se tourner vers la délivrance de services, ceci les amenant à rendre des comptes et à rationaliser leurs pratiques.

Pour résister à cette pression, mais aussi pour limiter les dépenses sous l'influence des bailleurs de fonds, certains organismes se regroupent entre eux pour limiter les dépenses, mais aussi pour obtenir du financement. Également, pour essayer de dépasser ce manque de financement, des organismes mettent en place des événements de levées de fonds, et se tournent vers les dons. Cependant, cette pratique amène également une instabilité, car elle finance des projets à court terme, et les donateurs veulent savoir où vont leur argent. L'autonomie des organismes communautaires est-elle alors sur la sellette ?

#### **4. VERS LA RATIONALISATION DES PRATIQUES ?**

Notre cadre théorique montrait déjà que le contexte d'austérité a de grandes influences sur les pratiques des intervenants du milieu communautaire, tant au niveau des pratiques d'intervention que celles gestionnaires. Nous verrons dans cette section, à travers les différentes entrevues, des similarités se retrouvaient quant aux impacts de l'austérité sur les pratiques des intervenantes.

Il faut voir que les questions d'équité et de gouvernance que nous abordons dans cette analyse seront reliées à l'austérité et non pas à la NGP comme nous le pensions au départ de notre recherche. Dans les parties ci-dessous, on remarque une évolution : dans un premier temps, les intervenantes expliquent qu'il y a plus de formalisme au sein de leurs pratiques afin de les baliser. Dans un second temps, nous voyons que les postes des intervenantes évoluent, et que les pratiques changent. Et pour finir, dans un troisième temps, nous voyons que le développement et la créativité sont affectés.

##### **4.1. Un formalisme accru : le passage du « sac à dos » à « la mallette »**

Nous disions plus haut que les organismes communautaires sont emmenés à recevoir de plus en plus de demandes, et donc à devoir organiser de plus en plus d'activités ou de services au sein de leurs organismes. Nous allons donc voir maintenant comment les intervenantes se positionnent dans cette augmentation des demandes.

Dans plusieurs entrevues, les intervenantes expliquent qu'il y a de plus en plus de protocoles au sein de leurs organismes.

L'intervenante E1 porte un regard critique sur la situation et parle de l'uniformisation des pratiques au sein de son organisation. Selon elle, la formalisation de la pratique par la présence de protocoles et de documents guidant la pratique amène à standardiser leurs pratiques. Cependant, toujours selon l'intervenante E1, ceci permet à l'équipe de travail de baliser leurs pratiques, de délimiter pour mieux connaître leur champ d'intervention :

« Fait que si tu n'as pas les moyens financiers pour avoir... pour pouvoir répondre aux besoins d'un membre, ben tu vas dire, ben non on fera pas ça. Puis tu vas aller, là je constate qu'il y a de plus en plus de procédures. De plus en plus... Ben ça c'est des réponses à l'impuissance tsé. Puis l'impuissance ben elle vient aussi du fait qu'on manque de moyens [...], c'est tout interrelié. Je pense. [...] Mais en même temps c'est positif dans certains cas, car il faut baliser, il faut se mettre des limites puis tout ça. Sauf que... mais... ça ne peut pas être une réponse une procédure. Parce que ça amène une rigidité. Mais ça, c'est pour se protéger [...]. Pour se protéger des responsabilités, de notre imputabilité, de notre santé mentale, de notre capacité d'intervention, de nos réflexes de protection. C'est tout ça à l'intérieur de ça là. » (E1)

L'intervenante fait ici un lien entre l'austérité, qu'elle nomme par le manque de financement, donc le manque de moyens de l'organisme, et l'accroissement des procédures. Selon elle, cette rigidité est une façon de se protéger de leur responsabilité vis-à-vis de leurs membres. C'est comme si les procédures augmentaient pour pallier le manque de ressources et, voire, comme on le verra plus loin, justifier ces coupures de services auprès des membres.

L'intervenante E1 fait part également de sa peur de glisser vers des pratiques plus rigides comme dans le réseau, et pense qu'il faut garder une flexibilité dans les pratiques :

« On est-tu obligé de tout noter dans notre base de fichiers ? Parce que si on commence à faire ça, il n'y aura plus de fin. On va être un CLSC. Il y a comme un équilibre, à cause qu'on est un organisme communautaire, il y a comme un équilibre de flexibilité qu'on doit conserver, et se battre un peu pour. » (E1)

Pour E1 les pratiques du communautaire n'ont pas à être celles du réseau. Elle définit l'intervention des organismes communautaires comme se devant être flexible, « la flexibilité qu'on doit conserver », au point même de lutter, « se battre », pour conserver ces traits essentiels qui caractérisent le milieu communautaire. Cette flexibilité sur

laquelle insiste E1 est importante. Elle est l'essence même du communautaire, pourrions-nous dire, afin de ne pas tomber dans de la bureaucratisation.

L'intervenante E4 évoque elle un style nouveau du milieu qui se veut à l'image de « super professionnel », plus éloigné des membres usagers, des parents associés à l'organisme. En effet, ce que nous comprenons ici est que le niveau d'études augmente d'année en année. Elle souligne même la présence de plus de personnes non directement concernées par la problématique, alors qu'avant il s'agissait de parents :

« Ha oui, un autre des trucs qui, ça, c'est en parallèle, oublié, mais la professionnalisation des organismes communautaires. [...] Ça aussi je l'ai vu. Je me rappelle que quand je suis arrivée, je ne venais pas de parent. Je t'ai raconté l'Histoire de [tel organisme]. Les gens [dans tel organisme] me disaient : mais tu es qui toi? La petite intervenante qui arrive... qui est jeune. Je ne fittais vraiment pas dans le décor. Je riais. Et maintenant je ris parce que pour vrai, les organismes communautaires, le profil a changé. Toutes les directrices ou les directeurs sont super *cutes*, super professionnels. Maintenant... [...] les gens se promènent avec des mallettes. On n'avait jamais vu ça. Tout le monde avait des sacs à dos avant. Il y a comme quelque chose qui a changé puis dans les missions et dans les façons de travailler aussi. »  
(E4).

Pour cette intervenante le profil des travailleurs du milieu communautaire a changé. Le passage du « sac à dos » à la « mallette » n'est pas qu'esthétique. Il témoigne d'un changement « dans les missions et dans les façons de travailler aussi ».

L'intervenante E5, elle, ne partage pas le côté critique de E4. Elle parle de professionnalisation des pratiques et d'une façon plus éthique de travailler.

« Les organismes communautaires, ça a débuté par des parents qui ont fondé ça, qui s'entraidaient entre eux. C'est correct quand on a 30 familles membres

et qu'on se connaît tous et on peut aller garder chez un et garder chez l'autre, mais quand tu as 450 familles, tu es obligé d'avoir une façon éthique de travailler. C'est vraiment d'être juste et transparent avec tout le monde, ça on l'a beaucoup amélioré au cours des années » (E5)

Elle ajoute aussi, toujours dans le même sens, c'est-à-dire de pratiques plus professionnelles et éthiques, et ce dans un contexte de croissance exponentielle de personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme, que :

« On s'est beaucoup professionnalisé. On a été chercher beaucoup de formations. On a aussi adopté une façon de faire qui est en corrélation avec le CPI, la sollicitude, bien-être, protection, sécurité. C'est une façon de faire pour tous. [...] On a aussi adopté une éthique de travail, on a été chercher beaucoup d'informations sur les personnes autistes que l'on reçoit et qui sont en plus grand nombre, en croissance. C'est exponentiel. [...] On a vraiment été plus dans la professionnalisation des interventions auprès de nos personnes. » (E5)

L'intervenante E5 explique aussi ailleurs, bien que ces démarches sont positives pour les intervenantes, bien qu'on y perde l'esprit familial de base de l'organisme : « ça enlève un peu l'esprit familial. [...] Ça a changé. Ils ont trouvé qu'on est devenu plus comme une grosse business » (E5), ajoutera-t-elle à un moment.

E5 lie également cette professionnalisation des pratiques dans son organisme à l'apparition de nouvelles contraintes institutionnelles s'exerçant sur le milieu communautaire:

« il y a un changement depuis quelques années, on sent que ça s'est beaucoup professionnalisé. On a beaucoup de contraintes : la loi 90, le CIUSSS, les pratiques réservées. Je dirais que nous, on essaie d'axer sur la personne, sur les besoins réels des familles. On adapte à chaque personne, ce n'est vraiment pas unilatéral. Je pense qu'on est plus humanisé qu'un centre de réadaptation. De plus en plus on se professionnalise, on va chercher des formations, des attestations, des façons de faire des conventions, une méthode à suivre. » (E5).

En parlant de professionnalisation, l'intervenante E5 y nomme des politiques telles la loi 90 (modifiant le code des professionnels et d'autres dispositions législatives du domaine de la santé), la réforme sur la santé et les services sociaux, ainsi que les actes réservés. Toutefois, elle différencie les pratiques de son organisme de celles du réseau public, « des pratiques plus humanisées » qu'un centre de réadaptation, par exemple.

En lien avec la croissance de la demande de services, l'intervenante E5 insiste sur les valeurs éthiques accrues d'équité et de transparence qu'a développé son organisme.

« Ça devient transparent, donc il y a une équité envers chacun des membres. Ce n'est pas parce que je connais telle famille et que je sais qu'ils ont plus de besoins qu'une autre famille que c'est cette famille-là qui va avoir accès aux services avant l'autre. Il y a des listes d'attente qui sont très équitables, très éthiques » (E5).

Ce que nous pouvons nous demander est de savoir dans quelle mesure la mobilisation du discours de transparence, d'équité et d'éthique ne s'inscrit pas dans le prolongement du discours de l'austérité ?

L'intervenante explique aussi que les bailleurs de fonds agissent également en faisant pression, car les organismes doivent rendre des comptes, faire preuve de transparence.

« Et avec les bailleurs de fonds aussi qui, de plus en plus, ont des demandes et des redditions de compte rigoureuses. On en peut plus se permettre, on ne peut pas. Ce n'est juste pas transparent. On doit rendre compte puis de façon la plus transparente possible. » (E5)

Ici on comprend alors également, selon les propos de E5, que les bailleurs de fonds ont une influence eux aussi sur le besoin d'introduire le discours et les pratiques de transparence. En effet ils doivent rendre plus de compte. Nous verrons d'ailleurs plus en détail ceci dans la section suivante portant sur l'évolution des postes de coordination et de direction.



L'intervenante E2 explique l'importance de se mettre des limites face à une croissance des demandes :

« Parce qu'on a des limites. On ne peut pas tout faire non plus. On ne doit pas tout assumer et mettre sur nos épaules, on n'est pas dans une situation d'urgence non plus. On n'est pas une ressource 9-1-1. Il faut aussi savoir qu'on répond à certaines choses et le reste, c'est d'autres personnes qui vont être capables de vous accompagner là-dedans. Ne pas être des super women et des super héros à vouloir répondre à tous les besoins non plus. On a des limites aussi. » (E2)

Ici, ce que nous comprenons est que l'intervenante E2 ne veut pas en prendre plus que ce qu'elle peut sur ses épaules. Elle prend ici la peine de distinguer son organisme d'un organisme de situation de crise. Ainsi, la lecture de la situation est ici différente : pour E2 la rationalisation, voire la professionnalisation, des pratiques est un discours pour se protéger du surmenage auquel sont de plus en plus exposés les organismes, c'est-à-dire un discours contraint par celui de l'austérité et comme sous-produit de ce dernier.

#### Analyse :

Ce que nous remarquons ici dans les propos des intervenantes, est que deux styles de discours se dessinent. En effet, certaines intervenantes se positionnent et adoptent un regard plus critique de cette tendance à la professionnalisation. Les intervenantes le voient comme une menace à leur liberté d'action, et comme uniformisation des pratiques dangereuse qui pourrait amener sur le long terme à une bureaucratisation des pratiques au sein du milieu communautaire.

D'autres intervenantes voient plutôt cette tendance comme une manière de se professionnaliser et donc de mieux répondre de manière rationnelle et transparente aux besoins des membres de leurs organismes. Mais ici encore, nous pensons que ce discours cache un manque de moyens du milieu communautaire, qui adopte de

telles pratiques afin de répondre le mieux possible aux besoins de leurs membres. Notre analyse soulève l'hypothèse que ce discours « d'équité, de transparence et de professionnalisation » s'inscrit comme en relai et en pratique du discours d'austérité. Il agit plus comme pratique discursive venant légitimer le discours plus large de l'austérité. Nul doute que les intervenantes du milieu communautaire mettent tout en œuvre pour répondre du mieux possible aux besoins des membres et que leur volonté de professionnalisme va en ce sens. Cependant, nous nous demandons si ce vocabulaire « d'équité, de transparence et de professionnalisation » ne sous-tend pas une entrée progressive de la rationalisation des pratiques, qui se traduit par un formalisme de plus en plus important, des pratiques plus encadrées et une réponse aux redditions de comptes de rationalisation et de transparence demandée par des subventionnaires acteurs extérieurs à l'organisme.

Ainsi, comme avancé dans notre cadre théorique, plus spécifiquement dans le texte de Delpeteau et al. (2015), nous pouvons faire un lien entre ce formalisme mis de l'avant et la reddition de compte exigée par les bailleurs de fonds et le discours de l'austérité tel que présenté dans la première partie plus haut, par les intervenantes. Est-ce que finalement le discours d'éthique et de professionnalisation introduit-il, même à son insu, un esprit de gestion plus entrepreneuriale ou institutionnalisée au sein des organismes communautaires et des pratiques semblables à celles du réseau?

Nous pensons que nous pouvons faire un lien aussi avec la Nouvelle Gestion Publique, qui, comme nous l'avons vu dans le cadre théorique, amène à une rationalisation des pratiques, et donc à adopter des pratiques plus uniformisées. Jetté et Goyette (2010) l'expliquent par la présence de pratiques probantes, c'est-à-dire étant considérées comme efficaces, qui viennent faire délégitimer d'autres pratiques plus locales des organismes.

Avec ce que nous disent les intervenantes, la façon de gérer l'organisation et les listes d'attente, on remarque en effet une disparition de l'esprit convivial. Est-ce que la surcharge de travail dépersonnalise les services rendus auparavant dans un esprit familial aux membres ? Peut-on parler ici d'un éloignement d'un esprit associatif pour

se rapprocher d'une logique de prestation rationalisée et comptabilisée de services comme dans le réseau.

Cependant, comme vu précédemment dans le cadre théorique, le contexte des organismes communautaires est actuellement complexe. En effet, les organismes reçoivent de plus en plus de demandes de la part de leurs membres, alors que les subventions ne sont pas indexées. Les intervenantes se retrouvent alors souvent à gérer plusieurs dossiers, alors qu'elles manquent de temps et de ressources, tant humaines que financières.

En lien avec notre thème central de l'austérité et de l'évolution des pratiques des organismes communautaires en déficience intellectuelle, nous avons soulevé dans cette section l'hypothèse à l'effet que les organismes ayant de plus en plus de demandes de personnes en situation de crises et ayant tendance à apporter des services pour pallier aux manques du réseau tendent à développer des pratiques discursives liées à l'équité, la transparence, l'éthique et la professionnalisation, mais en fait répondant au besoin de gérer les effets de l'austérité. Nous verrons notamment dans la prochaine section une autre illustration concrète de changement issu de la rationalisation des pratiques.

#### **4.2. Une évolution des postes de coordination et de direction ? Un changement dans les pratiques.**

À l'hypothèse d'une évolution des pratiques accompagnée d'un discours de rationalisation pour gérer les listes d'attente et se protéger du surmenage, nous apportons dans cette section l'hypothèse d'une surcharge et d'un manque de ressources entravant la capacité des organismes à développer des projets et innover dans leurs pratiques.

Nous allons voir dans cette partie que les postes de certaines intervenantes ont été modifiées en raison du manque de financement, c'est-à-dire de la situation d'austérité et donc du manque de temps pour réaliser des activités.

Ce manque de financement dû à l'austérité a amené une certaine créativité pour innover et modifier les postes de coordination de manière à ce qu'ils soient plus en lien avec l'intervention terrain. Ce contact de la coordination avec le terrain semble être fort apprécié, un moteur disait une intervenante ; toutefois nous verrons que ces coupures engendrées par l'austérité occasionnent de la surcharge, augmente la cadence de travail, provoque de l'éparpillement, et de la frustration vécue par les intervenantes.

Dans cette partie, nous portons le focus sur le discours de deux intervenantes (E1 et E2) qui nous ont particulièrement interpellés sur l'évolution de leurs postes.

Nous voyons l'évolution progressive de leurs postes : dans un premier temps nous voyons que des tâches de coordination sont apparues, ceci amenant les intervenantes à s'éloigner du terrain. Dans un second temps, les intervenantes expliquent qu'en raison de manque de financement, elles sont retournées sur le terrain sans pour autant que leurs tâches de coordination soient allégées. Et dans un troisième temps, nous analysons ce retour vers le terrain.

#### **4.2.1. *Vers plus de coordination : un retrait progressif du terrain***

L'intervenante E1, qui détient un poste de coordination au sein de son organisme, parle du « glissement » de sa pratique. Elle explique qu'à son entrée au sein de l'organisme, elle était plus présente sur le terrain auprès des personnes ayant une déficience intellectuelle. Par la suite, une phase de développement s'est enclenchée dans son organisme, en raison du nombre de demandes plus accrues au sein de l'organisme, lui donnant ainsi plus de responsabilités et donc moins de temps sur le terrain :

« C'est parce qu'on faisait du développement, on développait des activités. Puis on manquait comme de temps pour être sur le terrain, puis on avait une mission de développer des choses. [...] [J'étais] sur le terrain, mais moins souvent. Comme on avait beaucoup d'activités, on avait plus les reins assez

solides pour pouvoir être sur le terrain, et les coordonner, et faire du développement ». (E1)

Dans cette phase de développement des activités, le choix de la direction avait été de détacher les coordonnateurs du terrain et leur donner la coordination des activités, et d'embaucher des intervenants terrain pour réaliser les tâches :

« Fait que c'était une logique de dire, on ne peut pas être là, mais on va mettre des intervenants parce que c'est correct. Mais pour ça il faut coordonner, mais ça nous libère, mais ça nous prend un peu plus de temps. Il y avait un équilibre qui se plaçait. Mais ça nécessite plus de moyens financiers. » (E1)

L'intervenante E1 explique que malgré le salaire dérisoire offert aux intervenants, l'organisation n'est finalement pas parvenue à s'y retrouver financièrement. L'intervenante E1 explique que son poste avait progressivement glissé vers des tâches plus de coordination :

« Je dirai qu'après ça, on a développé des services et il y a eu comme un glissement de l'organisme où on était moins sur le terrain, plus dans la coordination, ce qui faisait qu'on avait un peu moins d'*imput*. » (E1).

Pour elle, cette situation, décrite plus haut, l'a éloigné du terrain et donc des besoins de ses membres : « Fait que ça, ça a joué peut-être un peu sur notre, sur l'espace qu'on avait d'écoute. Parce que d'être présent avec eux, c'est la meilleure façon là. » (E1).

Ce que nous comprenons ici est qu'en raison du manque de présence sur le terrain, les espaces d'écoute envers les personnes vivant avec une déficience intellectuelle ont été restreints.

Ainsi, dans ce cas, ce que nous comprenons est que le manque de temps des intervenantes se traduit par la création d'intermédiaires et un éloignement de la réalité du terrain. Ce qui, selon nous, fait malheureusement perdre toute l'essence du milieu communautaire, qui se veut normalement ancrée au sein de la communauté.

#### **4.2.2. *Un manque de moyens financiers et un retour sur le terrain***

L'intervenante E1 explique qu'en raison du manque de financement, elle a dû retourner sur le terrain. Le manque de financement amène donc les intervenantes à modifier leurs pratiques. En effet, l'intervenante apporte qu'il a été décidé de couper des postes d'intervenants tout en conservant ceux de coordination, mais en rapprochant les postes de coordination du terrain. Nous pourrions voir là un effet bénéfique du l'austérité.

L'intervenante E1 explique que le retour au terrain permet d'avoir une pratique plus ancrée dans les besoins des membres, ce qui a l'air de faire plus de sens pour elle :

« une des façons de s'y ajuster ça a été d'envoyer la coordination sur le terrain. Au départ la Direction pensait que c'était mal vécu, mais nous on était très très très content de la situation. Parce que dans le fond, on revient sur le terrain, mais ça nous ramène à s'ajuster aux besoins. » (E1).

La direction a alors décidé de diminuer les postes d'interventions, en retirant des postes, et a demandé aux coordonnateurs de retourner sur le terrain :

« Fait que là du coup, est venu un moment où la direction a décidé qu'il fallait trouver un équilibre budgétaire, et un des moyens était que la coordination retourne sur le terrain pour réduire au niveau financier le coût que ça coûtait ». (E1)

Mais cependant, il faut se demander si, les fonds étant, il n'y aurait pas eu moyen de procéder à ces innovations sans couper des postes d'intervenants.

#### **4.2.3. *Le retour au terrain : vers une surcharge de travail et un frein au développement ?***

Ici, l'intervenante E1 explique que les changements de son poste de coordination ont pour incidence de la ramener progressivement sur le terrain. Malgré ce que l'on

pourrait croire, l'intervenante trouve ce changement positif, car cela lui permet d'être plus proche des besoins des membres de son organisme :

« Puis en même temps, c'est super positif, parce que comme je te dis, finalement on est contents d'être sur le terrain, donc on est plus à l'affût des besoins... [...] Ça va me faire plaisir, c'est super stimulant, je pense que je peux y apporter, je vais apprendre et je veux y apporter quelque chose, par contre, je veux un pied à terre. Je veux pouvoir avoir une activité avec les membres. Moi c'est ça mon moteur. ». (E1)

Également, nous pensons que la démarche entreprise par la direction de l'intervenante E1 est intéressante, car elle permet de solidifier des postes mieux payés (ceux de coordination) (car comme E1 le dit, « les salaires des intervenants sont dérisoires »). E1 n'apporte pas les choses ainsi, mais la tactique que l'organisme déploie pour contrer le déficit budgétaire constitue pour nous une manière de contrer le précarat de *cheap labor* (Deslauriers) des conditions salariales du milieu communautaire. Selon ce que nous avons observé lors d'un stage en milieu communautaire lié à la déficience intellectuelle. Le salaire d'une personne coordonnatrice peut tourner autour du 20\$/h alors que celui d'un intervenant tourne autour du salaire minimum à 12\$.

Cependant, nous tenons tout de même à nuancer ces propos, dans la mesure où nous avons conscience qu'il est très difficile pour les organismes communautaires d'améliorer les conditions salariales de leurs employés, en raison d'un manque significatif de financement. De plus ce retour sur le terrain peut également engendrer une surcharge de travail et affecter la santé mentale des employés.

L'intervenante E2 explique la réorganisation du travail vécue au sein de son organisme, en raison du manque de financement :

« Une des solutions qui a été proposée pour couper, parce qu'on ne savait plus la situation financière et on pensait qu'on était vraiment en dessous de notre budget. On a proposé au coordonnateur d'être sur le terrain pour

diminuer la charge de travail d'intervenant, la charge financière d'intervenants. » (E2)

Elle explique que la décision du Conseil d'Administration a été prise sans prendre en considération la charge de travail des coordinateurs :

« Fait que ça a été une proposition non réfléchie, non assumée. Ç'a été garroché comme ça : vous faites ça ! Sans prendre le temps de réfléchir au poste, des conséquences que c'était pour mener. » (E2).

Ce retour sur le terrain a amené une surcharge de travail pour elle et son équipe. C'est comme un déversement : quand la charge de travail de l'un déborde, cela empiète la charge de travail des autres, qui doivent pallier au manque de temps de leurs collègues :

« Untel, mettons [...] reprend du temps, c'est normal. Elle a plus de temps sur le terrain, mais qui ne peut pas assumer d'autres de ses tâches. Alors ces tâches-là vont sur d'autres intervenants. Ces intervenants-là, tout le monde est débordé à ce moment-là aussi. Tu donnes plus de tâches, de temps de travail à un employé qui déborde déjà... Faut que ce soit réfléchi, mais ça n'a pas été réfléchi. » (E2)

Cette situation difficile amène des frustrations au sein de l'équipe de travail :

« Il y a encore des frustrations un peu. Mais on se respecte aussi fait qu'on est capable, mais je pense qu'il y a encore... c'est à dénouer et que tout le monde soit confortable dans leur poste et qu'ils respirent un peu plus. Pour qu'on soit bien quand on vient travailler et non débordés. » (E2)

On remarque ici vraiment de l'ambivalence chez l'intervenante E2, qui dit souhaiter être sur le terrain, mais se sent surchargée.



C'est la même chose pour l'intervenante E1. Elle explique ici qu'il est important pour elle d'avoir des liens avec les réalités du terrain, et même d'y avoir un pied à terre. Pour elle, comme déjà vu plus haut, il s'agit d'un moteur qui stimule sa pratique :

« Ça va me faire plaisir, c'est super stimulant, je pense que je peux y apporter, je vais apprendre et je veux y apporter quelque chose, par contre, je veux un pied à terre. Je veux pouvoir avoir une activité avec les membres. Moi c'est ça mon moteur. » (E1)

Cependant, comme l'intervenante E2, elle modère son propos, elle explique que ce retour vient la freiner dans le développement de nouveaux projets :

« Mais ça fait qu'on ne peut pas développer autant qu'on voudrait là. On ne peut pas être partout. Puis le retour au terrain, à des grosses conséquences sur notre travail. On n'est vraiment moins présents dans l'organisme, dans nos bureaux, dans la coordination, puis en même temps ça continue là, tout ce qu'on a développé. Ça fait partie de nous. Notre ADN est là-dedans. Mais comme on a moins de temps de coordination, on est vraiment plus concentrés. Puis là on n'avait comme pas les moyens d'avoir d'autres intervenants. Mettons, je pars en vacances, ce sont mes collègues qu'il faut qu'ils me remplacent. » (E1)

Ainsi, nous comprenons que ce retour sur le terrain pour les intervenantes E1 et E2 a des impacts sur le développement de nouvelles activités. Le manque de financement également a pour conséquence que les personnes ne peuvent être remplacées, amenant ainsi une surcharge de travail au sein de l'équipe. C'est comme si l'équipe absorbe et pallie aux manques de moyens.

Ceci amène les intervenantes à vivre des surcharges de travail. L'intervenante E2 exprime d'ailleurs son regard face à sa situation :

« Ce n'est pas normal là. Ce n'est pas sain, c'est trop. C'est juste trop. Si un autre employé arrivait à mon poste, il n'aurait pas le choix de diminuer la charge de travail. [...], quand elle a vu mon poste, elle a dit : Ouin, tu en fais

beaucoup! C'est très éparpillé aussi, comme t'as vu! [...] Fait qu'il faut répartir un peu et il faut prioriser. Il faut prioriser. Et je n'aime pas ça parce que je me sens comme si je chiale. C'est pour ça que je ne l'aborde pas souvent parce que je me sens comme si je chiale. Mais je ne veux pas chialer, je veux juste constater et relater la situation. » (E2)

Cet extrait est intéressant, car il permet de voir que l'intervenante E2 se retrouve à devoir prioriser des actions, alors que les besoins sont criants dans tous les domaines de l'organisme communautaire. E2 nous dit être affecté émotionnellement, « je me sens comme si je chiale », et nous dit que c'est pour cela qu'habituellement elle évite d'aborder ce type de sujet. Cela semble une stratégie pour composer avec les pratiques d'austérité : De ne pas en parler et d'essayer de s'en tenir au constat de la situation pour ne pas être négatif. Cette situation de responsabilisation peut être dangereuse pour la santé mentale des intervenants, qui se retrouvent à faire des choix cornéliens.

#### Analyse :

Nous venons de voir ici que la diminution du financement peut amener à changer les pratiques de coordination des intervenantes : elles doivent non seulement s'adapter aux besoins des membres qui sont croissants, mais aussi aux exigences de leurs directions. Ces changements peuvent amener des tensions au sein des équipes de travail.

En disposant de moins de temps pour réaliser les activités existantes, on peut alors se demander s'il reste encore des moments, et des espaces pour arriver à disposer de moments créatifs. C'est ce que nous verrons dans la prochaine section.

#### **4.3. Moins de temps pour le développement de projets et la créativité ?**

En ce centrant ici sur les discours des intervenantes E2, E4 et E5 pour enrichir le débat, nous voyons ici que le manque de temps engendre la diminution de développement de projets et affecte la créativité des intervenantes. Dans cette partie nous nous centrons sur les discours

##### **4.3.1. *Un manque de temps pour le développement de projets***

L'intervenante E2 explique qu'elle a fait un retour progressif sur le terrain, en raison d'une réorganisation interne au sein de son organisme, ce qui lui laisse peu de temps pour être dans le développement de projets. L'augmentation des besoins des membres de l'organisme (augmentation due aux manques de services du RSSS), en ce qui concerne le répit notamment, amène son organisme à vouloir développer un nouveau projet et offrir des services de répit aux familles. Cependant, elle se sent limitée dans la réalisation de nouveaux projets créatifs en raison du manque de temps dont elle dispose dans sa pratique :

« Mais si je suis plus d'heures sur le terrain, si je suis à 1/3 de mon travail sur le terrain, je n'ai pas de place beaucoup à développer. Je fais juste respirer un peu là. Je n'ai pas... je suis toujours dans l'action, alors je n'ai pas... [...] Mais les ressources de l'[organisme], non... Oui on est limité dans le développement et les possibilités là. Puis on demande aux personnes d'être plus sur le terrain, mais si on est sur le terrain on ne peut pas... Oui on est limités. » (E2)

Elle aborde un autre aspect de la situation ensuite en expliquant qu'elle se sent libre dans sa pratique, malgré les contraintes abordées précédemment :

« C'est ça que j'apprécie aussi, c'est la créativité, la liberté aussi. On retrouve une certaine liberté, on n'est pas dans... On est dans un cadre et je crois au cadre. Je pense que c'est essentiel, mais pas dans un cadre régi et strict, d'évaluation et de performance ou de numéro ou de ratio. On voit l'individu en soi et on va pouvoir offrir [des services] sans diagnostic nécessaire, un accompagnement, si ça l'aide, la façon qu'on fait. » (E2).

Ce que nous comprenons ici est que l'intervenante ne se sent pas limitée dans sa créativité au sein de son organisme. Mais, pourtant, elle explique précédemment manquer de temps. Le manque de temps ne veut pas dire une absence de créativité bien qu'il soit tout de même une limitation.

L'intervenante E4 explique aussi qu'en raison de l'augmentation des services offerts aux familles, moins de projets novateurs sont réalisés au sein de son organisme : « D'offrir autant de services, c'est clair que tu fais beaucoup moins de projets. » (E4). Nous comprenons ici que la pression de rendre des services, notamment due aux ententes de services avec le réseau, aux ententes avec les bailleurs de fonds, ou encore d'agir en urgence pour accompagner les familles dans des moments difficiles engendre une diminution des projets plus créatifs ou originaux. Ainsi, le contexte d'austérité, qui comprend ces différentes dimensions, a des impacts sur le développement de projets.

L'intervenante E5 explique également une situation similaire. En effet, elle explique que de plus nombreuses interventions en situation de crises sont rendues au sein de son organisme, pour venir en aide aux familles les plus démunies :

« oui parce qu'on y va toujours comme je te disais, à éteindre des feux et à aller aux urgences. Fait que le développement est souvent... Il faut vraiment qu'on se déresponsabilise du quotidien et qu'on se dise OK là [...] tu vas travailler sur développer tel nouveau formulaire pour... » (E5)

Ce que nous comprenons ici d'E5 est que les interventions en situation de crises, permettant d'apporter des solutions court-terme aux familles, sont priorisées au détriment du développement de formulaire, pouvant permettre sur le long terme d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec une déficience intellectuelle et leur entourage.

Sommes-nous en train de mettre en péril les interventions plus communautaires, permettant de développer des besoins ancrés dans la communauté visant un changement social ?

#### 4.3.2. *La créativité affectée*

Dans la partie précédente, nous avons vu que le développement de nouveaux projets s'avère plus difficile pour certaines intervenantes. Ici, nous allons voir que, particulièrement pour l'intervenante E4, la créativité est affectée en raison de la situation complexe amenant de l'impuissance : voir des familles démunies et ne pas pouvoir les aider, voir des organismes importants fermer leurs portes.

L'intervenante E4 explique que sa créativité est affectée en raison de la lourdeur de la situation :

« La mienne beaucoup. C'est plus l'épuisement et la vision globale. Moi je suis sur le CA de [tel organisme] aussi. [...] Et on a passé à un poil de fermer et moi j'ai fait la motion de fermer l'organisme et ça n'a pas passé parce que les autres membres du CA n'étaient pas d'accord. Mais moi j'en étais là. Moi je suis vraiment fatiguée et je suis vraiment un peu découragée. La créativité de [mon organisme] ça reste encore une priorité. C'est sûr que je suis une grosse partie du moteur ici. » (E4).

Ce que l'on comprend ici c'est que l'intervenante se met beaucoup de pression pour porter les projets dans les comités et les organismes dans lesquels elle est investie. Elle explique qu'elle porte beaucoup de choses sur les épaules, et se considère comme une « grosse partie du moteur » de son organisme. Cependant, E4 parle d'"épuisement", d'être « vraiment fatiguée » et même d'être « vraiment un peu découragée ». L'intervenante se sent prise dans une situation de double emprise : devoir porter des responsabilités au sein de son organisme, et écouter sa santé mentale.

Dans la continuité de ses propos, l'intervenante E4 explique qu'elle ne fait plus de projets créatifs, et qu'elle n'est plus à l'écoute de ses collègues. L'épuisement de l'intervenante a des impacts sur les relations avec ses collègues ainsi que les croyances des résultats apportés par les interventions qu'elle met en œuvre :

« J'ai ma collègue qui travaille comme une débile [sur tel projet] puis moi, j'ai des familles qui capotent. L'[organisme x] qui ferme [et dans tel autre organisme y] la directrice n'en peut plus. C'est sûr que quand elle me parle, je ne l'écoute pas. Ben je l'écoute, mais ça me rejoint moins, mais pourtant... c'est ça qui fait qui on est. C'est cool qu'on [porte de tels projets]. C'est exactement le genre d'action qu'on aimait faire, mais là le bout, je ne le vois plus. » (E4).

Ce que nous comprenons ici est que l'intervenante vit de l'épuisement en raison de la situation complexe au sein de son organisme. La situation est lourde : les « familles qui capotent », « l'organisme qui ferme », « la directrice n'en peut plus ». Toute cette situation fait que l'intervenante se sent découragée : « là le bout, je ne le vois plus ». Cet état d'épuisement des familles plus fragilisées qu'auparavant et en même temps un manque de ressources dans les organismes, est à lier aux orientations d'austérité prises par les gouvernements successifs.

#### Analyse :

Ce que nous voyons ici est que pour certaines intervenantes la situation actuelle d'austérité amène une lourdeur et vient diminuer la marge de manœuvre de certains organismes, créant ainsi des frustrations et de la souffrance au travail, alors que pour d'autres, la flexibilité de la pratique perdure.

La situation d'austérité vient également, selon nous, remettre en question l'autonomie des organismes communautaires, qui se retrouvent tellement pris à la gorge qu'ils sont en constante recherche de financement.

#### Conclusion section 4 :

Pour conclure cette section, nous pouvons souligner que le contexte d'austérité amène plusieurs dimensions pour les organismes : un plus grand formalisme est présent les amenant à modifier leurs pratiques, de plus, les postes évoluent en fonction des besoins engendrant une surcharge de travail pour certaines intervenantes, et pour finir ces changements de pratiques font que les intervenantes sentent qu'elles ont moins de temps pour développer des projets, mais aussi que leurs créativité est affectée.

## Conclusion du quatrième chapitre

Actuellement et depuis les années précédentes, le contexte d'austérité au sein des organismes communautaires, engendré par la réforme du réseau de la santé et des services sociaux de 2014, et une diminution du financement, amène les organismes communautaires à s'adapter à leur environnement et ainsi à modifier leurs pratiques (voir schéma annexe 1).

On remarque notamment un plus grand formalisme, laissant place à une professionnalisation accrue du milieu communautaire. Cette professionnalisation amène d'ailleurs une évolution des postes dépendamment du financement et des besoins présents au sein des organismes : certains postes se transforment en postes de coordination et sont éloignés du terrain et des membres ; puis y retournent par la suite, en ayant un même temps de travail. Ceci engendre ainsi une surcharge de travail pour certaines intervenantes. Ainsi, l'espace qui permettait auparavant aux intervenantes d'aller vers des pratiques plus créatives et originales a tendance à être progressivement affaibli : le temps alloué pour le développement de projets est diminué et la créativité des intervenantes est affectée. Certaines intervenantes se retrouvent en situation d'épuisement. En effet, la pression exercée par le contexte politique complexe, et notamment par les bailleurs de fonds qui demandent une reddition de comptes de plus en plus importante (Delpeteau, 2015) modifient les pratiques au sein des organismes et les amène à adopter des pratiques comprises à la fois entre une logique concurrentielle et une logique partenariale. Les appels d'offres des institutions publiques et des fondations amènent une mise en concurrence des organismes, mais les incite également à adopter des stratégies de regroupement des organismes pour parfois mieux s'assurer un financement. Ce manque de financement pérenne d'année en année amène alors les organismes communautaires à aller vers des levées de fonds ou des dons pour financer leurs projets, ce qui semble être une nouvelle pratique au sein des organismes communautaire.

Nous pouvons alors conclure que le contexte actuel engendre de réelles modifications des pratiques, tant d'intervention que gestionnaires. En effet, comme nous l'avons vu



dans ce chapitre, tout d'abord l'intervention communautaire sociopolitique est sur la sellette. Le financement des organismes évolue, amenant les intervenantes à modifier leurs pratiques : tant à se retrouver dans une logique de partenariat que dans une logique concurrentielle. Également, les organismes adoptent de nouvelles façons de chercher des fonds en organisant différentes levées de fonds. Pour finir, nous avons vu que ce manque de financement amène à une rationalisation des pratiques : ceci engendre non seulement un formalisme accru dans les pratiques, et amène d'ailleurs également des modifications sur les postes de coordination. Toutes ces modifications ont pour effet de faire sentir une pression aux intervenantes, qui disent manquer de temps et s'en sentent affectées.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

La déficience intellectuelle est une réalité qui touche de nombreuses personnes de près ou de loin et fait, et fera toujours partie intégrante de notre société. Le statut social des personnes ayant une déficience intellectuelle (PADI) au sein de la société québécoise a évolué au fil du temps, faisant passer les PADI d'une place de « fous » à une place de citoyens à part entière. Le dépassement progressif des situations de stigmatisation et d'exclusion sociale se gagne d'années en années notamment par la mobilisation et la participation sociales, venant faire évoluer les législations et permettant d'acquérir et de faire reconnaître leurs droits.

En effet, l'épanouissement et la reconnaissance sociale sont fondamentaux pour accéder à une place sociale valorisante dans la société. Cette reconnaissance s'acquiert en traversant différentes sphères : l'amour, la solidarité et le droit. D'où l'importance de vivre dans un environnement propice, que ce soit au niveau micro (familial, travail) ou macro (politiques sociales et économiques) prenant en considération les besoins de chacun.

L'action des organismes communautaires et l'intervention communautaire, approche d'intervention collective en travail social, permettent en effet de dépasser ces situations complexes que connaissent les PADI. Comme nous l'avons vu, l'intervention communautaire, et même plus généralement les pratiques portées par les intervenantes du milieu communautaires, sont actuellement touchées par le contexte d'austérité : on souligne d'ailleurs dans notre analyse que se dessinent deux styles d'organismes communautaires, avec d'une part des organismes de services, et d'autre part des organismes de mobilisation. En effet, le financement de plus en plus rare amène les organismes à se retirer progressivement de la scène politique, et à aller vers ce qui est le plus viable et pérenne pour eux, c'est-à-dire, rendre des services. Il faut tout de même nuancer ces propos, dans la mesure où nous savons que les intervenantes font du mieux possible pour défendre les intérêts des PADI. La situation est complexe car les intervenantes doivent choisir entre répondre aux

besoins existants des familles, qui ont réellement besoin de services, et défendre les droits de ces mêmes personnes.

On remarque d'ailleurs que l'austérité est bien présente dans le discours des intervenantes rencontrées. Celles-ci tendent à y voir un discours de démantèlement de l'état social et de déresponsabilisation politique vis-à-vis des problèmes sociaux, des populations vulnérables et notamment ici envers des personnes présentant une déficience intellectuelle.

Dans notre analyse les intervenantes expliquent à quel point ils se retrouvent à rendre des services censés être rendus par le réseau de la santé et des services sociaux, ceci affectant les autres interventions, culturelles, de loisirs ou autres, et même celle de mobilisation sociale. Ceci engendre des situations d'épuisement chez les intervenantes, qui se retrouvent à devoir prioriser les interventions en situation de crises à celles de défense de droits. Cet épuisement engendre une diminution de la qualité des services rendus et fragilise les organismes représentant les personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Nous pouvons conclure que les organismes communautaires en déficience intellectuelle connaissent actuellement une situation complexe en raison du contexte d'austérité ambiant. Le problème est qu'actuellement il existe de nombreuses entraves à la réalisation de la mobilisation et la participation sociales. Même si nous avons l'impression que la stigmatisation et l'exclusion s'éloignent, par l'acquisition de nouveaux droits et l'avancée des mentalités face à la déficience intellectuelle, nous pouvons nous demander si une forme de stigmatisation reste néanmoins présente. Le gouvernement lui-même devient-il acteur d'exclusion sociale ? Par le biais des différentes coupures et restrictions budgétaires desquels les organismes communautaires sont directement victimes, ainsi que les PADI, le gouvernement ne fait-il pas reculer l'intégration des personnes ayant une déficience intellectuelle dans notre société ? On se demande alors si la stigmatisation ne se joue pas ici, dans la mise en œuvre d'un discours d'austérité s'attaquant aux populations les plus vulnérables de notre société.

Depuis le mois d'octobre 2017, les organismes communautaires, accompagnés des PADI et leurs proches (familles, amis, intervenants), se mobilisent ensemble pour essayer de faire bouger le gouvernement et qu'un réinvestissement se fasse pour les PADI. Différentes actions, telle la campagne « J'appuie la di » lancée par l'Association Québécoise d'Intégration Sociale et ses associations membres sont menées actuellement.

Il importe que le gouvernement agisse au plus vite pour accompagner les personnes vivant avec une déficience intellectuelle, qui par leur différence, apporte une richesse sur le plan humain à notre société.

Les organismes communautaires, avec notamment les pratiques d'intervention communautaire qu'ils développent, jouent un rôle important pour assurer la pleine citoyenneté des personnes ayant une déficience intellectuelle dans notre société. Le gouvernement se doit de reconnaître pleinement les organismes associatifs et les travailleurs y œuvrant. Il importe notamment de ne pas instrumentaliser les organismes à une simple prestation de service. Il importe de préserver leur mandat d'intervention communautaire.

Pour le travail social, visant l'amélioration et le changement des conditions de vie des personnes les plus vulnérables et marginalisées, l'intervention communautaire est importante.

En effet, agir sur l'environnement social permet sur le long terme aux personnes de reprendre du pouvoir sur leur vie, mais aussi de viser une inclusion des personnes au sein de la société, et telle que souhaitée l'inclusion et la participation sociale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Ainsi il est important que les intervenantes, qu'elles soient travailleuses sociales ou non, puissent réaliser la défense des personnes dans des conditions adéquates. Pourtant, un récent article paru dans le Devoir explique que les organismes communautaires travaillent pour lutter contre l'exclusion et revendiquent contre la pauvreté, mais sont dans l'impossibilité de fournir des conditions d'emplois

intéressantes pour leurs intervenantes (Métivier, 2018). Pour ouvrir à réflexion, voici d'ailleurs un extrait de l'article en question :

« Celles et ceux qui demeurent en place voient alors leurs conditions de travail se détériorer. Dans ce contexte, comment espérer avancer et évoluer vers des conditions de vie équitables et plus de justice sociale ? Faudra-t-il de nouveau envisager la grève et dépasser le stade de la fermeture des portes et l'interruption de services pendant deux à trois jours, comme ce fut le cas en 2015 et 2016 ? » (Métivier, 2018).

De nombreuses questions se posent à ce jour, l'avenir de la mobilisation sociale des intervenantes du milieu communautaire donneront des réponses.

## BIBLIOGRAPHIE

Anadon, M. (2007). *La Recherche Participative : Multiples Regards*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 225 pages.

Assemblée Nationale du Québec, (2015). Projet de loi n°10. Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales, 73 pages. Document téléaccessible au lien : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travauxparlementaires/projets-loi/projet-loi-10-41-1.html>. Consulté le 05 janvier 2016.

Association de Montréal pour la déficience intellectuelle (2011). La déficience intellectuelle. Site téléaccessible au lien : <https://amdi.info/amdi/>. Consulté le 25 septembre 2015.

Association Québécoise pour l'intégration sociale (2018). Campagne j'appui la di. Site téléaccessible au lien <https://jappuieladi.ca/>. Consulté le 5 août 2018.

Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L., Fréchette, L., (2007). *L'organisation communautaire. Fondements approches et champs de pratiques*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 534 pages.

Bourque, D. (2012). Intervention communautaire et développement des communautés. Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, vol. 18, n° 1, p. 40-60. Document téléaccessible au lien : <http://www.erudit.org/revue/ref/2012/v18/n1/1012331ar.html?vue=resume>. Consulté le 23 mars 2016.

Bourque, D., Lachapelle, R., Savard, S., Tremblay, M., Maltais, D., coll. Tremblay, S., Lemieux, F. (2010). *Les effets de la création des CSSS sur les pratiques partenariales, psychosociales et communautaires. Rapport de recherche*. 176 pages. Document téléaccessible au lien [http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocuementGenerique\\_84753&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz](http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocuementGenerique_84753&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz). Consulté le 27 août 2016.

Burrrick, D. (2010). *Une épistémologie du récit de vie. Recherches qualitatives. Hors-série*. n° 8. p. 7-36. Document téléaccessible au lien : [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors\\_serie/hors\\_serie\\_v8/HS8\\_Burrrick.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v8/HS8_Burrrick.pdf). Consulté le 26 avril 2016.

Caillouette, J., Soussi, S.A. (2014). « L'espace de recherche partenariale : le poids des identités d'acteurs ». Dans Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et Bussièrès, D., (dir),

*Le défi de l'innovation sociale partagée : Savoirs croisés*, coll. Innovation sociale, Montréal, PUQ, p.35-54.

Caillouette, J., Patsias, C. (2016). *Reconnaissance, espace public et construction politique des territoires, dans le cadre du Colloque international Pour une ville inclusive : Innovations et partenariats. Comment garantir l'accès et la participation sociale des personnes ayant des incapacités?*, Panel sur l'innovation, 8 novembre 2016, Université Laval, Québec.

Caillouette, J., Molina, E., Morin, P., Garon, S., Roos, J.-F., Dallaire, N., Juvany, M. (2014). *Typologie de l'intervention communautaire à l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke*. 4 pages.

Centre de santé et de services sociaux de Papineau (2016). *Aidants naturels ou proches aidants*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.cssspapineau.qc.ca/soins-et-services/aidants/etre.php>>. Consulté le 25 août 2016.

Centrale des Syndicats du Québec (2016). *Refusons l'austérité*. Page téléaccessible au lien : <<http://www.austerite.lacsq.org/>>. Consulté le 7 novembre 2016.

Comité des Associations en Déficience Intellectuelle, (2015). *Baisse des services dans les demeures des personnes déficientes intellectuelles ou autistes*. Page téléaccessible au lien : <<http://www.marketwired.com/press-release/baisse-des-services-dans-les-demeures-despersonnes-deficientes-intellectuelles-ou-autistes-2095235.htm>>. Consulté le 05 janvier 2016.

Courtél, Y. (2008). « La lutte pour la reconnaissance dans la philosophie sociale d'Axel Honneth. » *Revue des sciences religieuses*. 82/1 Questions d'éthique sociale. p.5-23. Document téléaccessible au lien : <<https://rsr.revues.org/622#quotation>>. Consulté le 25 janvier 2016.

Delpeteau, J., Fortier, F., Hébert, G., Langlois, P., (2013). *Les organismes communautaires au Québec : financement et évolution des pratiques*, 40 pages. Document téléaccessible au lien: <http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/Communautaire-WEB-02.pdf>, Consulté le 05 janvier 2016.

Demarais, D. (2009). « L'approche biographique », dans Gauthier, B. (dir.), *Recherche sociale, de la problématique à la collecte des données*, Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 360-389.

Directeur général des élections du Québec (2016). *Bref historique du droit de vote au Québec*. Page téléaccessible au lien : <<http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/medias/vote.php?n=2>>. Consulté le 7 février 2016.

- Duval, M., Fontaine, A., Fournier, D., Garon, S., René, J.-F. (2005). *Les organismes communautaires au Québec. Pratiques et enjeux*. Québec : Éd. Gaëtan Morin, 164 pages.
- Élections Canada (2014). *L'évolution du droit de vote fédéral*. Page téléaccessible au lien : <http://www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=bkg&document=ec90785&lang=f> >. Consulté le 7 février 2016.
- Favreau, L. (1991). « Méthodologie générale d'intervention en organisation communautaire », dans Doucet, L., Favreau, L. *Théorie et pratiques en organisation communautaire*. Québec : Presses de l'Université du Québec. p.437-447.
- Ferrarese, E. (2009). « Qu'est-ce qu'une lutte pour la reconnaissance ? Réflexions sur l'antagonisme dans les théories contemporaines de la reconnaissance ». *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 3, p. 101-116. Document téléaccessible au lien : <http://id.erudit.org/iderudit/039006ar> >. Consulté le 25 mars 2017.
- Fontan, J.-M., René, J.-F. (2014). « La recherche partenariale et la mobilisation citoyenne ». Dans Fontan, J.-M., Klein, J.-L. et Bussièrès, D., (dir), *Le défi de l'innovation sociale partagée : Savoirs croisés*. Montréal : PUQ, coll. Innovation sociale. 85-113.
- Foucault, M. (1961). *Histoire de la Folie*. Paris : Éd. Plon, 308 pages.
- Fougeyrollas, P. (1986). *Processus de production du handicap et lutte pour l'autonomie des personnes handicapées*. Document téléaccessible au lien : <http://www.erudit.org/revue/as/1986/v10/n2/006357ar.html?vue=resume> >. Consulté le 05 janvier 2016.
- Fougeyrollas, P. (2010). *La funambule, le fil et la toile*. Québec : Éd. Presses de l'Université de Laval. Coll. société, cultures et santé. 338 pages.
- Gagnier, J.-P., Lachapelle, R. (2002). *Pratiques émergentes en déficience intellectuelle. Participation plurielle et nouveaux rapports*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Pratiques et Politiques Sociales. 284 pages.
- Gascon, H. (2006). Introduction, dans Gascon, H., Boisvert, D., Haelewyck, M.-C., Poulin, J.-R., Détraux, J.-J. *Déficience intellectuelle. Savoirs et perspectives d'action. Tome 2 : Représentation, diversité, partenariat et qualité*. Québec : Presses Interuniversitaires. p1-6.
- Gingras, P. (1992). « L'approche communautaire ». Dans Doucet, L., et Favreau, L., (dir.), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*. Québec : Presses de l'Université du Québec. p.187-200.



- Glaser, B.G., Strauss, A.L. (2010). « La découverte de la théorie ancrée ». *Stratégies pour la recherche qualitative*. Armand Colin, coll. Individu et Société. p.203-220.
- Girouard, N. (2014). « Mise à jour des lignes directrices pour l'évaluation du retard mental – première partie ». *Revue Psychologie Québec. Pratique professionnelle*. Vol. 31. n. 05, p.17-19.
- Goffman, E. (1975). *Stigmates, les usages sociaux des handicaps*. Paris : Ed. Minuit, Coll. Le sens commun. 175 pages.
- Gouvernement du Québec (2004). *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*. Site téléaccessible au lien : <<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/E-20.1>>. Consulté le 23 septembre 2015.
- Gouvernement du Québec (2016). *Portail santé mieux-être. Santé mentale (maladie mentale)*. Site téléaccessible au lien : <<http://sante.gouv.qc.ca/problemes-de-sante/sante-mentale/>>. Consulté le 23 septembre 2015.
- Hamonet, C. (2012). *Les personnes en situation de handicap*, Ed. Puf 7<sup>e</sup> édition mise à jour juin 2012, Coll. Que sais-je ?, 127 p.
- Honneth, A. (2006). *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Paris : Éd. La découverte. 350 pages.
- Institut de Recherche en Intervention Sociale, (2015). Observatoire des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015. Document de travail. Document téléaccessible au lien : <[http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/Austerite2014-2015\\_31-mars-2015.pdf](http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/Austerite2014-2015_31-mars-2015.pdf)>. Consulté le 05 août 2016.
- Institut de Recherche en Intervention Sociale, (2016). *Observatoire des mesures d'austérité au Québec*. Site téléaccessible au lien : <<https://austerite.iris-recherche.qc.ca/>>. Consulté le 4 août 2016.
- Jetté, C., Goyette, M. (2010). « Pratiques sociales et pratiques managériales : des convergences possibles ? ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 22, n° 2, p. 25-34. Document téléaccessible au lien : <<http://id.erudit.org/iderudit/044217ar>>. Consulté le 24 février 2016.
- Lavoie, J., Panet-Raymond, J., (2014). *La pratique de l'action communautaire*. 3<sup>e</sup> édition actualisée, Québec : Presses de l'Université du Québec, 406 pages.
- Métivier, C. (2018). « L'action communautaire victime de l'austérité ». *Le devoir*. Document téléaccessible au lien : <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/539087/l-action-communautaire-victime-de-l-austerite>>. Consulté le 21 octobre 2018.

Ministère de la Santé et des Services Sociaux (2001). *De l'intégration à la participation sociale : Politique de soutien aux personnes présentant une déficience intellectuelle, à leurs familles et aux autres proches*. Document téléaccessible au lien : <<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2001/01-840-01.pdf>>. Consulté le 05 janvier 2016

Ministère de la Santé et des Services Sociaux (2001). *De l'intégration à la participation sociale : Plan d'action de la politique de soutien aux personnes présentant une déficience intellectuelle, à leurs familles et leurs proches*. Document téléaccessible au lien : <<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2001/01-840-02.pdf>>. Consulté le 05 janvier 2016.

Ministère des finances du Québec (2016). *Le plan économique du Québec*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/>>. Consulté le 4 août 2016.

Organisation mondiale de la santé (2016). *Thèmes de santé. Handicaps*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.who.int/topics/disabilities/fr/>>. Consulté le 25 septembre 2015.

Organisation mondiale de la santé (2016). *Thèmes de santé. Définition : les déficiences intellectuelles*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.euro.who.int/fr/health-topics/noncommunicable-diseases/mental-health/news/news/2010/15/childrens-right-to-family-life/definition-intellectual-disability>>. Consulté le 25 septembre 2015.

Office des personnes handicapées du Québec (2015). *Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux visant à favoriser la mise en œuvre de la politique à part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*. 36 pages. Document téléaccessible au lien : <<https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/PlanEngGouv2015-2019.pdf>>. Consulté le 10 novembre 2015.

Office des personnes handicapées du Québec (2014). *Qui sommes-nous ?*. Site téléaccessible au lien : <<https://www.ophq.gouv.qc.ca/loffice/qui-sommes-nous.html>>. Consulté le 10 novembre 2015.

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (2014). *Mémoire. Projet de loi 10 : loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales*. 29 pages. Document téléaccessible au lien <<https://www.otstcfq.org/docs/default-source/place-publique/m%C3%A9moire-pl-10-otstcfq-29-oct-2014.pdf?sfvrsn=2>>. Consulté le 18 juillet 2016.

Paillé, P. et Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3e éd.). Paris : Éd. Armand Colin.

Patton, M.Q. (2002). *Qualitative Research & Evaluation Methods* (3e éd.). Thousand Oaks : SAGE Publications Inc.

Protecteur du citoyen. (2015). *Des services mieux intégrés pour répondre aux besoins des enfants présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme*. Site téléaccessible au lien : <<https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/nouvelles/communiques/des-services-mieux-integres-pour-repondre-aux-besoins-des-enfants-presentant-une-deficience-intellectuelle-ou-un-trouble-du-spectre-de-lautisme>>. Consulté le 10 octobre 2015.

Protecteur du citoyen (2015). *L'accès, la continuité et la complémentarité des services pour les jeunes (0-18 ans) présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme*. 33p. Document téléaccessible au lien : <[https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/communiques/2015-03-24\\_autisme-deficience-intellectuelle.pdf](https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/communiques/2015-03-24_autisme-deficience-intellectuelle.pdf)> Consulté le 10 octobre 2015.

Pruvost, G. (2011). *Récit de vie. Sociologie. Les 100 mots de la sociologie*. Document téléaccessible au lien : <<http://sociologie.revues.org/671>>. Consulté le 13 avril 2016.

Regroupement Intersectoriel des Organismes Communautaire de Montréal, (2015). *Les conséquences du sous-financement des organismes communautaires montréalais, des conclusions qui appellent à la mobilisation*, 12 pages. Document téléaccessible au lien : <<http://www.riocm.ca/wp-content/uploads/2014/11/rapport-riocm-sous-financementnov2014.pdf>>. Consulté le 05 janvier 2016.

Regroupement Intersectoriel des Organismes Communautaire de Montréal (2016). *Missions et valeurs*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.riocm.ca/a-propos/mission-et-valeurs/>>. Consulté le 7 octobre 2016.

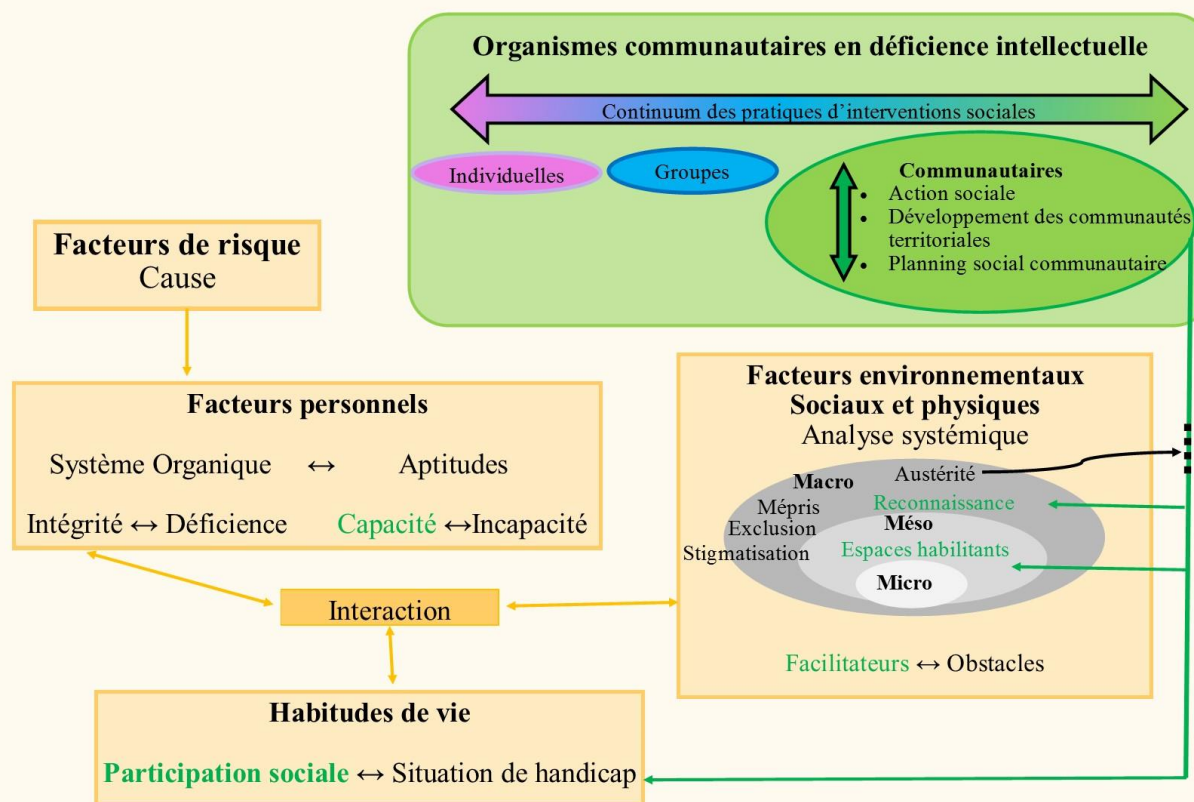
Réseau international sur le processus de production du handicap (2016). *Qu'est-ce que la participation sociale ?*. Site téléaccessible au lien : <<http://www.ripph.qc.ca/fr/mdh-pph>>. Consulté le 25 mars 2016.

Savoie-Zajc, L. (2009). « L'entrevue semi-dirigée ». Dans B. Gauthier (dir), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données* (5e éd., p.337-360). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Weber, F. (2010). « Les rapports familiaux reconfigurés par la dépendance ». *Regards croisés sur l'économie* 2010/1 (n° 7). Ed. La découverte. p39-151. 246p. Document téléaccessible au lien : <<http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2010-1-page-139.html>>. Consulté le 12 octobre 2015.

## ANNEXE 1

### Pratiques d'interventions communautaires et processus de production du handicap



## ANNEXE 2

### Canevas d'entrevue semi-dirigées

- Parcours de la personne

Quelle est votre formation ?

Quelles ont été vos professions précédentes ?

Pourquoi travailler dans cet organisme communautaire ?

- Définition de l'intervention communautaire par la personne

Quels différents types d'intervention dans l'organisme ?

Quelles interventions sont privilégiées ?

Quelle est, selon vous, la définition de la participation sociale ? Est-ce que des pratiques au sein de votre organisme favorise la participation sociale ?

- Contexte

Comment définissez-vous le contexte politique actuel au Québec ?

Trouvez-vous qu'il y a eu des changements politiques et économiques ?

Pensez-vous que ce contexte influence votre pratique professionnelle ? Si oui, comment ?

- Organisme communautaire

Votre organisme communautaire a-t-il dû changer ses pratiques ces dernières années ?

Si oui, dans quelles mesures et sous quelles influences ?

Pensez-vous que les autres organismes sont dans la même situation que vous ?

- Solutions

Quelles sont, selon vous, les solutions envisageables ?

Trouvez-vous que de nouvelles pratiques émergent actuellement ?



UNIVERSITÉ DE  
**SHERBROOKE**

### **FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT**

Vous êtes invité(e) à participer au projet de recherche de Marlène Juvany. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions à l'étudiante-chercheuse. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

#### **Titre du projet**

**La mise en œuvre des pratiques d'intervention communautaire au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal dans le contexte actuel d'austérité.**

#### **Personnes responsables du projet**

**Marlène Juvany** – Étudiante, projet présenté dans le cadre de la Maîtrise en Travail Social de l'Université de Sherbrooke.

**Jacques Caillouette** – Directeur de maîtrise, Professeur à l'école de Travail Social de l'Université de Sherbrooke. 819 821-8000, poste 62251

#### **Financement du projet de recherche**

La chercheuse a reçu une bourse du Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES) pour mener à bien ce projet de recherche.

#### **Objectifs du projet**

1. Décrire les pratiques d'intervention communautaire des intervenants au sein de 4 ou 5 organismes communautaires de Montréal.
2. Identifier les obstacles et les facilitateurs qui permettent de mettre en œuvre des pratiques d'intervention communautaire.

3. Amorcer une réflexion sur l' influence de l' austérité et du néolibéralisme sur les pratiques d' intervention communautaire, et la réappropriation de celles-ci par le milieu.
4. À partir de l' analyse des d' exemples de pratiques d' intervention communautaire narrées par les participants à l'étude, établir une typologie de leurs grandes caractéristiques afin de mieux voir ce qui les différencie et les rassemble.

### **Raison et nature de la participation**

Votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'environ une heure à une heure et demi. Cette entrevue aura lieu à votre endroit de travail, ou à l'endroit qui vous convient, selon vos disponibilités. Vous aurez à nommer et me décrire des pratiques d'intervention communautaire en déficience intellectuelle auquel vous avez participées ou que vous connaissez, le tout en nommant comment le présent contexte d'austérité influence, ou non, le développement de ces pratiques. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio numérique.

### **Avantages pouvant découler de la participation**

Votre participation à ce projet de recherche vous apportera l'avantage de faire le point sur vos pratiques actuelles. À cela s'ajoute le fait qu'elle contribuera à l'avancement des connaissances entourant les pratiques d'interventions communautaires, et les réflexions sur les impacts de l'austérité sur les pratiques d'intervention collectives.

### **Inconvénients et risques pouvant découler de la participation**

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Si jamais une heure à une heure et demie était trop long pour vous, vous pourrez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra.

Il se pourrait, lors de l'entrevue, que le fait de parler de votre expérience professionnelle en la reliant au contexte de l'austérité vous amène à vivre de la frustration. C' est pourquoi nous respectons vos choix d' aborder ou non certains sujets.

### **Droit de retrait sans préjudice de la participation**

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits ?

Oui ☐ Non ☐



Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, le chercheur vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

### **Confidentialité, partage, surveillance et publications**

Durant votre participation à ce projet de recherche, le chercheur responsable recueillera et consignera dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires à la bonne conduite du projet de recherche seront recueillis. Ils peuvent comprendre les informations suivantes : nom, propos recueillis pendant l'entrevue. Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité de ces renseignements, vous ne serez identifié(e) que par un numéro de code. La clé du code reliant votre nom à votre dossier de recherche sera conservée par le chercheur responsable du projet de recherche.

Le chercheur principal de l'étude utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet de recherche décrits dans ce formulaire d'information et de consentement.

Les données du projet de recherche pourront être publiées dans des revues scientifiques ou partagées avec d'autres personnes lors de discussions scientifiques. Aucune publication ou communication scientifique ne renfermera d'information permettant de vous identifier. Dans le cas contraire, votre permission vous sera demandée au préalable.

Les données recueillies seront conservées, sous clé, pour une période n'excédant pas 5 ans. Après cette période, les données seront détruites. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucune documentation.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, ou par des organismes gouvernementaux mandatés par la loi. Toutes ces personnes et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

### **Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines**

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au

protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant : 819-821-8000 poste 62644, ou par courriel à : [cer\\_lsh@USherbrooke.ca](mailto:cer_lsh@USherbrooke.ca).

### **Consentement libre et éclairé**

Je, \_\_\_\_\_ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction.  
Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_

### **Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude**

Je, Marlène JUVANY chercheure principale de l'étude, déclare que les chercheurs collaborateurs ainsi que mon équipe de recherche sommes responsables du déroulement du présent projet de recherche. Nous nous engageons à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Signature de la chercheure principale de l'étude : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_.